

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES HAÏTI

CYCLE DE
PROGRAMME HUMANITAIRE
2020

PUBLIÉ EN JANVIER 2020



À propos

Ce document est consolidé par OCHA pour le compte de l'Équipe humanitaire pays et des partenaires. Il présente une compréhension commune de la crise, notamment les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle aidant à informer la planification stratégique conjointe de la réponse.

Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.

PHOTO DE COUVERTURE

Photo: OCHA Haiti/Christian Cricboom

Pour les plus récentes mises à jour



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes affectées par une crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. OCHA s'efforce de surmonter les obstacles empêchant l'assistance humanitaire de rejoindre les personnes affectées par des crises et est chef de file dans la mobilisation de l'assistance et de ressources pour le compte du système humanitaire.

www.unocha.org/Haiti

twitter.com/OCHAHaiti

Humanitarian RESPONSE

La réponse humanitaire est destinée à être le site Web central des outils et des services de Gestion de l'information permettant l'échange d'informations entre les clusters et les membres de l'IASC intervenant dans une crise.

www.humanitarianresponse.info/haiti



Humanitarian InSight aide les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires essentielles. Il donne les dernières informations vérifiées les plus récentes sur les besoins et la dispense de la réponse humanitaire ainsi que les contributions financières.

www.hum-insight.com



Le FTS, géré par OCHA, est le premier fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire dans le monde et un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en faisant ressortir les lacunes et les priorités et en contribuant ainsi à l'efficacité et à l'efficience d'une assistance humanitaire fondée sur des principes.

fts.org/appeals/2019

Table des matières

04	Résumé des besoins humanitaires	34	Partie 2 : Analyse des risques et suivi de la situation et des besoins
10	Partie 1 : Impact de la crise et conséquences humanitaires		2.1 Analyse des risques
	1.1 Contexte de la crise		2.2 Suivi de la situation et des besoins
	Profils politiques, socio-culturels, démographiques et économiques	45	Partie 3 : Analyse sectorielle
	Environnement sécuritaire		Abris et Biens non Alimentaires
	Profil environnemental		Choléra
	Causes profondes et questions structurelles		Eau potable, Assainissement, Hygiène
	1.2 Impact de la crise		Education
	Impact sur la population		Nutrition
	Impact sur les systèmes et les services		Protection
	Impact sur l'accès humanitaire		Santé
	1.3 Portée de l'analyse		Sécurité alimentaire
	1.4 Conséquences humanitaires	76	Coordination
	Conséquence humanitaire 1 : Problèmes critiques liés au bien-être physique et mental		Partie 4 : Annexes
	Conséquence humanitaire 2 : Problèmes critiques liés aux conditions de vie		Méthodologie d'estimation du nombre de personnes dans le besoin (PIN)
	Conséquence humanitaire 3 : Problèmes critiques liés à la protection		Acronymes
	Conséquence humanitaire 4 : Problèmes critiques liés à la résilience		
	1.5 Personnes dans le besoin et sévérité des besoins		

Résumé des besoins humanitaires

POPULATION TOTALE

10,9M

PERSONNES AFFECTÉES

6,3M

PERSONNES DANS LE BESOIN

4,6M



Photo: UNICEF/Marco Dormino

Contexte et impact de la crise

Les chocs subis par Haïti ces dernières années, combinés aux faiblesses structurelles du pays et le contexte social, économique et politique extrêmement instable, ont durablement affecté la capacité des personnes les plus vulnérables à satisfaire leurs besoins vitaux. L'année 2019 a été marquée par un contexte politique, économique, social et sécuritaire particulièrement critique avec une augmentation des besoins humanitaires et un impact considérable sur l'accès des acteurs humanitaires aux populations les plus vulnérables. La paralysie quasi totale du pays en février, juin, septembre et octobre 2019 s'est traduite par le ralentissement de l'action gouvernementale dans les différents secteurs de la vie publique ainsi que le gel des

investissements et soutiens bilatéraux. Cette situation a impacté directement la mobilisation des ressources pour l'aide humanitaire et le développement.

Portée de l'analyse

L'analyse des besoins humanitaires reprise dans ce document se base, en priorité, sur la vulnérabilité des populations. L'analyse est partie de l'Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO) 2019 qui était construite autour de quatre thématiques spécifiques : (1) Les besoins vitaux nés d'une crise humanitaire occasionnant une perte d'accès aux services de base ; (2) les besoins en préparation et réponse aux désastres naturels ; (3) les besoins sanitaires causés

Sévérité des besoins

SÉVÈRE

62%

EXTRÊME

34%

CATASTROPHIQUE

4%

par les épidémies et enfin, (4) les besoins de protection. La nouvelle approche, introduite par le IASC au niveau global dans le cadre du cycle de programmation humanitaire (HPC) 2020, nous incite à analyser davantage les vulnérabilités des personnes. L'analyse effectuée lors de l'élaboration de ce document a finalement abouti à une distinction des différentes conséquences humanitaires à la suite des chocs récents. L'analyse a couvert l'ensemble du pays, sur base de la qualité et la quantité des données sectorielles disponibles au niveau communal et/ou au niveau départemental.

Conséquences humanitaires

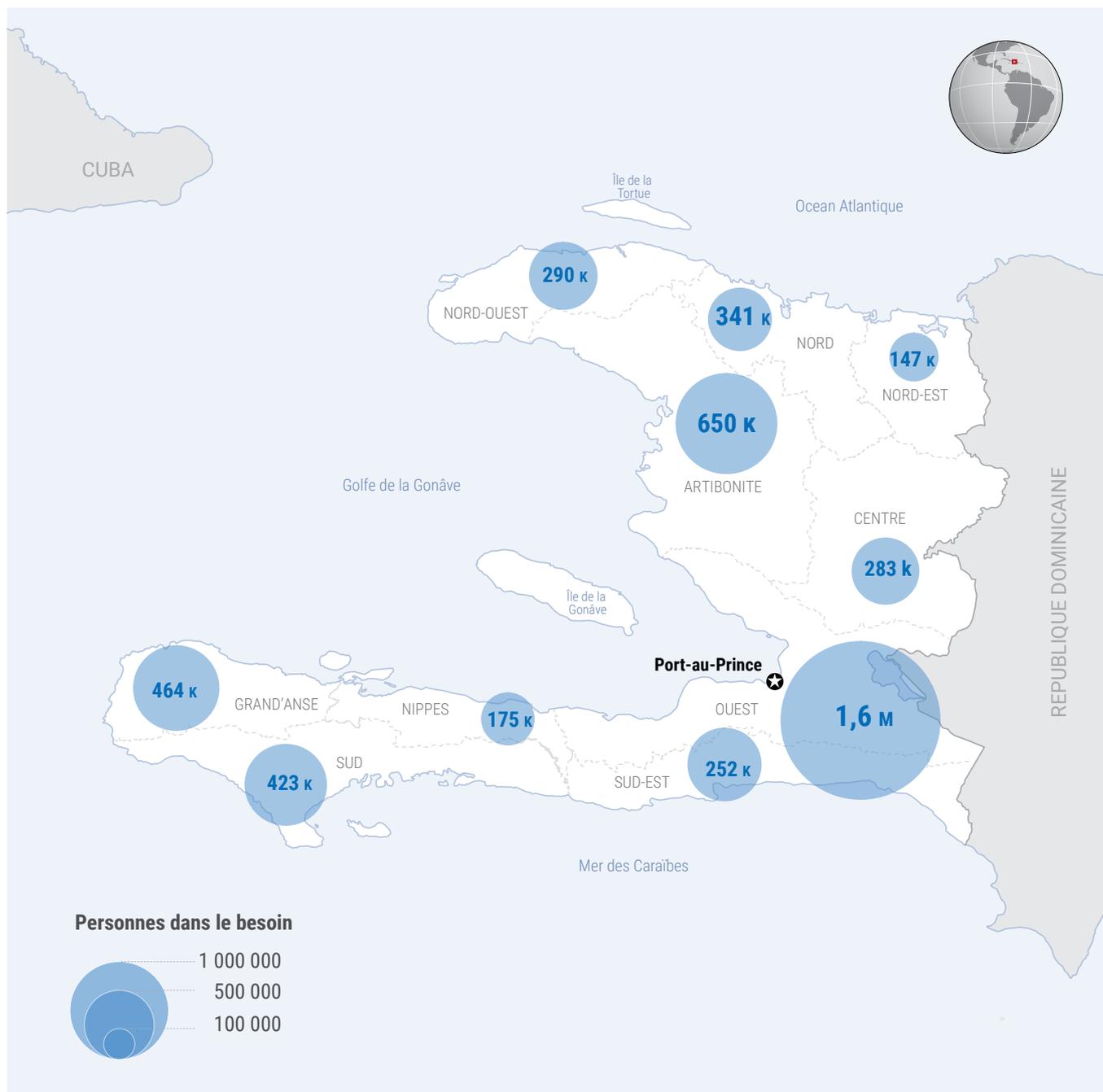
La population d'Haïti fait face à une multitude de défis dont des chocs naturels ainsi que des crises sociopolitiques se juxtaposant aux conditions de vulnérabilités chroniques de la population. Ces situations ont des conséquences humanitaires directes sur les populations ayant déjà un accès limité aux services de base dans l'ensemble du pays. Sur base des échelles de vulnérabilités des secteurs, de l'analyse des vulnérabilités des groupes de personnes, des zones géographiques et d'autres facteurs associés, quatre catégories de conséquences humanitaires de la crise ont été soulevées : (1) Problèmes critiques liés au bien-être physique et mental, notamment l'insécurité alimentaire, la malnutrition et le manque d'accès aux services d'urgence pour la santé ainsi qu'à l'eau potable ; (2) Problèmes critiques liés aux conditions de vie, notamment le manque d'accès aux services de santé de base, à l'éducation et la perte d'abri ; (3) Problèmes critiques liés à la protection, notamment les risques de violences physiques et d'exploitation sexuelle, la migration, le risque de traite des personnes et les conditions de prise en charge des retournés et les violences basées sur le genre (VBG) ; (4) Problèmes critiques liés à la résilience avec la lutte contre le choléra, la réparation et la reconstruction plus sûre des abris ainsi que l'accès universel à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène.

Sévérité des besoins / personnes dans le besoin

En 2020, 4,6 millions de personnes en Haïti, soit 40% de la population totale, auront besoin d'une assistance humanitaire. Parmi elles, les analyses ont permis de recenser 1,6 millions de femmes, 962 000 d'hommes, 1,1 million de filles, 1 million de garçons, et 101 000 personnes vivant avec un handicap. Le nombre de personnes dans

le besoin a augmenté de 79% comparé à l'année 2019 (2,6 millions). Les besoins les plus élevés résultent de l'insécurité alimentaire, qui avec 4,1 millions de personnes en phases 3 et 4 de l'IPC constitue la grande part des 4,6 millions de personnes dans le besoin.

Carte générale



Les appellations employées dans le rapport et la présentation des différents supports n'impliquent pas d'opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni de la délimitation de ses frontières ou limites géographiques.

Principaux constats

PERS. DANS LE BESOIN

4,6M

TENDANCES (2016-2020)



FEMMES

57%

ENFANTS

46%

AVEC UN HANDICAP

2%

FEMMES ENCEINTES

7%

Besoins par conséquence humanitaire

Plus d'infos sur les pages 16-21, 26-29

CONSÉQUENCE	PERSONNES DANS LE BESOIN
Problèmes critiques de bien-être physique et mental	4,1 M
Problèmes critiques de niveau de vie	1,6 M
Problèmes critiques de résilience et de relèvement	785 k
Problèmes critiques de protection	912 k

Besoins par genre

Plus d'infos sur les pages 24-25

GENDER	PERS. DANS LE BESOIN	% PIN
Garçons	1,0 M	22%
Filles	1,1 M	23%
Hommes	962 k	21%
Femmes	1,6 M	34%

Besoins par groupe de population

Plus d'infos sur les pages 17-18

POPULATION GROUP	PERSONNES DANS LE BESOIN
Enfants de moins de 5 ans	65 k
Personnes retournées en Haïti	108 k
Personnes handicapées	101 k
Chefs de famille monoparentale	48 k
Victimes de violence sexiste	660 k

Résumé des conséquences humanitaires

Problèmes critiques liés au bien-être physique et mental



PROBLÈME CRITIQUE	DANS LE BESOIN	GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES	FACTEURS ASSOCIÉS
Personnes en insécurité alimentaire aigüe	4,1 M	Personnes en IPC phase 4	Catastrophes naturelles
Maladies infectieuses et chroniques (diphthérie et malaria)	71,5 k	Enfants	Catastrophes naturelles, Crise économique
Déficience des services d'eau et d'assainissement entraînant des cas de diarrhée aiguë et de typhoïde	456 k	Femmes, enfants	Crise socio-politique et économique
Malnutrition aigüe	65 k	Enfants	Catastrophes naturelles

Problèmes critiques liés au niveau de vie



PROBLÈME CRITIQUE	DANS LE BESOIN	GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES	FACTEURS ASSOCIÉS
Maladies infectieuses et chroniques (diphthérie et malaria)	2,2 M	Enfants et femmes enceintes	Crise socio-politique et économique
Déplacés du séisme de 2018 incapables de subvenir à leurs besoins primaires	185 k	Femmes, enfants	Catastrophes naturelles
Enfants issus de familles vulnérables sujets aux exploitations sexuelles risquent d'abandonner l'école et être sujets aux exploitations sexuelles et politiques	73 k	Enfants	Crise socio-politique et économique

Problèmes critiques dus à la résilience et au relèvement

PERS. DANS LE BESOIN	FEMMES	ENFANTS	AVEC UN HANDICAP	CHEF DE FAMILLE MONOPARENTAL
784k	29%	52%	4%	5%

PROBLÈME CRITIQUE	DANS LE BESOIN	GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES	FACTEURS ASSOCIÉS
Augmentation de la probabilité d'exposition aux pathologies de tout genre et d'abandon scolaire en raison du confinement	370 k	Enfants	Crise socio-politique et économique
Épidémie de choléra	145 k	Enfants et femmes enceintes	Crise socio-politique et économique
Difficulté d'accès à l'eau potable et aux produits d'hygiène de base	385 k	Femmes, enfants	Crise socio-politique et économique

Problèmes critiques liés à la protection

PERS. DANS LE BESOIN	FEMMES	ENFANTS	AVEC UN HANDICAP
912k	53%	41%	5%

PROBLÈME CRITIQUE	DANS LE BESOIN	GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES	FACTEURS ASSOCIÉS
Enfants à haut risque d'être la cible de violences physiques et d'exploitation sexuelle	426 k	Enfants	Crise socio-politique et économique, séparation des enfants de leur famille
Survivants les plus durement touchés par les abus, la violence, l'exploitation et l'exclusion	816 k	Femmes	Crise socio-politique et économique
Nombre de personnes retournées en Haïti	108 k	Enfants et femmes enceintes	Plan national pour la régularisation des étrangers

Partie 1

Impact de la crise et conséquences humanitaires

Photo: OCHA Haiti



1.1

Contexte de la crise

Profil politiques, socio-culturels, démographiques et économiques

Instabilité politique

L'année 2019 en Haïti a été marquée par un contexte politique, économique et social critique, dont les conséquences continuent de se faire ressentir. De nombreuses manifestations et barrages de routes se sont succédés, entraînant une paralysie quasi totale du pays en février, juin, septembre et octobre 2019. La motion de censure et le renvoi par le Parlement du gouvernement Céant en mars 2019, six mois après son entrée en fonction, a engendré une longue période d'incertitudes et d'instabilité dans la gestion politique, administrative et technique de l'Etat. Cette situation s'est traduite par l'arrêt ou le ralentissement considérable de l'action gouvernementale dans les différents secteurs de la vie publique ainsi que le gel des investissements et soutiens bilatéraux. A titre d'exemple, un crédit de US\$ 229 millions du Fonds Monétaire International (FMI) au taux d'intérêt de 0%, à décaisser sur trois ans, annoncé en mars 2019, a été gelé suite à l'absence d'approbation du nouveau gouvernement par le Parlement et l'adoption du budget. Le programme prévoyait des mesures de protection sociales telles que les cantines scolaires et l'aide aux ménages, ainsi que la lutte contre la corruption et une meilleure gouvernance.

Sur le plan humanitaire, l'instabilité politique a eu comme impact le manque d'interlocuteurs crédibles pour soutenir la mobilisation de ressources en appui au Plan de Réponse Humanitaire (HRP), lancé en février 2019 avec le premier ministre sortant. Les attentes importantes, nées à la suite d'une mobilisation des bailleurs conjointement avec l'Etat haïtien à New York en mars 2019, n'ont pu être satisfaites. En outre, des réunions de mobilisation des ressources prévues en juin à Genève et Bruxelles n'ont pu se tenir.

Pour faire face à la saison cyclonique (juin à novembre), la Direction de la Protection Civile (DPC), principal partenaire de la communauté humanitaire, a œuvré dans un contexte politique difficile, avec peu de soutien et de ressources matérielles pour la préparation, le pré-positionnement, et la réponse à une éventuelle situation d'urgence.

La paralysie politique a également considérablement entravé l'aide au développement en Haïti, notamment la mise en œuvre du Cadre de Développement Durable 2017-2021 (UNDAF). Les acteurs du développement n'avaient pas de contrepartie gouvernementale fiable pour mettre en place les activités prévues conjointement. Ceux qui font de l'appui budgétaire ne pouvaient pas procéder à des décaissements en raison de l'instabilité macro-économique et l'absence de budget approuvé au niveau de gouvernement. Cela a eu des implications humanitaires, avec des nouveaux besoins qui sont

apparus au-delà des seuls problèmes de nature structurelle.

Problèmes de gouvernance et de respect des droits humains

Les préoccupations relatives aux droits humains en Haïti comprennent les violences par les gangs, les allégations d'exécutions extrajudiciaires et l'usage excessif de la force par la police, la détention arbitraire, les conditions de détention dures et potentiellement létales, la corruption et l'influence extérieure sur le système judiciaire, les attaques physiques contre des journalistes et autres acteurs de la société civile, la corruption généralisée et l'impunité et la traite, dont le travail forcé.

Selon la Banque Mondiale Haïti enregistre un des pires scores pour les niveaux de mauvaise gouvernance dans le monde et le plus élevé dans les Caraïbes. Le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire est considéré comme un obstacle à la bonne gouvernance. Les difficultés d'accès à la justice sont l'une des raisons pour lesquelles la population a peu confiance dans les institutions, y compris l'appareil de sécurité et les institutions judiciaires.

Crise économique

La dégradation de la situation économique amorcée en 2018 s'est poursuivie en 2019: Le taux de croissance annuel du Produit Intérieur Brut (PIB) a été à 0,4% en 2019 (1,5% en 2018), un des plus faibles taux depuis l'année du tremblement de terre en 2010 (-5,5%), révélant que 2019 aura été la pire année économique du pays depuis 10 ans. La dépréciation de la Gourde haïtienne (HTG) s'est accélérée, passant de 77 HTG pour 1 US\$ en janvier 2019 à 93 HTG en novembre 2019, soit un taux de dépréciation de 17,4% pendant cette période. Selon la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), la tendance à la hausse de la valeur du panier alimentaire – composé de produits de base (riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale) représentant 1 870 kilocalories par jour – s'est confirmée avec une augmentation de 26% entre janvier et octobre 2019.³ Cette inflation est principalement due à la détérioration du taux de change, aux effets résiduels de la sécheresse de 2018 et au faible niveau de la production agricole, ainsi qu'aux surcoûts financiers de l'acheminement des denrées alimentaires vers les centres urbains (pénuries de carburant, braquages sur les marchandises, pertes post-récoltes des produits périssables n'ayant pu être évacués...). Le panier alimentaire a lui aussi subi une hausse importante avec une augmentation de 40% sur 12 mois. En note positive, le déficit budgétaire a diminué comparé à l'année précédente et est projeté à 2,9%. Néanmoins, ce résultat a été obtenu par le biais de coupes drastiques dans les investissements de capitaux et les programmes sociaux. Les subventions énergétiques continuent de représenter un lourd fardeau budgétaire (estimé à environ 3,5% du PIB), réduisant

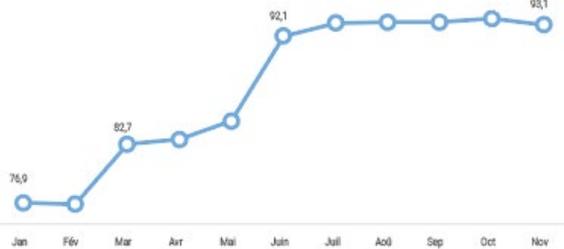


Photo: PAM/Alexis Masciarelli

considérablement l'espace budgétaire du gouvernement pour ce qui est de la croissance et des dépenses visant à la réduction de la pauvreté.⁴

Dépréciation de la gourde - USD/HTG (Jan - Nov 2019)

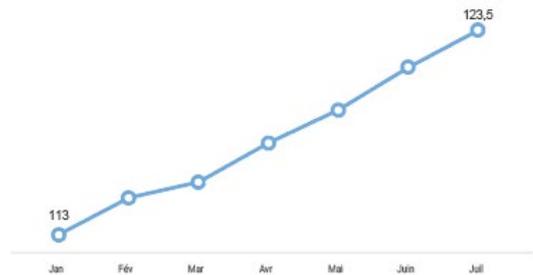
% de dépréciation en 2019 : 17,4%



Source : <https://tradingeconomics.com/haiti/currency>

Indice des prix à la consommation (Jan - Juil 2019)

% d'augmentation en 2019 : 8,5%



L'indice des prix à la consommation (IPC) est une mesure qui examine la moyenne pondérée des prix d'un panier de biens et services de consommation, comme le transport, les aliments et les soins médicaux. Il est calculé en prenant les variations de prix de chaque article du panier de biens prédéterminé et en les calculant en moyenne. Les variations de l'IPC servent à évaluer les variations de prix associées au coût de la vie ; l'IPC est l'une des statistiques les plus fréquemment utilisées pour identifier les périodes d'inflation ou de déflation.

Source : <https://tradingeconomics.com/haiti/currency>

Panier alimentaire - HTG (Jan - Oct 2019)

% d'augmentation en 2019 : 26,1%



Source : CNSA, novembre 2019

Transition d'une mission d'appui vers un bureau intégré des Nations Unies

L'année 2019 a également été marquée par la décision du Conseil de sécurité de l'ONU de ne pas prolonger le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH) après le 15 octobre 2019, et son remplacement par le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti - BINUH - (S/RES/2476 du 25 juin 2019). Cette mission politique spéciale qui a été mise en place le 16 octobre 2019 pour une période initiale de 12 mois, est chargée de conseiller le gouvernement sur les moyens de promouvoir et de renforcer la stabilité et la bonne gouvernance, y compris l'Etat de droit, et d'épauler le gouvernement dans les domaines des élections, de la police, des droits de l'homme, de l'administration pénitentiaire, et de la réforme du secteur de la justice.

Crise socio-politique

L'augmentation du coût de la vie et les allégations de mauvaise gouvernance ont continué d'attiser les mouvements sociaux commencés l'année dernière. Ceux-ci se sont intensifiés en 2019, notamment au cours des mois de février, juin, septembre et octobre. En effet, les manifestations, les nombreux barrages routiers, l'usage d'armes à feu et le pillage des biens publics et privés ont entraîné la fermeture d'entreprises, la paralysie des transports et ont eu un impact négatif sur les activités génératrices de revenus, en particulier pour les petits commerces et les petites entreprises en raison de l'insécurité. Ces événements ont aussi limité l'accès de la population aux services et biens essentiels, notamment le carburant, l'électricité, le gaz domestique, l'eau et les aliments. [En savoir plus](#) →

Conséquences humanitaires

L'insécurité et l'inaccessibilité des routes dans un contexte de troubles sociaux ont également eu un impact important sur la situation et l'accès humanitaires. Le manque de ravitaillement des structures de santé en carburant, oxygène, eau, médicaments et intrants médicaux, a mis la vie de nombreuses personnes en danger. Des hôpitaux ont été vandalisés, des ambulances du Centre Ambulancier National (CAN) ont fait l'objet de plusieurs attaques, et le service des urgences de l'Hôpital Universitaire de l'Etat d'Haïti (HUEH) a dû interrompre ses services durant près de 12 jours suite à de graves menaces

contre son personnel. L'accès à l'eau potable, surtout dans les structures de service, a été fortement réduit en raison des difficultés d'approvisionnement en carburant des stations de pompage. De plus, quelques deux millions d'enfants ne pouvaient se rendre à l'école et dans certaines régions, le personnel d'éducation a été menacé, le réapprovisionnement des cantines scolaires se faisait avec beaucoup de difficultés, et les petits agriculteurs ne pouvaient plus transporter leurs marchandises aux marchés locaux. [En savoir plus](#) → [Impact de la crise sur l'accès humanitaire](#)

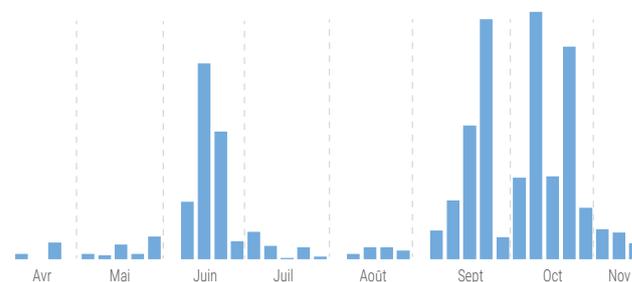
Environnement sécuritaire

L'environnement sécuritaire en Haïti en 2019 a été tributaire de la crise de gouvernance, de la détérioration du contexte politique, économique et des troubles sociaux. La situation a continué de se dégrader avec une recrudescence des actes de criminalité, de délinquance en générale et de délinquance juvénile en particulier, ainsi que de la violence des gangs.

Les activités des gangs ont augmenté suite aux troubles sociaux de février 2019 et se concentrent surtout dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et dans le département de l'Artibonite.⁵ Dans la capitale, les violences armées inter-gangs ont donné lieu

Manifestations (Avr - Nov 2019)

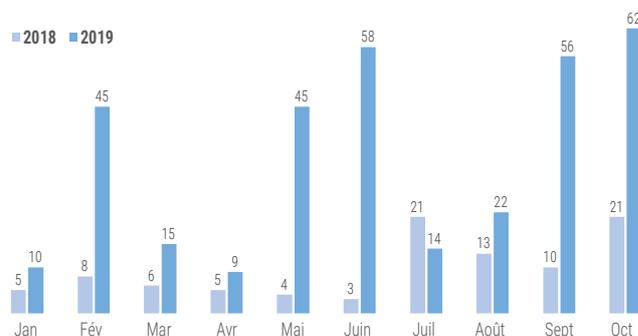
Nombre de rapports mentionnant les manifestations



Source : UNSS, novembre 2019

Violence politique : 2018 et 2019

Nombre d'incidents



Source : Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED);

<https://www.acledata.com>

régulièrement à des affrontements et des violations de droits humains fréquemment signalées, qui ont engendré des déplacements de population. Par exemple, en novembre 2018, près de 1 500 personnes ont été déplacées dans Port-au-Prince suite à des violences dans le quartier « La Saline ». Cinq gangs armés se disputant le contrôle de ce quartier avaient mené une attaque planifiée contre des résidents le 13 et 14 novembre, exécutant au moins 26 personnes et commettant de nombreux actes de violences, dont deux viols collectifs.⁶

Contrairement aux années précédentes où la criminalité et la petite délinquance étaient surtout circonscrites aux grands centres urbains et près de la frontière avec la République Dominicaine, l'année 2019 aura été marquée par une généralisation d'actes de violence, y compris dans le contexte des manifestations anti-gouvernementales dans plusieurs régions du pays causant un sentiment de peur parmi la population. La prolifération des armes légères parmi la population civile et les acteurs non étatiques ainsi que la fréquence des attaques de vols à main armée contre des personnes, demeurent un grave sujet de préoccupation.

Avec le départ de la MINUJUSTH en octobre 2019, s'est imposée la nécessité de renforcer les capacités du Département de Sûreté et Sécurité des Nations Unies (UNDSS) à des fins de collecte et d'analyse des données sur la situation sécuritaire et de coordination avec la PNH au niveau départemental.⁷ [En savoir plus → Impact de la crise sur l'accès humanitaire](#)

Profil environnemental

Désastres naturels et événements hydrométéorologiques

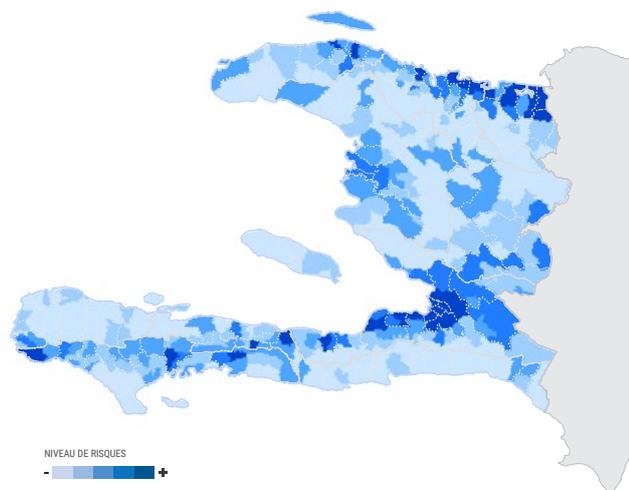
Classé comme le pays le plus vulnérable de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et le 14e pays le plus vulnérable au monde selon l'indice pour la gestion des risques (INFORM)⁸, Haïti est

directement exposé aux chocs hydrométéorologiques et sismiques avec des conséquences qui peuvent s'avérer catastrophiques sur les populations. Haïti est situé sur la trajectoire des ouragans saisonniers et est sujette à des conditions météorologiques qui peuvent être violentes, soudaines et extrêmes. Le pays a été affecté par de multiples désastres naturels majeurs au cours de ces dix dernières années, dont des séismes (2010, 2018) et ouragans (2012, 2016, 2017). Sa vulnérabilité aux aléas naturels est exacerbée par la dégradation de l'environnement, comme la déforestation, l'assèchement des rivières et l'érosion des sols. Les zones les plus vulnérables aux désastres naturels en Haïti sont les zones rurales des départements de l'Ouest, du Nord, du Nord-Ouest, de l'Artibonite, des Nippes, du Sud et de la Grand'Anse.

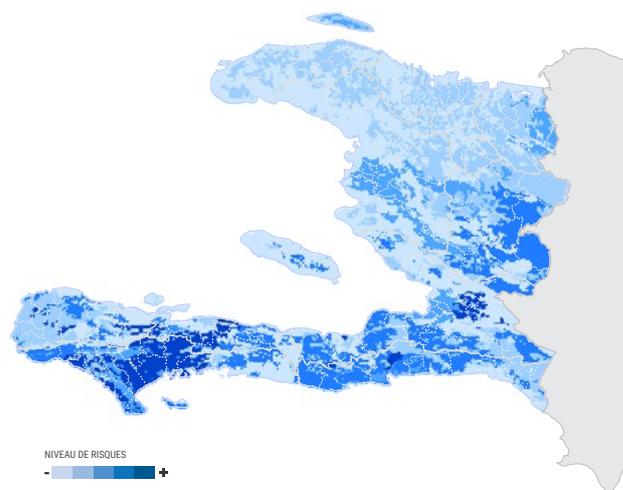
Les capacités des communautés les plus vulnérables à faire face aux désastres naturels dans les zones les plus à risque sont faibles. Il ressort de plusieurs enquêtes, dont la dernière en date réalisée par Ground Truth Solutions en septembre 2018, que les populations ne se sentent pas suffisamment formées ni informées des risques qu'elles encourent et des mesures à prendre pour les réduire. De même, les institutions étatiques, les autorités locales, les structures déconcentrées de l'État et les acteurs humanitaires ont en 2019 peiné à mobiliser les moyens adéquats pour être en mesure d'apporter une réponse humanitaire rapide et coordonnée aux personnes sinistrées.

La DPC qui est responsable pour la gestion des urgences en Haïti, a des capacités opérationnelles limitées, entravées par un statut organisationnel et légal en attente d'une validation au plus haut niveau. La DPC n'est actuellement pas une institution indépendante mais un organe déconcentré du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT) et dépend de la direction générale du ministère tant au niveau organisationnel qu'au niveau administratif.

Risque de séisme



Risque d'ouragan



Sources : NATHAT, CNIGS, IHSI, CNSA, NOAA, PAM, DINEPA

La DPC n'a pas de budget propre et pas de possibilité de signer des accords avec les bailleurs et les différents partenaires, ce qui limite ses capacités de répondre rapidement à une urgence. Un projet de loi sur le Système National de Gestion des Risques et des Désastres (SNGRD) en faveur du renforcement des mécanismes de gouvernance du système national y compris la conversion de la DPC en Direction Générale a été soumis en février 2018 au Conseil des Ministres et par la suite au parlement, mais sans avancement significatif jusqu'à aujourd'hui.

Cette complexité organisationnelle et juridique se traduit par des problèmes opérationnels sur le terrain. Les Centres d'Opération d'Urgence Départementaux (COUD) de la DPC ne sont pas pleinement opérationnels : absence de budget de fonctionnement adéquat ou de moyens suffisants de communication. La plupart de ces structures ne sont pas alimentées en énergie (électricité et carburant pour les générateurs), et en eau potable. En outre, il convient de souligner le manque de stocks de contingence pré-positionnés dans les entrepôts des COUD. En raison de l'absence de budget propre, les cadres et personnels de soutien des COUD, dont les Cadres Techniques Départementaux (CTD) qui jouent un rôle crucial dans la gestion des centres, ne sont pas rémunérés régulièrement. Les acteurs clés de la Gestion des Risques et des Désastres (GRD) et les partenaires humanitaires nationaux et internationaux qui travaillent en appui à la DPC, ont besoin de continuer à approfondir leur connaissance des protocoles et procédures d'urgence y compris les outils d'évaluations des besoins, et des mécanismes de coordination. Des faiblesses persistent également dans la coordination entre autorités nationales, départementales, municipales et communales.

Au sein de la communauté humanitaire, peu de partenaires d'appui à la DPC sont encore présents dans les départements, notamment

dans les zones enclavées. Certains intervenants dans la préparation et réponse aux urgences fonctionnent de façon isolée, sans réelle communication avec les autorités. Au niveau national, des efforts considérables sont déployés pour renforcer la DPC et réduire le manque de coordination et de perspectives stratégiques constatés. En outre, en 2019 les activités des acteurs humanitaires à l'appui de la DPC ont été ralenties en raison des troubles socio-politiques.

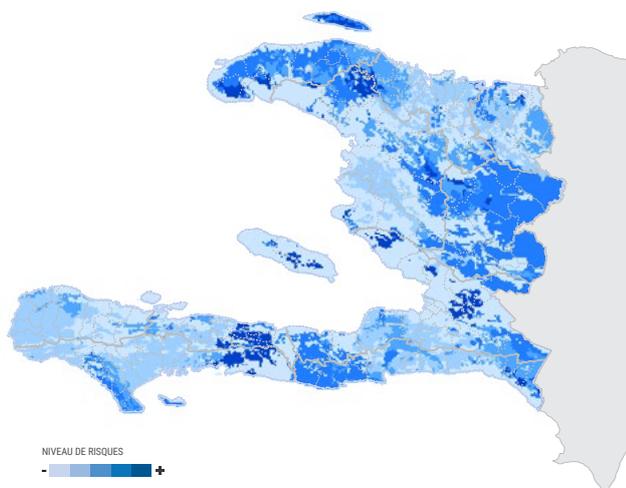
Sécheresses et stress hydriques

Haïti a également subi plusieurs périodes de sécheresse (voir la carte des risques de sécheresse), de stress hydriques et d'inondations qui ont grandement diminué les rendements agricoles. En 2019, des périodes prolongées de déficit pluviométrique ont affecté la saison agricole printanière dans la majeure partie du pays. La récolte de printemps – couvrant habituellement plus de 50% de la production nationale selon le secteur Sécurité Alimentaire – a été très faible, ce qui a entraîné une réduction de la disponibilité des produits alimentaires locaux. Par rapport à la campagne de printemps, des conditions météorologiques un peu plus favorables étaient attendues pour les autres campagnes agricoles. Un prolongement de la période sèche a affaibli la performance des campagnes d'été et d'automne résultant d'une performance à demi-teinte de la campagne de printemps.

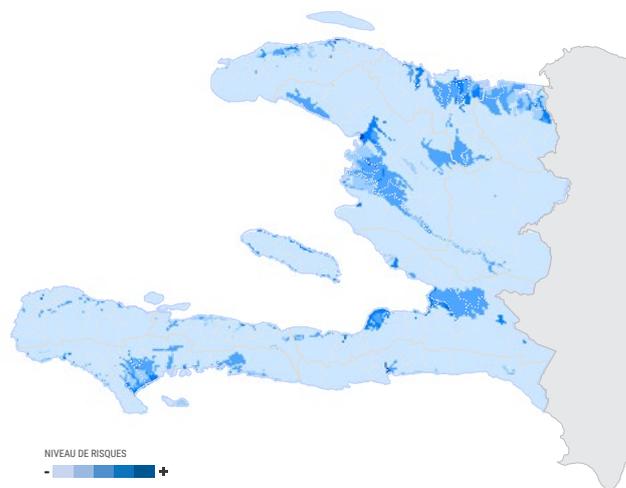
Vulnérabilité face aux pathologies infectieuses

Haïti est un pays vulnérable aux pathologies infectieuses, dont le choléra, la malaria, la diphtérie et la rougeole. Cette vulnérabilité est aggravée par des difficultés d'accès aux soins de santé de qualité, une pénurie de médicaments essentiels, une faible couverture vaccinale et des problèmes au niveau de l'eau, l'assainissement et l'hygiène qui favorisent la transmission des maladies diarrhéiques, avec notamment la malnutrition comme facteur aggravant. [En savoir plus](#)

Risque sécheresse



Risque d'inondation



→ Analyse sectorielle Santé

Vulnérabilité des zones côtières

Longues d'environ 1700 Km, les côtes haïtiennes revêtent, à plusieurs égards, une importance capitale pour le pays. Avec une concentration démographique relativement importante, les zones côtières sont très vulnérables aux risques naturels. Après les dernières catastrophes naturelles qui ont ravagé le pays, on constate que l'intensification des cyclones résultant du réchauffement des océans, combiné avec l'élévation du niveau de la mer et la submersion marine, aurait d'importantes répercussions économiques sur les infrastructures côtières, en particulier dans les agglomérations urbaines comme Port-au-Prince. Certaines parties terrestres et côtières comme Gonaïves, Les Cayes, Miragoâne, Jérémie et Saint Marc pourraient se trouver en-dessous du niveau de la mer, et certaines installations portuaires pourraient être submergées si la Hausse du Niveau Moyen de la Mer (HNMM), atteignait jusqu'à 1,50 mètres (DSNCRP, 2008). En termes de degré d'exposition à l'élévation du niveau de la mer, il est globalement avancé une augmentation du niveau de la mer de 4 mm/an qui atteindrait +20/22 cm d'ici 2050. En conséquence, il est prévu un recul de la ligne de côte, la destruction des routes côtières, ainsi qu'une importante érosion côtière (décapage), et la menace pour les habitants vivant en région côtière. Ceci causera à terme un déplacement d'un certain pourcentage de population, qui devra probablement immigrer ou être relocalisée dans d'autres contrées.

Problèmes de gestion des déchets

En l'absence de centre de tri, de recyclage ou d'évacuation des eaux usées, la gestion des déchets et la sensibilisation à la protection de l'environnement sont un défi majeur impactant directement la vie quotidienne des haïtiens. Les canaux et conduits sont fréquemment obstrués par des déchets, causant des inondations soudaines, notamment dans les zones urbaines. Les décharges sont peu nombreuses et ne répondent pas aux besoins des municipalités, et les déchets médicaux ne sont souvent pas traités et déversés dans des fosses à ciel ouvert.

Déforestation

Haïti subit une déforestation massive, augmentant l'érosion des sols et le ruissellement des eaux de pluie, et de ce fait intensifie les risques d'inondations (voir carte des risques d'inondation) et de glissements de terrain et influence négativement la productivité agricole. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), moins de 2% du territoire haïtien sont classés comme forêt dense tandis que les zones avec couverture boisée ne couvrent que 18%.⁹ Entre 1990 et 2017, le nombre de km² de zones forestières en Haïti est passé de 1 160 à 962.¹⁰ Le faible accès à l'énergie des populations haïtiennes contribue à accroître la déforestation, de nombreuses personnes utilisant du bois pour produire du charbon et répondre à leurs besoins en énergie, dans un contexte dans lequel seuls 43,8% de la population haïtienne ont accès à l'électricité, selon les dernières données qui datent de 2017.¹¹

Causes profondes et questions structurelles

Problèmes de développement

Selon le dernier classement de l'Indice Humain de Développement (IDH) en 2018, Haïti est classé 168e sur 189 et dans la catégorie des pays à développement humain faible avec IDH de 0.498, ce score était encore de 163e sur 188 en 2016. Si ce classement donne la mesure des problèmes de développement en Haïti, les causes profondes de cette situation sont à rechercher à travers l'histoire du pays et de ses nombreux épisodes d'instabilité, de troubles, de dictature et de récession de l'économie nationale. Selon la Banque Mondiale, Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental avec un PIB par habitant de US\$ 870 en 2018. Plus de 6 millions d'haïtiens vivent en-dessous du seuil de pauvreté avec moins de US\$ 2.41 par jour, et plus de 2,5 millions sont tombés en-dessous du seuil de pauvreté extrême, ayant moins de US\$ 1,23 par jour.¹² L'espérance de vie en Haïti était de 63,29 ans en 2017. Selon l'indice de capital humain, un enfant né aujourd'hui en Haïti a un potentiel à l'âge adulte évalué à 45% de ce qu'il aurait pu avoir s'il avait bénéficié d'une éducation et d'une santé complète. Le taux d'alphabétisation était de 61,69% en 2015 (hommes : 65,28%, femmes : 58,3%)¹³ et le nombre de professionnels de la santé (médecins, infirmiers et sages-femmes) par 1 000 habitants était de 0,64¹⁴, bien en dessous des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) de 2,5 professionnels de santé par 1 000 habitants.

Le chômage en Haïti est élevé, en particulier chez les jeunes, qui représentent une part importante de la population et exerce de ce fait une forte pression sur le marché du travail : en 2012, 57,5% de la population avait moins de 25 ans. Le taux de chômage parmi les jeunes en zone urbaine dépasse les 60%. La majorité de la population avec un emploi vit dans des conditions précaires ce qui est surtout lié au sous-emploi ; des revenus horaires insuffisants, plus de 80% d'auto-emploi ou d'emploi informel, les conditions de travail souvent indécentes.¹⁵ La crise sociopolitique qui a touché Haïti en 2019 a eu un impact négatif sur l'emploi, en raison de la paralysie complète des activités économiques pendant plusieurs semaines. De nombreux employés ont été licenciés, d'autres mis en disponibilité, en particulier dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. L'Association touristique d'Haïti (ATH) a estimé en octobre 2019 que les emplois dans le secteur vont être réduits de 50 à 60%.¹⁶

Inégalités

De profondes inégalités subsistent en Haïti. Le pays a un coefficient d'inégalité de Gini - qui évalue dans quelle mesure la répartition des revenus (ou, dans certains cas, des dépenses de consommation) entre les individus ou les ménages au sein d'une économie s'écarte d'une répartition parfaitement égale - de 0,61 sur 1 (0 signifiant l'égalité parfaite), et se classe au 144e rang sur les 189 pays évalués dans l'Indice d'inégalité de genre de 2017 avec un coefficient de 0,601¹⁷. Les discriminations entre filles et garçons, femmes et hommes continuent à représenter un obstacle majeur au développement humain. De plus, ces inégalités frappent plus durement les femmes parmi lesquelles celles des groupes vulnérables comme les femmes en situation de handicap, les femmes en milieu rural, les ouvrières, les femmes du secteur informel de l'économie.¹⁸ En Haïti, près de 80% de ménages sont dirigés par des femmes.¹⁹

Accès limité aux services de base

En Haïti, des faiblesses structurelles des institutions étatiques ainsi que la réduction drastique des investissements dans les secteurs de services rendent plus difficile l'accès aux services de base tels que l'eau, l'hygiène et l'assainissement, le logement, la santé et l'éducation. La situation s'est dégradée davantage dans le contexte de la crise sociopolitique, avec parfois des conséquences potentiellement fatales sur la vie des gens. [En savoir plus](#) →

Conséquences humanitaires

- Dans la quasi-totalité du territoire national, et en particulier dans les zones rurales, l'accès à l'eau potable n'est pas garanti et les structures d'assainissement font défaut, ou sont dégradées du fait des aléas naturels ou par manque de maintenance ou d'investissement. L'accès très limité à l'eau potable et aux toilettes en zone rurale, accentue la vulnérabilité des ménages et les risques face aux maladies liées à l'eau telles que le choléra. Cette situation s'est aggravée dans le contexte de pays lock, ou une vingtaine d'institutions publiques comme des maisons d'enfants, centres de santé, hôpitaux et centres pénitentiaires devaient être approvisionnées en eau d'urgence, et environ 350 000 personnes dans les centres urbains ont dû faire face à des risques sanitaires importants en raison des difficultés d'approvisionnement en carburant.

De plus, les conditions sanitaires et l'hygiène restent très faibles en Haïti, avec 60% des ménages n'ayant ni eau ni savon à domicile pour se laver les mains, 66% ne traitant pas l'eau avant de la boire et 26% n'ayant pas accès à une source d'eau améliorée (40% en zone rurale)²⁰ [En savoir plus](#) → [Analyse sectorielle WASH](#)

- Au regard de l'habitat, la situation de nombreux Haïtiens demeure précaire. L'urbanisation galopante du pays, notamment des principales zones urbaines de Port-au-Prince et du Cap-Haïtien, crée davantage de bidonvilles et de constructions répondant à des standards de qualité faibles. Des milliers de personnes qui ont été affectées par des désastres naturels tels que le séisme en 2018 et l'ouragan Matthew en 2016, subsistent toujours dans des abris de fortune construits par leurs propres moyens, et sont très vulnérables face à d'éventuels désastres naturels. [En savoir plus](#) → [Analyse sectorielle Abris/BNA](#)
- Le système de santé publique manque de ressources pour répondre aux besoins sanitaires des citoyens haïtiens. Les dépenses publiques consacrées à la santé demeurent parmi les plus faibles du monde représentant 2% du PIB haïtien.²¹ La fourniture en médicaments, intrants, matériels sanitaires et personnels sanitaires qualifiés des institutions de santé publiques ainsi que l'accès des populations aux services de santé de bonne qualité et de proximité sont extrêmement limités, seulement 31% de la population ayant accès aux soins de santé.²² La crise socio-politique a aggravé cette situation d'avantage en raison de l'insécurité qui a rendu plus difficile l'accès aux services de santé et a causé des problèmes d'approvisionnement des hôpitaux, amplifiant le risque de mortalité maternelle, des nouveau-nés et des enfants. [En savoir](#)

[plus](#) → [Analyse sectorielle Santé](#)

- Par ailleurs, l'accès à l'éducation des enfants est faible, en raison des impacts des désastres naturels, et troubles socio-politiques, du manque d'accès aux services de base et à des infrastructures déficientes ou inexistantes, ainsi que des inégalités et la pauvreté chronique. Près de 320 000 enfants en âge d'être scolarisés sont en dehors du système scolaire. Le secteur public ne reçoit que 20% des élèves, la majorité fréquentant des écoles privées. Les principaux goulots d'étranglement sont l'entrée tardive au préscolaire ou au primaire, l'échec scolaire précoce (redoublement) et la déperdition prématurée (abandon pour raisons financières). Les troubles socio-politiques ont affecté grandement le secteur de l'Éducation : Les élèves fréquentant les 70% des écoles situées dans les grands centres urbains ont dû perdre trois mois de classe en raison de fermeture des écoles.

[En savoir plus](#) → [Analyse sectorielle Éducation](#)

Infrastructures routières précaires

Les infrastructures routières sont peu nombreuses et précaires notamment en milieu rural, restreignant l'accès des populations aux services de base. Celles-ci doivent souvent parcourir plusieurs kilomètres à pied pour se rendre à l'hôpital, à l'école ou à une source d'eau. Les routes peuvent également devenir impraticables en cas de fortes pluies. La situation routière sur l'île de la Gonâve est particulièrement alarmante, avec l'état de la majorité des routes de l'île étant très dégradé.

Ces contraintes limitent également l'accès aux populations pour les acteurs humanitaires. L'état précaire, voire l'absence de réseau routier dans de nombreuses localités situées dans les zones montagneuses isolées ou dans des zones inondables, constitue un défi logistique et une contrainte majeure pour l'acheminement de l'aide humanitaire. Il convient aussi de souligner le manque de capacité de stockage sûr et fiable au niveau des départements les plus éloignés.



Photo: UMS

1.2 Impact de la crise

Les multiples chocs subis par Haïti tels que les désastres naturels ou épidémies, combinés aux faiblesses structurelles du pays ainsi que le contexte social, économique et politique fragile, ont durablement affecté la capacité des personnes les plus vulnérables à satisfaire leurs besoins vitaux. Cette situation continue également de limiter l'accès et la qualité des systèmes et des services de base en Haïti. De plus, le contexte sécuritaire et les tensions sociales qui ont prévalu au cours des douze derniers mois continuent de limiter la réponse humanitaire sur une grande partie du territoire.

Impact sur la population

Intégrité physique et mentale et paupérisation

Au cours des douze derniers mois, le pays a été épargné par les catastrophes majeures mais les stigmates des désastres antérieurs sont toujours présents. En janvier 2020 aura lieu la commémoration du dixième anniversaire du tremblement de terre le plus dévastateur et meurtrier que le pays ait enregistré. Les effets, tant psychologiques que physiques se font toujours ressentir aujourd'hui. Plusieurs départements tels que la Grand'Anse, le Sud, les Nippes et le Nord-Ouest ne se sont pas encore entièrement relevés du passage, en

octobre 2016, de l'ouragan Matthew. Si l'épidémie de choléra qui a fait près de 10 000 victimes depuis 2010 est sur le point d'être maîtrisée²³, la vigilance reste de mise car la fragilité des infrastructures d'assainissement, la gestion des déchets, ou encore le manque flagrant de latrines sont autant de facteurs de risque.

Tout comme en 2018, les effets combinés de l'instabilité politique, d'une situation économique désastreuse avec une inflation estimée à 19,5% en août 2019²⁴, et les suites du déficit hydrique et de la sécheresse qui a fortement affecté la production agricole printanière 2019, ont contribué à paupériser davantage encore la population haïtienne dont, selon la Banque Mondiale, plus de 6 millions vivent sous le seuil de pauvreté.²⁵

Mauvaises récoltes

Dans les zones rurales, la sécheresse de 2018, qui s'est prolongée jusqu'au premier semestre de 2019 sous l'influence du phénomène El Niño, a engendré une baisse de la production agricole d'environ 12% par rapport à l'année précédente. La campagne agricole de printemps, qui représente habituellement plus de 50% de la production agricole nationale, a enregistré de faibles performances, elle-même impactée

par les mauvaises récoltes de la campagne agricole d'hiver (2018-2019) et le manque de semences disponibles pour les ménages les plus pauvres. Par conséquent, le pouvoir d'achat des agriculteurs a continué de baisser et la disponibilité alimentaire des productions locales s'est détériorée, contribuant à une hausse des prix des produits alimentaires de plus de 22% en glissement annuel.²⁶

Déplacement et migration

Les catastrophes naturelles et les épisodes de violences qui ont touché Haïti dans les dernières années ont entraîné des déplacements significatifs de populations. 33 928 personnes des plus de 1 million qui ont été déplacées suite au séisme de janvier 2010 sont à ce jour toujours déplacées dans 22 camps. À celles-ci s'ajoute 120 personnes affectés par des inondations à Petit Goâve en septembre 2019 qui sont en abris provisoire.

Par ailleurs, la situation sociale, politique et économique fragile a également causé une augmentation des vagues d'émigration. Selon les chiffres d'assistance au retour au Cap Haïtien de l'Organisation Internationale de la Migration (OIM), entre avril et août 2019 un total de 491 personnes ont été assistées lors de leur interception en mer pour se rendre vers les USA, les Bahamas, les Turks and Caicos, comparé à 136 personnes d'avril à novembre 2018.

Concernant les mouvements migratoires de la République Dominicaine à Haïti, depuis juin 2015, selon l'OIM, on compte en moyenne 9 000 à 10 000 retours volontaires et non volontaires par mois, dont pour la plupart, des migrants arrivant totalement démunis et sans documentations, certains d'entre eux malades ou blessés, et très vulnérables aux abus et à l'exploitation. [En savoir plus](#) → [Analyse sectorielle Protection](#)

Impact sur les systèmes et les services

L'impact de la crise sur les systèmes et services est particulièrement visible sous forme de destruction ou de dégâts des infrastructures en eau potable et d'assainissement, scolaires, médicales, routières, économiques (p.ex. des marchés) ou des abris collectifs. Les récentes inondations de 2019, le séisme d'octobre 2018, l'ouragan Matthew d'octobre 2016 et le tremblement de terre de 2010 ont eu des répercussions majeures et encore bien visibles sur les habitations des ménages les plus vulnérables et sur les infrastructures publiques des communautés, notamment dans les zones rurales des départements de l'Ouest, du Nord, du Nord-Ouest, de l'Artibonite, des Nippes, du Sud et de la Grand'Anse. D'après l'évaluation menée par la protection civile, le séisme de magnitude 5,9 du 6 octobre 2018 a causé la destruction de 2 700 maisons, des dégâts importants sur 29 500 maisons et 260 bâtiments publics, impactant leur fonctionnalité en termes d'écoles, d'abris collectifs, et d'hôpitaux. Selon des évaluations du secteur Abris, parmi les maisons affectées par le séisme dans

les communes de Chansolme, de Gros-Morne, de Port-de-Paix et de Saint-Louis du Nord, environ 2 000 sont à reconstruire et 24 000 ont besoin de réparation. En plus, 170 structures publiques ont besoin de réparations.²⁷ [En savoir plus](#) → [Analyse sectorielle Abris/BNA](#)

Les ruptures de services de base ou de protection et la diminution de la qualité de la prise en charge restent importants, notamment dans les zones rurales isolées où les besoins des personnes vulnérables suite aux désastres naturels, sont restés sans réponse. La disponibilité et accessibilité des services de base ont été fortement affectées par la crise socio-politique et l'insécurité qui a rendu les routes impraticables a empêché la population et le personnel de se rendre, par exemple, vers les hôpitaux ou vers les écoles. L'insécurité a provoqué, également, une incapacité du secteur commercial du transport à opérer vers et entre les départements, aggravant le déficit en carburant et en biens au niveau des départements. La crise a créé aussi des difficultés d'exécution des processus administratifs, y compris le dédouanement. [En savoir plus](#) → [Conséquences humanitaires](#)

Impact sur l'accès humanitaire

Les différents chocs qui ont affecté Haïti ces dernières années ont eu des implications sur la capacité des acteurs humanitaires à atteindre les populations touchées soit par des désastres naturels, comme ce fut le cas suite au passage de l'ouragan Matthew en 2016, soit par une crise socio-politique.

Blocages de routes et insécurité

En 2019, la situation sécuritaire en Haïti a posé d'importants défis pour la mise en œuvre efficace des programmes humanitaires. La détérioration de la situation sécuritaire est principalement imputable à la violence liée aux gangs et aux blocages des routes dans le cadre des manifestations contre le gouvernement, y compris au moyen de barricades, pneus enflammés, tirs à balles réelles et jets de pierres. Ces événements ont restreint les déplacements des acteurs humanitaires et empêché, ou ralenti, l'acheminement de l'aide, particulièrement en février, septembre et octobre 2019. Ces contraintes d'accès ont constitué un défi majeur et ont affecté la capacité de la chaîne d'approvisionnement des secteurs public et privé à fournir les services essentiels, causant des difficultés d'approvisionnement en eau potable, intrants, oxygène et carburant, y compris pour les hôpitaux. De plus, des acteurs et biens humanitaires ont été la cible d'attaques, et des personnels de santé et d'éducation ont été menacés et/ou incapables de se rendre au travail en raison de l'insécurité.

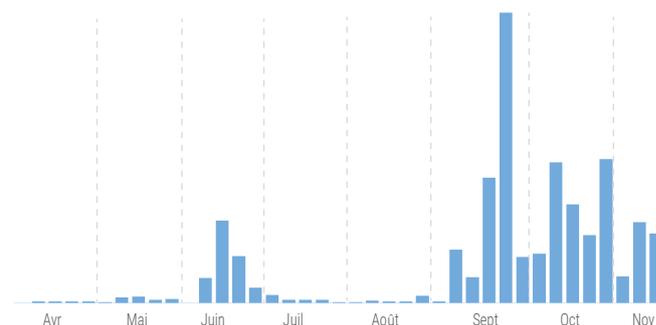
Capacités opérationnelles limitées

L'accès humanitaire est également entravé par les capacités

opérationnelles limitées des acteurs humanitaires et des moyens logistiques des institutions étatiques insuffisants, liés aux problèmes structurels. Après le départ de la MINUJUSTH et de ses actifs en octobre 2019, le Service Aérien Humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a été activé pour fournir un moyen de transport à la communauté humanitaire en Haïti. Celle-ci, ne disposant que des moyens de transport routier pour leurs staff et vivres (transports routiers difficilement réalisables sans escortes). Cependant, la présence de UNHAS n'est pas garantie pour l'année 2020 à cause du manque de financement disponible sur le long terme. Comme ultime ressource, quelques partenaires ont dû faire appel à la Police Nationale d'Haïti afin de sécuriser des convois humanitaires. UNDSS a également des capacités réduites depuis le départ de la mission de maintien de la paix, et rencontre des difficultés à faciliter les mouvements des acteurs humanitaires dans un contexte d'insécurité grandissant.²⁸ La coordination et gestion d'information logistique seront nécessaires pour le partage des « bonnes pratiques » et des informations prioritaires.

Barrages routiers (Avr - Nov 2019)

Nombre de rapports mentionnant les barrages routiers



Source : UNDSS, novembre 2019

1.3

Portée de l'analyse

L'analyse des besoins humanitaires en Haïti est partie du constat que les vulnérabilités des personnes doivent être à la base de l'analyse de leur besoin et non du simple fait qu'ils ont besoin d'une assistance humanitaire en 2020. En effet, sur base des standards internationaux, si l'on considère les aspects purement liés aux chocs, aux conditions de vie et aux conditions économiques ainsi que l'accès aux services de base en Haïti, la grande partie de la population se retrouverait avec des besoins humanitaires récurrents auxquels il faudrait répondre chaque année.

Dans un souci de priorisation et de prise en compte des vulnérabilités avérées, le groupe de coordination intersectorielle, les agences des Nations Unies, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les bailleurs de fonds ont été encouragés à contribuer à l'analyse des besoins avec des faits, des chiffres, des analyses différenciées concernant les vulnérabilités des hommes et des femmes, des filles et des garçons, des jeunes et des personnes âgées, des personnes vivant avec un handicap, des personnes vivant dans les zones à risque de catastrophes naturelles, dans les zones affectées par des maladies épidémiques ou encore dans les zones en phases 3 et 4 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), qui sont les seuils de crise et d'urgence avant la famine (phase 5).

L'analyse est partie de l'Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO) 2019 qui était construite

autour de quatre thématiques spécifiques : (1) Les besoins vitaux nés d'une crise humanitaire occasionnant une perte d'accès aux services de base ; (2) les besoins en préparation et réponse aux désastres naturels ; (3) les besoins sanitaires causés par les épidémies et enfin, (4) les besoins de protection.

Comme reflété par la nouvelle approche²⁹ qui nous incite à prendre en compte les vulnérabilités des personnes plus que leurs besoins uniquement, l'analyse a ainsi porté sur l'interprétation des données de base pour comprendre les personnes ou les groupes de personnes et les types de vulnérabilités spécifiques (comme reflété, par exemple, par le chiffre de personnes en phase 4 de l'IPC). Les coordonnateurs des secteurs ont été encouragés à vérifier les données avec les autres secteurs pour déceler les vulnérabilités et les types de personnes ou groupes de personnes les plus affectés.

L'analyse a porté sur l'ensemble du pays, sur base de la qualité et la quantité des données sectorielles disponibles au niveau communal et/ou au niveau départemental. D'ores et déjà, nous pouvons dire que face au contexte général qui s'est beaucoup détérioré en 2019, l'analyse montre que les vulnérabilités ont été exacerbées dans certains cas, comme en témoigne l'insécurité alimentaire avec plus d'un million de personnes en phase d'urgence en milieu urbain et rural (selon la dernière analyse IPC, octobre 2019), créées dans d'autres cas, comme en témoigne l'augmentation des violences sexuelles par rapport au contexte social et politique, et ou renforcées, comme en témoigne l'accès aux soins de santé de base qui continue d'être un défi majeur pour, au moins, un haïtien sur trois.

L'analyse a aussi porté sur les conséquences humanitaires³⁰ des vulnérabilités observées, en s'attachant à les regrouper selon la nouvelle approche, incluant : (1) Les conséquences humanitaires liées au bien-être physique et mental,³¹ (2) les conséquences humanitaires liées aux conditions de vie,³² (3) les conséquences humanitaires liées à la protection³³ et (4) la résilience³⁴. En effet, ce regroupement a permis de dégager des

problèmes critiques dans leur dimension intersectorielle. Ainsi, les acteurs humanitaires ont pu, sur base de leur analyse, déceler ou encore souligner les interactions, les conséquences liées, les causes sous-jacentes ou encore les facteurs associés de plusieurs vulnérabilités à l'égard d'un groupe de personnes ou d'une communauté.



Photo: UNICEF/Noorani

1.4

Conséquences humanitaires

En Haïti, la population fait face à une multitude de défis dont des chocs naturels, des crises sociopolitiques et des conditions de vie précaires, incluant un accès à des services de base limité sur l'ensemble du pays. Les contextes de vulnérabilité chronique et de crise humanitaire persistante due aux chocs à répétition rendent l'analyse et l'identification des conséquences humanitaires difficiles vis-à-vis des conséquences du manque de développement et de

résilience de la population sur le moyen et le plus long terme. Sur base, notamment, des échelles de vulnérabilités des secteurs, de l'analyse des vulnérabilités des groupes de personnes, des zones géographiques et d'autres facteurs associés, nous pouvons néanmoins faire la distinction suivante des conséquences humanitaires de la crise en Haïti en 2019.

Problèmes critiques liés au bien-être physique et mental

PERS. DANS LE BESOIN

4,1M

FEMMES

29%

ENFANTS

43%

ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS

2%

Insécurité alimentaire et malnutrition

L'insécurité alimentaire aiguë, qui affectait plus de 2,6 millions d'haïtiens dont 571 000 en phase d'urgence (IPC 4) sur la période de soudure 2019 (mars – juin 2019), s'est détériorée davantage fin 2019. Selon le dernier rapport IPC publié en octobre 2019, 4,1 millions d'haïtiens, représentant 40% de la population totale, seront en insécurité alimentaire entre mars et juin 2020, dont 1,2 millions (12% de la population) en phase d'urgence et 2,8 millions de personnes (28% de la population) en phase de crise. La hausse des prix des denrées de base, la dépréciation de la Gourde, les troubles socio-politiques et la dégradation des conditions de sécurité, ont largement réduit l'accès à la nourriture des ménages les plus pauvres. Dans les zones rurales, la sécheresse de 2018, qui s'est prolongée jusqu'au premier semestre de 2019, a engendré dans plusieurs parties du pays une baisse de la production agricole d'environ 12% par rapport à l'année dernière.

L'état nutritionnel des enfants haïtiens s'est dégradé au cours de l'année 2019. De janvier à août 2019, les données de dépistage nutritionnel indiquent des taux de malnutrition aiguë globale allant jusqu'à 10% dans quelques régions (notamment dans les départements du Nord-Ouest et du Sud-Est). Pour l'année 2020,

le secteur de la nutrition a estimé que 65 530 enfants de moins de cinq ans dont 34 076 filles et 31 454 garçons souffriraient de malnutrition aiguë dans l'ensemble du pays. Afin de mesurer les taux de malnutrition aiguë, le Ministère de la Santé avec le soutien de l'UNICEF et des partenaires du secteur nutrition effectuée au moment de la rédaction de ce document un enquête SMART nationale. Les résultats de cette enquête devraient être disponibles fin janvier 2020.

Manque d'accès aux services urgents de santé et d'eau potable

Presque partout et en particulier dans les zones rurales, l'accès à l'eau potable n'est pas garanti et les structures d'assainissement font défaut, ou sont défectueuses. Celles-ci sont dégradées du fait des aléas naturels ou par manque de maintenance ou d'investissements. Cette problématique devient critique particulièrement pour des personnes très vulnérables, dont les ménages ayant des enfants qui souffrent de malnutrition aiguë, et les personnes retournées les plus vulnérables de la République Dominicaine qui ne bénéficient d'aucune assistance réelle en termes d'accompagnement pour le retour et l'intégration. Ceci, que ça soit pour l'accès à l'eau potable, l'assainissement minimum afin de ne pas être victimes de maladies épidémiques, et/ou pour l'accès aux services de soin de santé d'urgence en cas de maladie. Le manque d'accès à l'eau potable et aux toilettes en zone rurale accentue la vulnérabilité des ménages aux maladies épidémiques liées à l'eau telles que le choléra.

Groupes les plus vulnérables

Millions/milliers de personnes

GRUPE VULNÉRABLE	PERS. DANS LE BESOIN	DONT: CATASTROPHIQUE	EXTRÊME	FACTEURS ASSOCIÉS	DÉPARTEMENT
Personnes en insécurité alimentaire aiguë	4,1 M	-	1,2 M	La détérioration continue de la situation économique, Le phénomène El Niño	Nord-Ouest, Nord-Est, Grand'Anse, Sud
Personnes vulnérables à risques de maladies infectieuses et chroniques, sans accès à l'eau potable, affectées par les catastrophes naturelles	527 M	205 k	121 k	La situation de pays lock, sécheresse, ouragan, maladies infectieuses et chroniques	Nord, Artibonite, Centre, Sud, Ouest

Problèmes critiques liés au niveau de vie

PERS. DANS LE BESOIN

1,6M

FEMMES

35%

ENFANTS

51%

FEMMES ENCEINTES

13%

Manque d'accès aux services de santé de base

Les mouvements de protestation, les manifestations et les blocages de route qui affectent Haïti depuis janvier 2019 ont aggravé les difficultés du système de santé, notamment pour l'accès aux services de santé de base. De plus, la faible couverture vaccinale augmente le risque de recrudescence des maladies à prévention vaccinale et autres maladies transmissibles, parmi lesquelles la diphtérie et la malaria. L'île d'Hispaniola, est la seule île des Caraïbes où la transmission de la malaria reste endémique, avec 4 603 cas de malaria confirmés (dont 5 décès) rapportés en Haïti de janvier à septembre 2019, ce qui représente une diminution de 19% par rapport à la même période de l'année précédente.³⁵

La diphtérie, une maladie de caractère potentiellement épidémique et donc à déclaration obligatoire, est réapparue dans le pays vers décembre 2014 et reste recrudescente essentiellement due à la couverture vaccinale très faible. De 2014 jusqu'à septembre 2019, 882 cas probables ont été déclarés, dont 109 cas enregistrés en 2019, avec un taux de létalité de 19% parmi les 280 cas confirmés pour toute la période susmentionnée. La faible utilisation des services de vaccination, entre outre, crée également un risque de réapparition de la rougeole dans le pays, même si des cas n'ont pas encore détectés en 2019.

Manque d'accès à l'éducation

En Haïti, selon le secteur de l'Éducation, près de 320 000 enfants en âge d'être scolarisés sont en dehors du système scolaire et environ 100 000 enfants fréquentent des écoles non réhabilitées ou endommagées suite au passage de l'ouragan Matthew en 2016 et suite au séisme de 2018. L'accès à l'éducation est entravé par divers facteurs tels que les inégalités et la pauvreté chronique, notamment le manque des moyens économiques des parents (80% des établissements scolaires à travers le pays sont privés et donc payants), les infrastructures et matériels déficients ou inexistants, les mécanismes négatifs d'adaptation des familles vulnérables, ainsi que les difficultés de réintégration des retournées de République dominicaine dans le système scolaire haïtien. La crise socio-politique qui affecte le pays depuis plusieurs mois, a eu des impacts importants sur la scolarisation des enfants dû à la fermeture des établissements scolaires et sur les ressources des familles de manière générale.

Perte d'abri

Selon les évaluations du secteur Abris, 323 847 personnes qui ont été affectées par l'ouragan Matthew dans le grand sud d'Haïti en octobre 2016 vivent toujours dans des conditions d'extrême vulnérabilité. 45% des individus les plus vulnérables n'ont pas pu jusqu'à présent, ni reconstruire ni réparer leur maison.

Groupes les plus vulnérables

Millions/milliers de personnes

GRUPE VULNÉRABLE	PERS. DANS LE BESOIN	DONT: CATASTROPHIQUE	EXTRÊME	FACTEURS ASSOCIÉS	DÉPARTEMENT
Populations vulnérables qui n'ont pas accès aux soins de santé de base et qui souffrent des maladies infectieuses et chroniques (diphthérie et malaria)	2,2 M	-	549 k	L'insécurité ayant rendu plus difficile l'accès aux services, sécheresse	Ouest, Grand'Anse, Sud
Personnes vulnérables qui n'ont plus de toit pour s'abriter à la suite de catastrophes naturelles	185 k	61 k	83 k	Louragan Matthew, le séisme de 2018, la situation de pays lock	Nord, Artibonite, Centre, Sud, Ouest
Enfants issus de familles les plus vulnérables risquent d'abandonner l'école	73 k	47 k	-	Désastres naturels récurrents, la détérioration continue de la situation économique et l'insécurité politique	Ouest, Grand'Anse, Sud

Problèmes critiques liés à la protection

PERS. DANS LE BESOIN

912k

FEMMES

53%

ENFANTS

41%

AVEC UN HANDICAP

5%

Les enfants à risque de violences physiques et d'exploitation sexuelle

A travers une conjugaison de facteurs, notamment ceux relevés dans l'analyse intersectorielle des conséquences humanitaires, comme l'insécurité alimentaire, le manque de moyens de subsistance, la vulnérabilité des familles, les enfants se retrouvent face à des risques élevés de violences physiques et où d'exploitation sexuelle. Le manque d'un minimum de service de protection de l'enfance et l'exposition à des mécanismes d'adaptation dangereux (domesticité, travail des enfants, prostitution etc.) font que les enfants les plus vulnérables sont à risque de problèmes de protection sur l'ensemble du pays et notamment dans les localités affectées par un désastre naturel.

La migration, le risque de traite des personnes et les retournés

En 2019, la migration a continué de constituer une problématique humanitaire importante en Haïti et une source de risque de protection pour de nombreux haïtiens dont des jeunes-enfants, des femmes et des personnes en situation irrégulière (problèmes de papiers en règle ou de documentation). Ainsi, sur les derniers mois, en plus des mouvements migratoires vers et où de retour de la République Dominicaine, estimés à une moyenne de 9 000 à 10 000 retours volontaires et non volontaires par mois, est venu s'ajouter le rapatriement des haïtiens en situation irrégulière dans les pays de la sous-région et notamment des Bahamas à la suite du passage de l'Ouragan Dorian en septembre 2019. Selon le dernier rapport de situation de l'OIM du 05 décembre 2019, le rapatriement de migrants haïtiens des Bahamas par vol spécial, initié en octobre 2019 a déjà permis le retour de 579 haïtiens. D'autres pays d'immigration (Chili, Brésil, les îles Turks) ont suspendu temporairement (notamment à la suite de crise sociale et politique en Haïti) ou repris les programmes de rapatriement des migrants haïtiens vers Haïti. Il reste difficile de suivre les mouvements migratoires faute de données consolidées et de suivi régulier des autorités nationales par manque de moyen.

Selon le rapport du Département d'Etat des Etats-Unis sur le trafic d'être humain en 2019, Haïti a rejoint le groupe des pays ayant enregistré des progrès en 2019 sans pour autant atteindre les minima des standards pour l'élimination du trafic d'être humain. Parmi les avancées notées par le rapport, Haïti a pu procéder à des enquêtes, des instructions en justice de certains cas de trafic d'être humain, des arrestations de trafiquants, l'adoption d'un plan d'action national, la fermeture d'un certain nombre d'orphelinats abusifs et la formation

sur le renforcement de l'état de droit.³⁶

Violences et violences basée sur le genre (VBG)

Le contexte de la situation humanitaire en Haïti qui s'est aggravé avec la crise socio-politique actuelle, favorise l'augmentation des cas d'abus, de violences y compris les VBG et les violences sexuelles et physiques contre les enfants, l'exploitation et l'exclusion. Les risques de protection se matérialisent à travers les violations des droits humains, des retours volontaires et forcés des haïtiens des pays voisins, la paralysie des établissements scolaires, l'expansion des hostilités quotidiennes, la destruction de biens privés et d'infrastructures, et la défaillance des systèmes nationaux de réponse incluant la santé, l'appui psychosocial et légal, les supports sociaux et communautaires.

Les problèmes existants en matière de protection tendent à s'intensifier en cas de catastrophe naturelle ou durant les nombreuses crises socio-politiques que connaissent le pays, y compris comme souligné précédemment, les risques liés à la protection de l'enfant comme la séparation de l'enfant et l'exploitation sexuelle (échange de services sexuels contre de l'argent, des biens ou des services) des filles et des garçons, et les VBG. Ces derniers continuent d'être un défi majeur en Haïti : Près de 29% des femmes âgées de 15-49 ans ont subi des actes de violence physique depuis l'âge de 15, avec un accès limité aux services de prise en charge et notamment des besoins psychosociaux, légaux, médicaux, sécuritaires et de réinsertion des victimes et des survivants. Les personnes les plus vulnérables sont les femmes chefs de ménage, les enfants des familles vulnérables et les victimes de violence domestiques et de traite, les personnes déplacées aux catastrophes naturelles, les personnes déportées ou retournées de la République dominicaine, les groupes LGBTIQ³⁷ et les personnes en situation de handicap. *En savoir plus* → [Analyse sectorielle Protection](#)

Groupes les plus vulnérables

Milliers de personnes

GROUPE VULNÉRABLE	PERS. DANS LE BESOIN	DONT: CATASTROPHIQUE	EXTRÊME	FACTEURS ASSOCIÉS	DÉPARTEMENT
Enfants à haut risque d'être la cible de violences physiques et d'exploitation sexuelle	426 k	82 k	109 k	La détérioration continue de la situation économique et l'insécurité politique, séparation des enfants de leur famille lorsqu'ils traversent la frontière pour chercher du travail ou aller à l'école	Ouest, Sud, Nord-Ouest, Nippes, Grand'Anse
Personnes retournées	108 k	-	-	Plan national pour la Régularisation des étrangers (République dominicaine), Ouragan Dorian (Bahamas)	Centre, Nord-Est, Ouest, Sud-Est
Les survivants les plus durement touchés par les abus, la violence, l'exploitation et l'exclusion	816 k	551,6 k	94,5 k	La crise socio-politique actuelle permet aux agresseurs de commettre leurs violences en toute impunité	tous les départements

Problèmes critiques dus à la résilience et au relèvement

PERS. DANS LE BESOIN

784k

FEMMES

29%

ENFANTS

52%

AVEC UN HANDICAP

4%

CHEF DE FAMILLE MONOPARENTAL

5%

La lutte contre le choléra fait partie intégrante du renforcement de la résilience des populations face à la maladie

Les résultats très positifs enregistrés dans la lutte contre le choléra en 2019 (réduction de 80% des cas suspects et l'absence de cas confirmés depuis février 2019), ont permis aux acteurs humanitaires d'obtenir une évaluation optimiste des besoins dans le secteur et surtout d'orienter la lutte contre l'épidémie pour les 3 prochaines années. La prévention de nouvelles transmissions à travers notamment du renforcement de bonnes pratiques d'hygiène et de suivi communautaire régulier seront les éléments clés à renforcer en vue de l'élimination complète du choléra en Haïti.

Une population qui reste vulnérable aux catastrophes naturelles

Les crises passées en Haïti ont laissé des besoins encore importants en matière de renforcement de la résilience et notamment dans le secteur abris en tenant compte la dimension de sécurité humaine. Ainsi en 2020, des besoins de réhabilitation de maisons, d'abris, de structures communautaires (écoles, abris temporaires) subsistent

pour des milliers de famille les plus vulnérables (notamment affectées par le tremblement de terre de 2018). Les bonnes pratiques des populations en cas de désastre naturel et en matière des principes de base en reconstruction plus sûre restent limitées, augmentant davantage les vulnérabilités à chaque nouvel épisode de phénomènes naturels. Il est aussi capital de renforcer le Nexus Humanitaire-Développement pour garantir la pérennité des actions en réponse aux désastres.

Difficulté d'accès à l'eau potable et aux produits d'hygiène de base

En Haïti, environ 26% de la population n'a pas accès à une source améliorée d'eau, dont 40% en milieu rural. L'eau est disponible sur le lieu d'habitation pour seulement 14% des ménages. Les populations haïtiennes doivent souvent parcourir de longues distances pour se procurer de l'eau, avec un trajet de plus de 30 minutes pour 30% des ménages.³⁸ De ce constat, l'analyse des besoins humanitaires pour Haïti a montré qu'environ 385 K personnes auront encore des difficultés d'accès à l'eau potable et aux produits d'hygiène de base en 2020.

Groupes les plus vulnérables

Milliers de personnes

GROUPE VULNÉRABLE	PERS. DANS LE BESOIN	DONT: CATASTROPHIQUE	EXTRÊME	FACTEURS ASSOCIÉS	DÉPARTEMENT
Personnes à risque de choléra	145 k	-	-	La crise sociopolitique actuelle et les conditions d'eau potable, assainissement et hygiène	Artibonite, Centre, Ouest, Nord, Nord-Ouest
Personnes les plus vulnérables touchées par les catastrophes naturelles	370 k	-	-	Seisme 2018, la crise sociopolitique, le confinement	Centre, Grand'Anse, Nippes, Ouest, Sud
Difficulté d'accès à l'eau potable et aux produits d'hygiène de base	385 k	-	-	La détérioration continue de la situation économique et la situation de pays lock	Artibonite, Nord, Ouest, Sud

Photo: UNICEF/LeMoyné



1.5

Personnes dans le besoins et sévérité des besoins

PERS. DANS LE BESOIN

4,6M

SÉVÈRE

62%

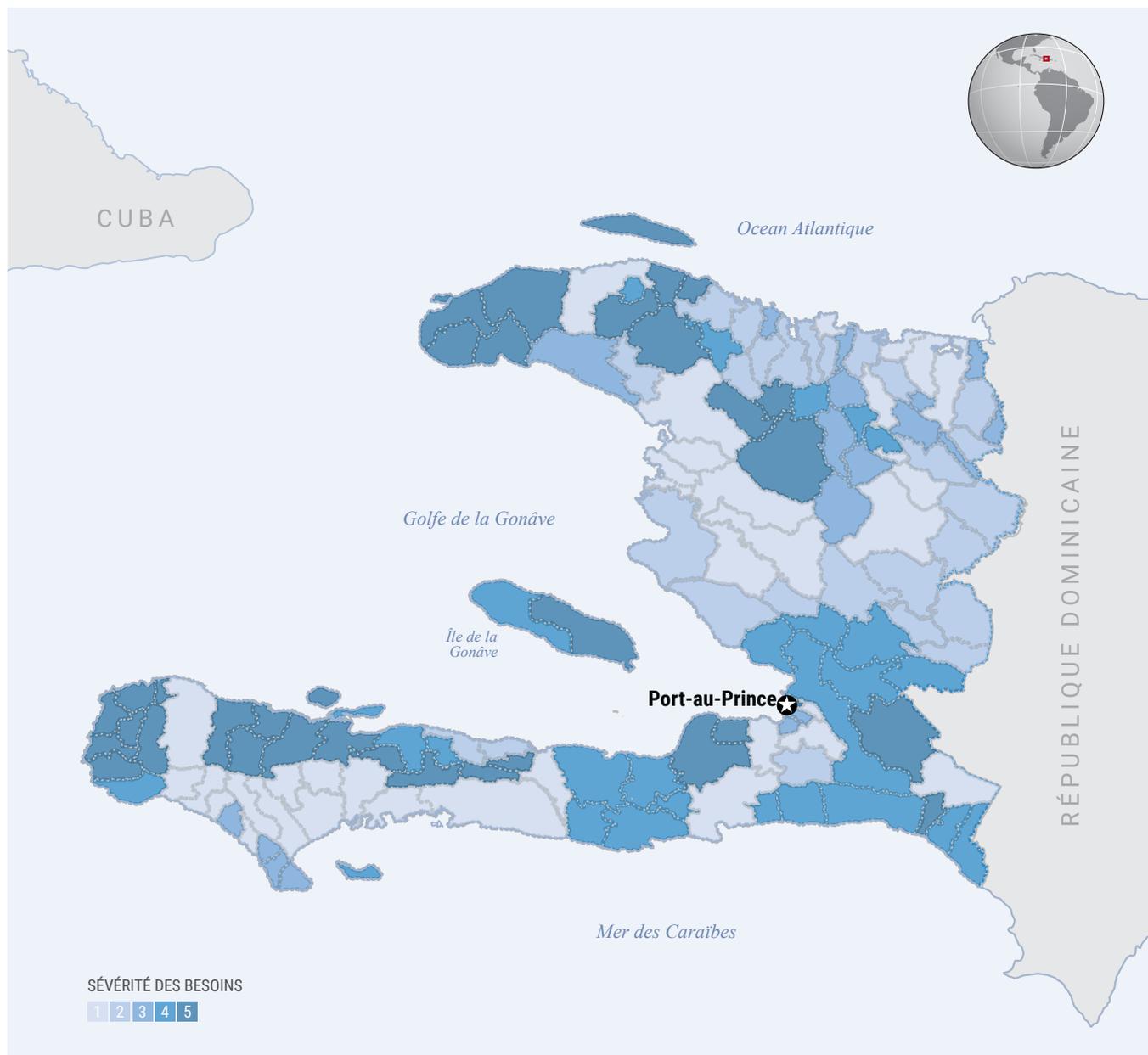
EXTRÊME

34%

CATASTROPHIQUE

4%

Sévérité intersectorielle des besoins



Les appellations employées dans le rapport et la présentation des différents supports n'impliquent pas d'opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni de la délimitation de ses frontières ou limites géographiques.

En 2020, 4,6 millions de personnes en Haïti, soit 40% de la population totale, auront besoin d'une l'assistance humanitaire. Parmi eux, 1,6 millions de femmes, 962 000 d'hommes, 1,1 millions de filles, 1 million de garçons, et 101 000 personnes vivant avec un handicap. Le nombre de personnes dans le besoin a augmenté de 79% comparé à l'année 2019 (2,6 millions), ce qui peut se justifier par une détérioration grave de la situation humanitaire, ainsi que par une amélioration de méthodologie de calcul et une plus grande disponibilité des données (pour exemple, la prise en compte d'environ 3 millions d'habitants de Port-au-Prince dans l'analyse IPC).

Personnes dans le besoin

Les personnes dans le besoin ont été identifiées par chaque secteur sur la base de plusieurs critères de vulnérabilités, associés aux indicateurs et seuils de sévérité (1-5). [En savoir plus](#) → [Suivi de la situation et des besoins](#). Il ressort que quelques grands groupes de population se retrouvent dans plusieurs secteurs de par leur vulnérabilité aux conditions de survie (intégrité physique, mentale et dignité) et aux conditions de vie (capacité de poursuivre leurs activités productives et sociales normales et de subvenir à leurs besoins de base de façon autonome). Il s'agit notamment de :

- Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phases 3 et 4 de l'IPC) et qui, en plus, présentent des vulnérabilités aux conditions de survie et aux conditions de vie ;
- Personnes affectées par des catastrophes naturelles vivant dans des zones fortement touchées par le tremblement de terre de 2018 et l'ouragan Matthew de 2016 qui, en plus, présentent des vulnérabilités aux conditions de vie (manque d'abri, abris de fortune) ;
- Personnes retournées des pays tiers, dont les Bahamas, la République Dominicaine, les Etats-Unis et les Turks and Caicos ;
- Personnes à risque de choléra dans les zones foyers d'épidémies et qui, en plus, présentent des vulnérabilités aux conditions de vie (manque d'accès à l'assainissement, à l'hygiène et à l'eau potable, y compris en raison de manque de ressources économiques, promiscuité) ;
- Femmes (femmes enceintes, femmes chefs de ménages) et enfants (enfants qui sont en dehors du système scolaire, enfants de moins de 5 ans, enfants non accompagnés ou séparés).
- Enfants en situation ou à risque de malnutrition aiguë.

Les principales caractéristiques de vulnérabilité de ces groupes, qui peuvent être parfois cumulées, sont le fait de :

- Vivre dans les zones vulnérables aux désastres naturels (dans les départements de l'Artibonite, du Centre, de l'Ouest, de la Grand'Anse, du Sud, du Sud-Est, des Nippes et du Nord) ;
- Ne pas avoir accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène ;
- Ne pas avoir accès aux soins de santé de base ;
- Vivre dans une commune à risque d'épidémie des maladies infectieuses (choléra, diphtérie, malaria) ;
- Être affecté par la pauvreté chronique ;
- Manquer de documentation d'état civil;
- Être handicapé ;
- Être affecté(e) par des cas d'abus, de violence, d'exploitation et d'exclusion, y compris un survivant(e) de VBG ;
- Être une personne vivant avec le VIH.

Sévérité des besoins

Pour l'analyse des personnes dans le besoin, en plus des groupes de personnes et des critères de vulnérabilité, la sévérité des besoins a été prise en compte à travers des échelles allant de 1 (problème minimal) à 5 (problème catastrophique). Les échelles 3, 4 et 5, soit celles qui correspondent aux problèmes sévères, extrêmes et catastrophiques, ont été retenues pour le calcul des personnes dans le besoin.

Les indicateurs utilisés par les secteurs pour identifier les personnes dans le besoin, ont pris en compte les données disponibles relatives aux ménages, les dommages aux habitations, les risques d'être affecté par un désastre naturel, les cas suspects de choléra, les besoins en assistance en éducation, la malnutrition, l'insécurité alimentaire, les retournées de la République Dominicaine, les violences physiques ou psychologiques contre les enfants, les enfants séparés, les cas de malaria et la diphtérie, les violences physiques et sexuelles contre les femmes et l'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène. [En savoir plus](#) → [Suivi de la situation et des besoins](#)

La carte de sévérité intersectorielle montre les zones présentant les besoins multisectoriels les plus importants. Ainsi, sur les 10 départements d'Haïti, trois zones particulièrement vulnérables ont été définies comme zones géographiques prioritaires. La première zone comprend les départements de la Grand'Anse, du Sud et une partie des Nippes (86% de la population ayant une sévérité 3, 4 ou 5) ; Dans cette zone, les besoins multisectoriels prioritaires tournent autour de

l'insécurité alimentaire, la santé, la malnutrition, les besoins en eau et assainissement et les abris. La zone enregistre aussi des besoins de protection important avec des niveaux de sévérité remarquables pour les secteurs VBG, protection de l'enfance et choléra. Il s'agit notamment des grandes agglomérations urbaines dans le Sud (Les Cayes) et dans les Nippes (Miragoâne). Des poches de besoins dans le secteur éducation s'observent aussi dans cette zone avec notamment des conditions toujours plus difficiles pour les enfants vulnérables d'accéder à l'apprentissage dans un environnement sécurisé (écoles non réhabilitées, matériels didactiques pas disponibles).

La deuxième zone comprend les départements du Sud-Est et une partie de l'Ouest (49% de la population ayant une sévérité 3, 4 ou 5) ; Les besoins multisectoriels prioritaires sont essentiellement l'insécurité alimentaire, la malnutrition, la santé, les VBG et la protection de l'enfance. Les autres besoins multisectoriels importants

dans la zone avec des sévérités maximales parfois sont liés à l'eau et l'assainissement, l'abri et le choléra.

La troisième zone correspond aux départements de l'Artibonite et du Nord-Ouest (47% de la population ayant une sévérité 3, 4 ou 5). Dans cette zone les besoins multisectoriels prioritaires sont aussi l'insécurité alimentaire, la santé, la nutrition dans une certaine mesure, l'eau et l'assainissement ainsi que l'abri. Des sévérités maximales s'observent pour les VBGs certaines communes des deux départements et pour la protection de l'enfance dans les communes-centres urbaines de Saint-Marc (Artibonite) et de Port-de-Paix (Nord-Ouest). L'île de la Gonâve et l'île de la Tortue sont également considérées comme extrêmement vulnérables avec notamment des besoins multisectoriels en sécurité alimentaire, nutrition et santé.

Sans pour autant faire-partie des trois zones ci-haut citées présentant les besoins multisectoriels les plus élevés, il y a lieu de souligner

Personnes dans le besoin par département

Millions/milliers de personnes

DÉPARTEMENT	POPULATION TOTALE	PERSONNES DANS LE BESOIN	
Artibonite	1,73 M	650 k	
Centre	746 k	283 k	
Grand'Anse	468 k	464 k	
Nippes	343 k	175 k	
Nord	1,07 M	341 k	
Nord-Est	394 k	147 k	
Nord-Ouest	729 k	290 k	
Ouest	4,03 M	1,62 M	
Sud	775 k	423 k	
Sud-Est	633 k	252 k	
Total	10,91 M	4,65 M	

que dans les départements du Centre, du Nord et du Nord-Est, les besoins multisectoriels s'articulent autour des besoins en eau et assainissement, choléra, nutrition et VBG. Néanmoins, des poches importantes subsistent en sécurité alimentaire, santé, abri et protection de l'enfance. Les centres urbains frontaliers enregistrent les besoins de protection (protection binationale) étant donné qu'ils sont sur les routes fréquemment utilisées pour les migrations vers et ou de retour de la République Dominicaine.

Changements par rapport au dernier HNO et raisons de ces changements

Le nombre de personnes dans le besoin d'une assistance humanitaire en Haïti en 2020 a augmenté de 79% par rapport à 2019, passant de 2,6 millions à 4,1 millions. Les principaux facteurs qui ont causé l'accroissement des besoins humanitaires au cours de l'année 2019 sont l'instabilité politique, l'arrêt des activités gouvernementales,

la diminution des investissements extérieurs, l'irrégularité dans la fourniture de services. La prise en compte de la population urbaine de Port-au-Prince dans la dernière analyse IPC est aussi un facteur important de cette augmentation. La situation économique marquée par une forte inflation, la dépréciation de la monnaie locale et la hausse des prix des denrées de base est également un facteur clé. De plus, les mauvaises récoltes dues aux effets de la sécheresse, qui ont accru l'insécurité alimentaire et affecté les moyens d'existence des ménages qui dépendent de l'agriculture ont eu un impact considérable. Enfin, l'insécurité et l'impraticabilité des routes résultant des manifestations et des barrages routiers dans le contexte de la crise socio-politique, ont entravé l'écoulement des productions agricoles vers les centres de consommation, l'approvisionnement et l'accès aux services de base tels que l'alimentation, la santé et l'éducation et parfois complètement arrêté les activités économiques dans le pays pendant des semaines.

DONT : CATASTROPHIQUE / EXTRÊME		VARIATION COMPARÉ À 2019 (%)	[PROTECTION BINATIONALE]	[PROTECTION DE L'ENFANCE]	[VICTIMES VBG]
55 k	187 k	133% ^	-	71 k	141 k
41 k	62 k	0%	27 k	7 k	58 k
10 k	250 k	136% ^	-	10 k	22 k
6 k	52 k	46% ^	-	5 k	9 k
36 k	121 k	7% ^	-	22 k	80 k
-	34 k	0%	65 k	-	14 k
197 k	98 k	34% ^	-	15 k	48 k
98 k	483 k	160% ^	11 k	261 k	357 k
32 k	186 k	107% ^	-	16 k	44 k
-	61 k	2% ^	5 k	22 k	43 k
278 k	1,53 M	79% ^	108,00 k	426,50 k	816,75 k

Partie 2

Analyse des risques et suivi de la situation et des besoins

Photo: UNICEF/Marco Dormino



2.1

Analyse des risques

En 2019, Haïti est considéré comme étant confronté à des risques "très élevés" selon l'indice pour la gestion des risques - INFORM (Index for Risk Management), se classant au 14e rang mondial avec un score de 6,6 sur 10. Les risques les plus élevés concernent le manque de capacité d'adaptation (7,3), suivi par la vulnérabilité (6,3) et les dangers liés à l'exposition (6,2).

Exposition aux catastrophes naturelles ou aux phénomènes météorologiques et faible niveau de préparation des acteurs gouvernementaux et de la communauté humanitaire

Bien qu'Haïti n'ait pas été frappé par une catastrophe naturelle majeure en 2019, un risque élevé d'exposition à des catastrophes naturelles telles que des tremblements de terre, des ouragans et des inondations subsiste dû à la situation géographique du pays, alors que les niveaux de préparation et la capacité de réaction des organisations communautaires, des entités gouvernementales et de la communauté humanitaire sont limitées. Selon l'Indice de risque INFORM 2019, Haïti obtient un score de 6,9 sur 10 en termes d'exposition aux catastrophes naturelles, le risque le plus élevé étant les tremblements de terre (9,7), suivis des ouragans (7,2), les épidémies (6,8), les tsunamis (6,3), les inondations (4,3) et les sécheresses (3,9). L'ensemble du pays est menacé, en particulier les centres urbains, les zones inondables, les zones côtières et les zones proches de la faille tectonique au Nord, avec 568 556 personnes vivant dans les zones les plus à risque des départements de l'Artibonite, du Centre, de

l'Ouest, Grand'Anse, Sud, Sud-est, Nippes et Nord.

Au cours des 20 dernières années, Haïti a été touché par deux séismes majeurs (2010 et 2018), trois ouragans (Sandy 2012, Matthew 2016, Irma 2017) et trois périodes sévères de sécheresse (2014, 2015/2016 et 2018) qui ont affecté des millions de personnes.

Les capacités communautaires en matière de prévention des catastrophes et de réduction des risques, y compris les bonnes pratiques à adopter en cas de catastrophe naturelle et les principes fondamentaux d'une reconstruction plus sûre, sont limitées, tout comme la capacité des plus vulnérables à faire face à un choc. Dans un contexte de détérioration de la situation sociopolitique et économique qui limite encore davantage l'accès aux services de base, d'augmentation des niveaux de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et d'accroissement des besoins de santé et de protection, les vulnérabilités risquent de s'aggraver.

En outre, les capacités opérationnelles des entités gouvernementales, en particulier de la Direction de la Protection Civile (DPC), à réagir à une catastrophe naturelle de grande ampleur, de manière adéquate et en temps voulu, sont limitées, ce qui nécessite l'appui de la communauté humanitaire internationale. Cette dernière, cependant, a également eu de plus en plus de difficultés à se mobiliser en raison de la baisse des niveaux de financement et des contraintes d'accès. Par exemple, on s'attend à ce que la communauté humanitaire en Haïti n'ait plus de capacité de transport aérien de passagers et de fret à partir de février 2020 si aucun financement supplémentaire ne peut être obtenu pour UNHAS qui a débuté en novembre 2019, laissant les acteurs humanitaires sans alternative aux transports routiers en cas de blocage et en attendant la mise en place d'un service de transport maritime envisagé par le PAM.

Outre l'impact des catastrophes naturelles sur l'intégrité physique des personnes et des infrastructures, le fait d'être affecté par une catastrophe naturelle a généralement un impact négatif sur la capacité de résilience des ménages vulnérables, accroît la pauvreté, limite davantage l'accès aux

services de base, notamment l'éducation, la santé et la protection, conduit à des mécanismes de survie négatifs et augmente les incidents de violence, notamment de violence sexuelle.

Des facteurs météorologiques, tels que le manque de précipitations, les sécheresses et les inondations, peuvent également avoir un impact sur les récoltes, comme ce fut le cas pour la récolte du printemps 2019, ce qui pourrait aggraver encore la situation de l'insécurité alimentaire et entraîner des pertes de revenus importantes pour les ménages dépendant directement ou indirectement de l'agriculture. Les conséquences se feront sentir dans tous les domaines : augmentation des cas de protection (notamment l'augmentation de VBG et des mécanismes

Indice INFORM

INDICE INFORM

6,6



DANGER & EXPOSITION

6,2



VULNÉRABILITÉ

6,3



MANQUE DE CAPACITÉ D'ADAPTATION

7,3



INFORM
INDEX FOR RISK MANAGEMENT

Pour plus d'informations, visitez :

www.inform-index.org

négatifs de survie), augmentation des taux de malnutrition aiguë, difficultés d'accès aux services de base (éducation, santé, eau), etc.

Détérioration de la situation économique, sociale, politique et sécuritaire qui pourrait entraîner une augmentation des besoins humanitaires

Le contexte politique en Haïti a été marqué par une extrême instabilité en 2019. En outre, la vulnérabilité socio-économique d'Haïti est évaluée à 7,4 sur 10 selon l'indice INFORM 2019. A cela s'ajoute les vulnérabilités liées à l'absence de développement et au dénuement (8,4), la dépendance à l'égard de l'aide (6,8) et les inégalités (6). La situation économique du pays, qui s'est considérablement détériorée tout au long de 2019, marquée par un taux d'inflation de 19,5% sur une base annuelle, la dépréciation de la Gourde par rapport au dollar d'environ 24% sur une base annuelle (octobre 2018-2019), la hausse des prix des produits alimentaires (inflation annuelle d'environ 22,6%) et une diminution des investissements étrangers, devrait continuer à se dégrader dans les prochains mois. De plus, les manifestations et contestations contre le gouvernement qui ont paralysé le

pays pendant de nombreuses semaines en 2019 pourraient se poursuivre si la situation politique reste inchangée.

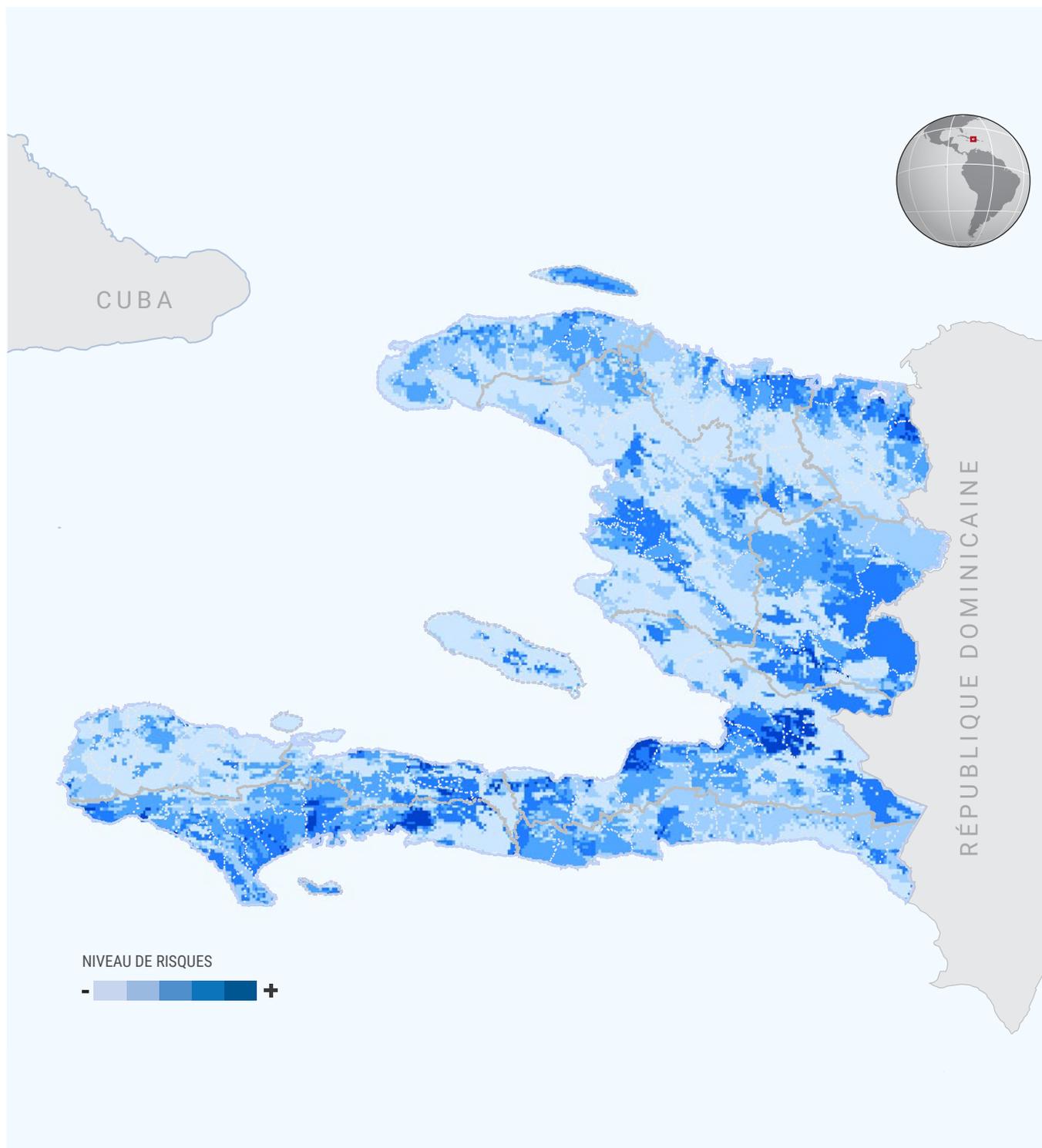
Si ces perspectives se concrétisent, les conséquences sur les populations déjà très vulnérables pourraient être très importantes, en particulier une limitation supplémentaire de l'accès aux services de base, y compris les services de santé et l'alimentation qui sauvent des vies. L'accès aux services de santé pourrait être entravé en raison de l'incapacité des personnes à accéder physiquement aux hôpitaux et de la fonctionnalité limitée des hôpitaux causée par le manque d'eau, d'oxygène, de carburant et/ou de médicaments. L'accès à la nourriture pourrait être limité en raison de la hausse des prix, des mauvaises récoltes et/ou de l'incapacité des agriculteurs à livrer leurs produits sur les marchés ainsi que de l'incapacité des consommateurs à accéder physiquement aux marchés. Rappelons que plus de 3 millions d'enfants n'ont pu se rendre à l'école au cours du premier trimestre de l'année scolaire 2019-2020. Cette situation non seulement affecte gravement leur scolarité mais aussi les risques graves de protection à l'encontre des filles et des garçons.

Considérations de sécurité limitant l'accès humanitaire et la capacité logistique limitée de la communauté humanitaire

Si les troubles civils récurrents se poursuivent ou s'intensifient, ce qui aura un impact négatif sur la situation sécuritaire dans tout le pays, l'accès humanitaire restera une préoccupation majeure. On s'attend à ce que les partenaires humanitaires continuent à faire face à des défis dans leurs opérations quotidiennes et dans l'acheminement de l'aide humanitaire en raison des restrictions imposées à leurs déplacements par la route.

Ce risque est accru par la capacité réduite d'analyse et d'appui en matière de sécurité de l'ONU (couverte par UNDSS), particulièrement depuis la transition de la MINUJUSTH au BINUH et le départ de la police de l'ONU, ce qui a entraîné la perte d'importantes capacités de sécurité, de renseignement et de logistique. L'absence d'informations précises et en temps voulu sur la situation en matière de sécurité sur le terrain dans l'ensemble du pays menace la continuité des opérations humanitaires.

Vulnérabilités - Multi-aléas



Les appellations employées dans le rapport et la présentation des différents supports n'impliquent pas d'opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni de la délimitation de ses frontières ou limites géographiques.

Calendrier des événements

Octobre 2018 - Novembre 2019



OCTOBRE 2018

Catastrophe naturelle

Tremblement de terre dans le Nord-Ouest du pays. 157k personnes affectées.



FÉVRIER 2019

Protestation

Intensification du Mouvement de protestation PetroCaribe en 2019.



MARS 2019

Développement politique

Démission du Gouvernement Céant.



MAI 2019

Augmentation de la violence

Recrudescence de l'insécurité – intensification des affrontements inter-gangs.

Publication du rapport de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) sur la gestion des fonds PetroCaribe.



JUIN 2019

Début de la saison cyclonique.

Début du retrait des contingents FPU MINUJUSTH.



AOÛT 2019

Financement humanitaire

Un fond d'urgence de USD 5 millions du CERF pour répondre à l'insécurité alimentaire grandissante.



SEPTEMBRE 2019

Augmentation de la violence

Reprise des mouvements de protestation et de peyi lock.

Début de la pénurie de carburant.

Rentrée scolaire perturbée. Un grand nombre d'écoles restent fermées.



OCTOBRE 2019

Développement politique

La MINUJUSTH remplacée par la BINUH après 15 ans de missions de maintien de la paix en Haïti.

La CNSA annoncé que 3,7 millions d'haïtiens sont en insécurité alimentaire aigüe.



NOVEMBRE 2019

Financement humanitaire

Le CERF octroie 1 million de USD pour mettre en place des opérations humanitaires hélicoptées pour faire face aux problèmes d'accès.



Photo: UNICEF/Mehdi Meddeb

2.2

Suivi de la situation et des besoins

Considérant que les besoins humanitaires en Haïti évoluent en fonction de facteurs politiques, économiques ou hydrométéorologiques, les différents secteurs ont développé des indicateurs permettant de suivre régulièrement leurs évolutions. Dans un contexte où la disponibilité de données fiables et à jour est plutôt faible, principalement en raison du manque de financement pour les évaluations et le contexte d'insécurité qui restreint les mouvements des acteurs humanitaires, le suivi de la situation et des besoins peut être difficile à satisfaire et dépend de la capacité des secteurs à accéder aux données ou à les collecter.

Échelles de sévérité intersectorielle

FAIBLE : Pas besoin d'assistance humanitaire | **MOYEN** : Besoin d'assistance humanitaire | **ÉLEVÉ** : Besoin urgent et immédiat d'assistance

1 = Minimal 2 = Stress 3 = Sévère 4 = Extrême 5 = Catastrophique

SECTEUR/ INDICA- TEUR	CONSÉQUENCE HUMANITAIRE	SOURCE	FAIBLE		MOYEN		ÉLEVÉ	
			1	2	3	4	5	

ABRIS : Pourcentage de ménages n'ayant pas un minimum d'avoirs en propriété (NFI)

	Conditions de vie	Evaluations des bâtiments post séisme 2018 (juillet 2019)	0 -5%	5 - 10%	10 -19%	19 - 25%	>25%
--	-------------------	---	-------	---------	---------	----------	------

ABRIS : Pourcentage de ménages/déclarant des habitations endommagées/détruites, par type de dommage

	Conditions de vie	Données 4W	1 -5%	6 - 10%	11 -19%	19 - 28%	>28%
--	-------------------	------------	-------	---------	---------	----------	------

ABRIS : Nombre de personnes à risque d'être affectées par un désastre dans le besoin d'accès à un abri collectif fonctionnel et opérationnel

	Rési- lience	Projection du secteur Abris et NFI	0 -10%	10 -15%	15 -20%	25 - 25%	>25%
--	-----------------	------------------------------------	--------	---------	---------	----------	------

CHOLERA : Nombre de cas suspects de choléra

	Rési- lience	MSPP - Ministère de la Santé Publique et de la Population: Profil statistique du Choléra Projection du secteur Santé	1 à 2	3 à 5	6 à 10	11 à 20	>=21
--	-----------------	---	-------	-------	--------	---------	------

EDUCATION : Pourcentage de filles et de garçons de 5 à 17 ans ayant besoin d'une assistance en éducation

	Conditions de vie	Etude sur les enfants en dehors du système scolaire UNICEF/MENFP 2017 Projection du secteur Education	1% - 3,5%	3,5% - 5%	3,5% - 5%	6,7% - 25,8%	>25,8%
--	-------------------	--	-----------	-----------	-----------	--------------	--------

SECTEUR/ INDICA- TEUR	CONSÉQUENCE HUMANITAIRE	SOURCE	FAIBLE		MOYEN		ÉLEVÉ	
			1	2	3	4	5	

EPAH : Nombre de personnes dont un membre du ménage est atteint de malnutrition étant dans le besoin d'accès à des services WASH

Conditions de vie	MSPP Système d'Information Sanitaire National Unique (SISNU) EMMUS VI 2016 (Tableau 11.1.1 pg 202) Les enquêtes SMART partielles de 2017 dans la Grand'Anse et le Sud Projection du secteur WASH	<2%	2 - 5%	5 - 15%	15 -25%	>25%
-------------------	--	-----	--------	---------	---------	------

EPAH : Nombre de personnes affectées par un désastre dans le besoin d'accès d'urgence aux services WASH

Résilience	MSPP Système d'Information Sanitaire National Unique (SISNU) EMMUS VI 2016 (Tableau 11.1.1 pg 202) Les enquêtes SMART partielles de 2017 dans la Grand'Anse et le Sud Projection du secteur WASH	Risque tres faible	Risque faible	Risque moyen	Risque élevé	Risque très élevé
------------	--	--------------------	---------------	--------------	--------------	-------------------

EPAH : Nombre de personnes affectées par la crise socioeconomique en difficulté d'accès à l'eau

Résilience	MSPP Système d'Information Sanitaire National Unique (SISNU) EMMUS VI 2016 (Tableau 11.1.1 pg 202) Les enquêtes SMART partielles de 2017 dans la Grand'Anse et le Sud Projection du secteur WASH	Accès ininterrompu	Accès légèrement interrompu	Accès moyennement interrompu	Accès fortement interrompu	Accès tres fortement interrompu
------------	--	--------------------	-----------------------------	------------------------------	----------------------------	---------------------------------

SECTEUR/ INDICA- TEUR	CONSÉQUENCE HUMANITAIRE	SOURCE	FAIBLE	MOYEN		ÉLEVÉ	
			1	2	3	4	5

EPAH : Nombre de personnes dont un membre du ménage est atteint de diarrhées aiguës au cours des 30 derniers jours et ayant un besoin d'accès à des services WASH

Conditions de vie	MSPP Système d'Information Sanitaire National Unique (SISNU) EMMUS VI 2016 (Tableau 11.1.1 pg 202) Les enquêtes SMART partielles de 2017 dans la Grand'Anse et le Sud Projection du secteur WASH	<25/ 10 000 cas par an	25-50/ 10 000 cas par an	50-100/ 10 000 cas par an	100- 150/ 10 000 cas par an	>150/ 10 000 cas par an
-------------------	--	------------------------------	--------------------------------	---------------------------------	--------------------------------------	-------------------------------

EPAH : Nombre de personnes dont un membre du ménage est atteint de typhoïde etant dans le besoin d'accès à des services WASH

Conditions de vie	MSPP Système d'Information Sanitaire National Unique (SISNU) EMMUS VI 2016 (Tableau 11.1.1 pg 202) Les enquêtes SMART partielles de 2017 dans la Grand'Anse et le Sud Projection du secteur WASH	<50/ 10 000 cas par an	50- 100/ 10 000 cas par an	100- 200/ 10 000 cas par an	200- 500/ 10 000 cas par an	>500/ 10 000 cas par an
-------------------	--	------------------------------	-------------------------------------	--------------------------------------	--------------------------------------	-------------------------------

NUTRITION : Prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6 à 59 mois

Survie	EMMUS VI 2016 (Tableau 11.1.1 pg 202)	0 -1%	1-2%	2-3%	3-4%	>4%
--------	---------------------------------------	-------	------	------	------	-----

NUTRITION : Niveau d'insécurité alimentaire

Survie	Les enquêtes SMART partielles de 2017 dans la Grand'Anse et le Sud	Minimal	Stress	Crise	Urgence	Famine
--------	--	---------	--------	-------	---------	--------

SECTEUR/ INDICA- TEUR	CONSÉQUENCE HUMANITAIRE	SOURCE	FAIBLE		MOYEN		ÉLEVÉ	
			1	2	3	4	5	

PROTECTION DE L'ENFANCE : Pourcentage des enfants ayant subi une des formes de discipline violente, englobant la violence psychologique ou physique

Protection	EMMUS VI 2016 (tableau 19.3 pg 452; tableau 19.4 pg 354)	Mineur	Modéré	Majeur	Sévère	Cri- tique
------------	--	--------	--------	--------	--------	---------------

PROTECTION DE L'ENFANCE : Pourcentage des enfants ne vivant avec aucun des deux parents biologiques

Protection	Projection du sous secteur protection de l'enfant	Mineur	Modéré	Majeur	Sévère	Cri- tique
------------	---	--------	--------	--------	--------	---------------

PROTECTION BINATIONALE : Nombre de retournés de la République Dominicaine

Protection	OIM (Données sur les deportés de RD) Projection du sous secteur Protection binationale	1-5%	6-10%	11-15%	16-20%	>20%
------------	---	------	-------	--------	--------	------

VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE: Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui ont subi des violences physiques et/ou violences sexuelles au cours des 12 derniers mois

Protection	EMMUS VI 2016 (tableau 21.6 pg 401) Projection du sous secteur VBG	Mineur	Modéré	Majeur	Sévère	Cri- tique
------------	---	--------	--------	--------	--------	---------------

SANTÉ : Incidence de cas confirmés de malaria pour 1 000 habitants (par commune)

Survie	MSPP - Rapport des maladies et des phénomènes sous surveillances épidémiologiques	<1	1 - 3%	3 - 5%	5 - 10%	>10%
--------	---	----	--------	--------	---------	------

SECTEUR/ INDICA- TEUR	CONSÉQUENCE HUMANITAIRE	SOURCE	FAIBLE	MOYEN		ÉLEVÉ	
			1	2	3	4	5
SANTÉ : Nombre de décès parmi les cas positifs de diphtérie 2018							
	Rési- lience	Projection secteur Santé	0	1	2	3	>3
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : Niveau d'insécurité alimentaire							
	Survie	Rapport IPC 2019	Minimal	Stress	Crise	Urgence	Famine

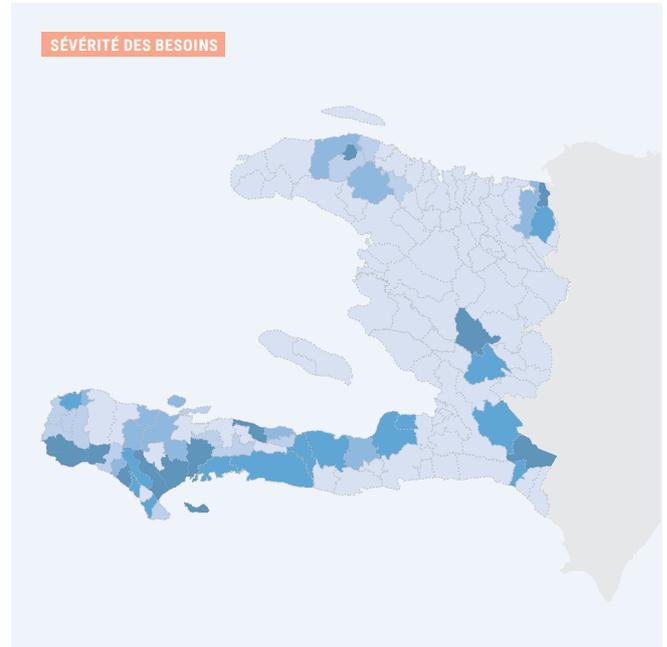
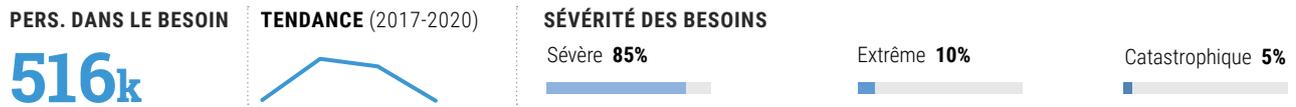
Partie 3

Analyse sectorielle

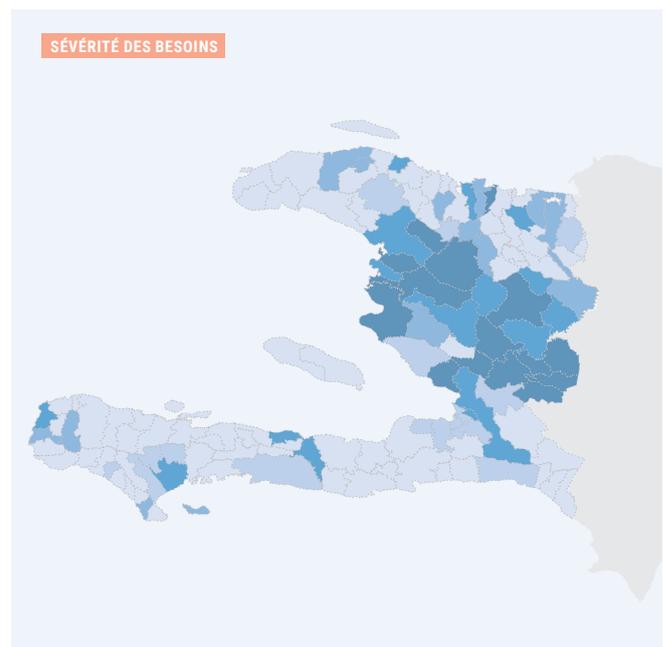
Photo: UNICEF/Phelps



3.1 Abris/BnA



3.2 Choléra



3.3 Eau potable, assainissement et hygiène

PERS. DANS LE BESOIN

770k

TENDANCE (2017-2020)



SÉVÉRITÉ DES BESOINS

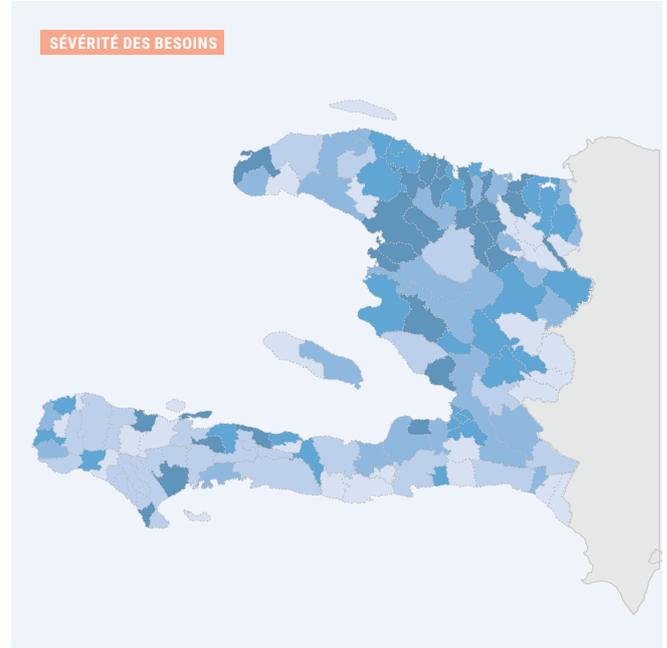
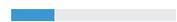
Sévère **45%**



Extrême **29%**



Catastrophique **26%**



3.4 Éducation

PERS. DANS LE BESOIN

74k

TENDANCE (2017-2020)



SÉVÉRITÉ DES BESOINS

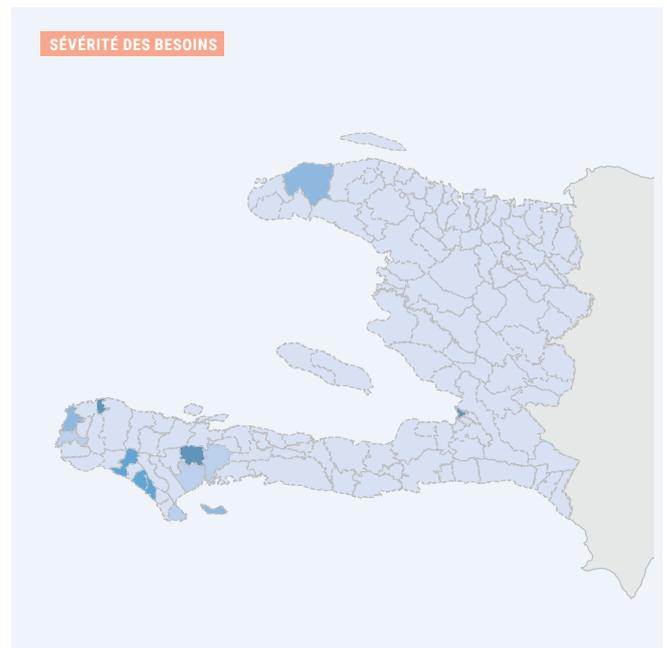
Sévère **37%**



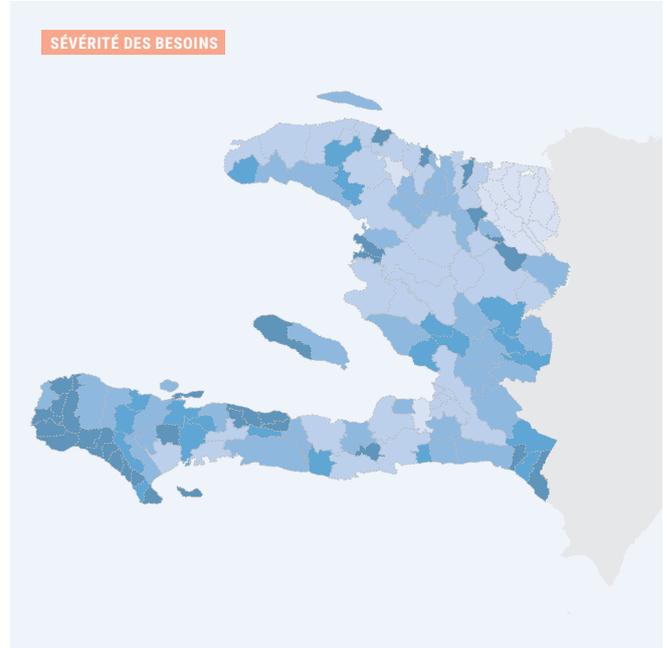
Extrême **63%**



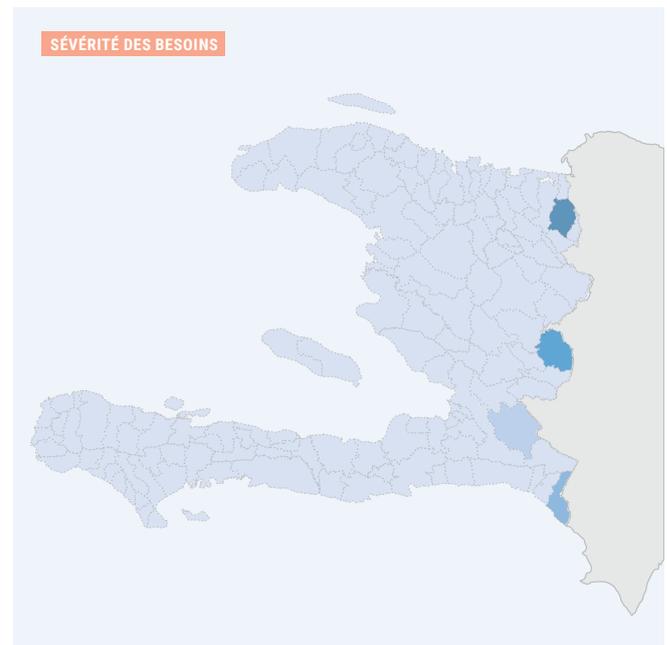
Catastrophique **0%**



3.5 Nutrition



3.6.1 Protection : Protection binationale



3.6.2 Protection : Protection de l'enfance

PERS. DANS LE BESOIN

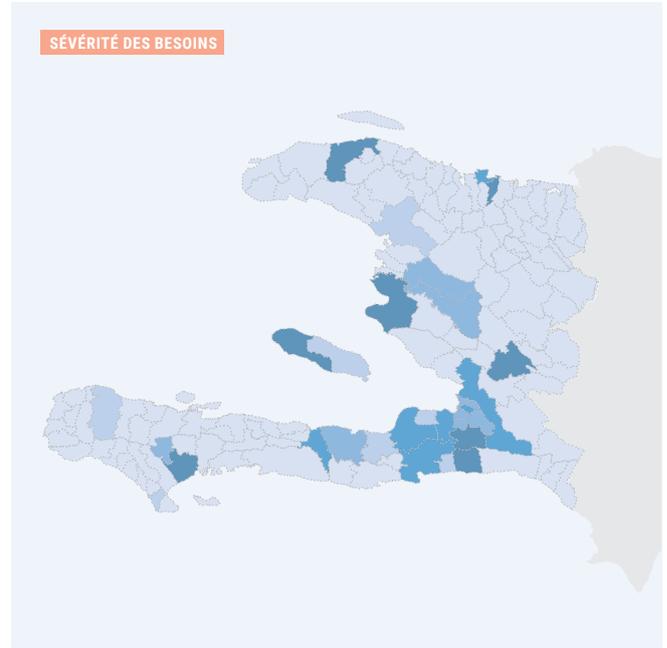
66k

SÉVÉRITÉ DES BESOINS

Sévère **55%**

Extrême **26%**

Catastrophique **19%**



3.6.3 Protection : Violence basée sur le genre

PERS. DANS LE BESOIN

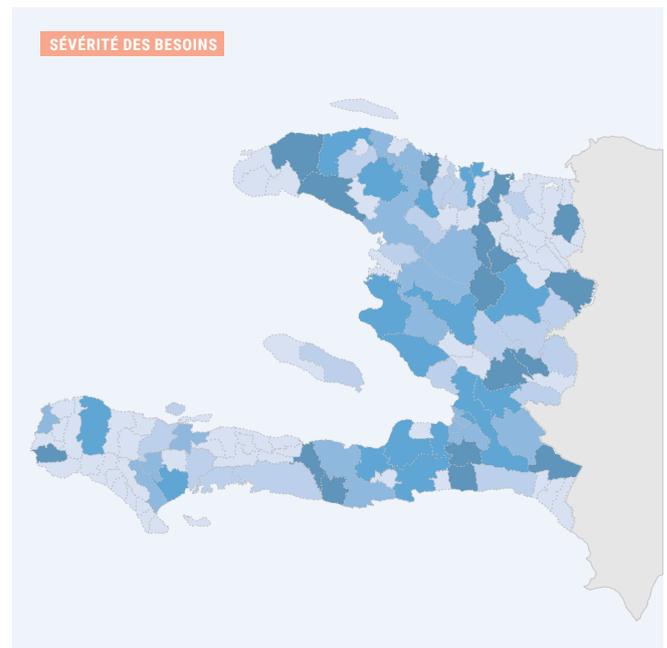
817k

SÉVÉRITÉ DES BESOINS

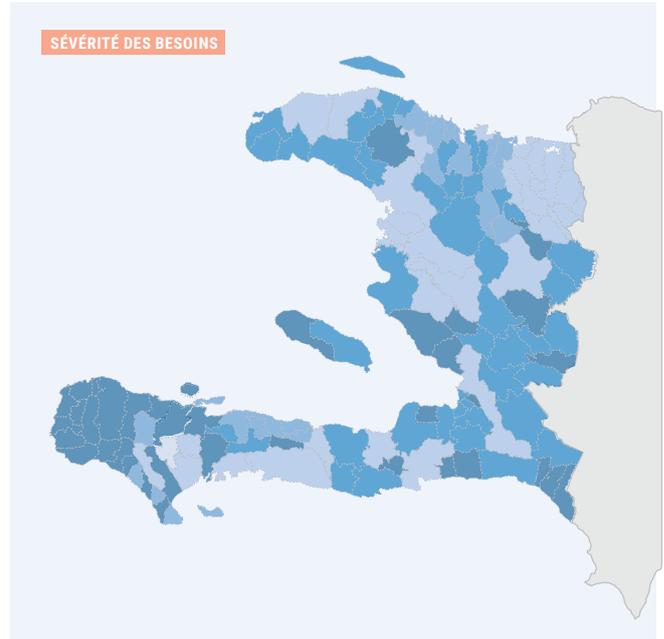
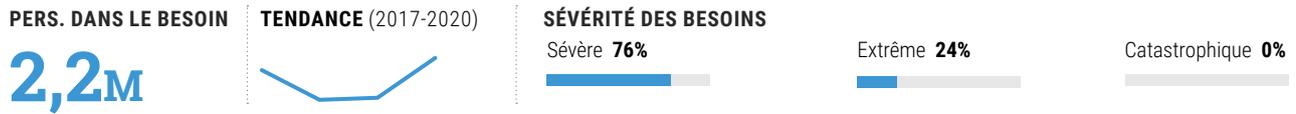
Sévère **21%**

Extrême **67%**

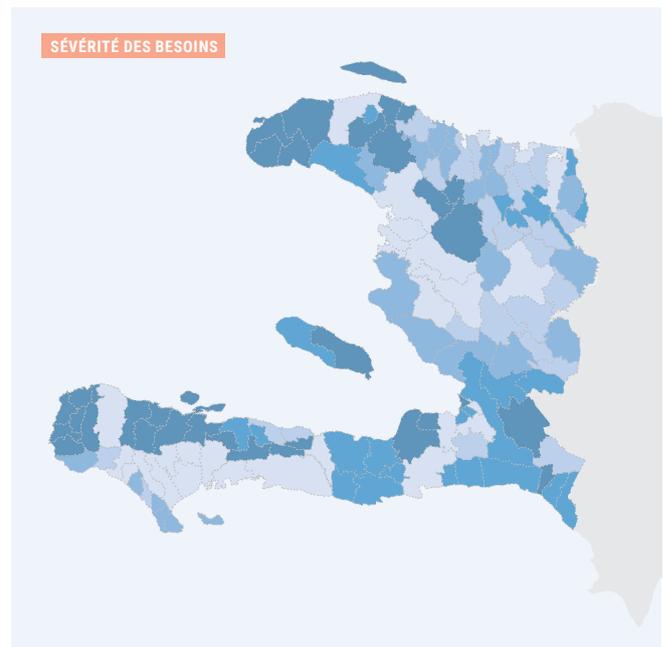
Catastrophique **12%**



3.7 Santé



3.8 Sécurité alimentaire



3.1

Abris/Biens non alimentaires



DANS LE BESOIN	FEMMES	ENFANTS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
516k	61%	73%	85%	10%	5%

Aperçu de la situation

La récurrence des désastres naturels soudains en Haïti tels que les cyclones, les séismes et les inondations liés aux facteurs structurels comme la faible gouvernance et les conditions socio-économiques précaires, ont un impact majeur sur la situation de l'abri de la population haïtienne. Le manque de planification urbaine, les conditions précaires de l'habitat et la faible qualité de construction des habitations affectent principalement les populations les plus vulnérables à travers le pays.

Les récentes inondations de 2019, le séisme d'octobre 2018, l'ouragan Matthew d'octobre 2016 et le tremblement de terre de 2010 ont eu des répercussions majeures, encore bien visibles sur les habitations des ménages les plus vulnérables et sur les infrastructures publiques des communautés, notamment dans les zones rurales des départements de l'Ouest, du Nord, du Nord-ouest, de l'Artibonite, des Nippes, du Sud et de la Grand'Anse. Des dommages considérables ont mis à rude épreuve les populations les plus vulnérables qui vivent toujours dans des abris de fortune construits par leurs propres moyens, sans appui et sans assistance technique, en aggravant leur vulnérabilité face à d'éventuels désastres naturels.

Le 6 octobre 2018, le séisme de magnitude 5,9 qui a touché les départements du Nord, Nord-ouest et l'Artibonite, a causé, d'après l'évaluation menée par la protection civile, la destruction de 2 700 maisons et laissé 13 000 personnes sans-abris. De plus, des dégâts importants sur 29 500 maisons ont amené 150 000 personnes à vivre dans des "conditions précaires" en termes de protection, sécurité et santé, immédiatement après le séisme. En outre, 260 bâtiments publics ont été endommagés et leur utilité normale en terme d'écoles, d'abris collectifs et d'hôpitaux a été réduite à néant. Cela a impacté directement les communautés. Après un an, à cause du manque de financement, aucune assistance à la réhabilitation ou reconstruction n'a toujours pas pu être apportée, à l'exception d'un chiffre limité de matériels de première urgence : des bâches et des kits qui ont été distribués immédiatement après le désastre aux familles les plus vulnérables. Cette situation a bien évidemment eu des répercussions sur le contexte déjà précaire des populations des zones susmentionnées, qui ont dû faire face à un niveau d'insécurité très élevé dû au manque de protection garantie par un abri. En effet, on remarque dans les zones manquant d'assistance dans le secteur Abri, une augmentation de cas en

besoin d'assistance en protection, de VBG, diffusion de maladie et augmentation d'insécurité alimentaire et malnutrition. L'accès à un abri sûr et fiable, s'avère être une base primordiale pour le relèvement des familles. Le manque de financement en 2019 a également fragilisé la population. Des évaluations approfondies du secteur sur les communes les plus touchées, ont pu être effectuées seulement 8 mois après le tremblement de terre à cause du manque de financement. Les évaluations approfondies ont été menées sur les communes de Chansolme, Gros-Morne, Saint-Louis du Nord et certaines sections communales de Port-de-Paix. Les premières données ont révélé des résultats extrêmement intéressants sur les conditions de fragilité dans lesquelles les familles vivent. Une deuxième phase de cet exercice a été récemment approuvée pour évaluer d'autres communes. Selon les évaluations approfondies menées par le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), il y a environ 2 000 maisons à reconstruire et 24 000 maisons plus 170 structures publiques à réparer. L'analyse des besoins en abri a pris en considération les dégâts des maisons couplées avec une enquête sur les ménages à propos des conditions de vulnérabilité des familles et des questions liées à la protection. Cette étude a révélé un total de 335 maisons et 2 050 familles présentant une vulnérabilité critique et ayant besoin respectivement de reconstruction et de réparation de maisons.

Une analyse plus approfondie lancée sur la commune de Chansolme ainsi qu'une analyse des données des évaluations du MTPTC et du Système d'Information du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (SIMAST) montrent que parmi les 130 foyers ciblés par les enquêtes, les familles dont les maisons ont été marquées comme extrêmement dangereuses à cause des dégâts dû au séisme ont une exposition à la vulnérabilité majeure de 20% par rapport à celles qui n'ont pas eu de dommage lors du tremblement. Cet élément met donc en évidence que la vulnérabilité et les conditions de la structure des abris sont fortement liées. Par ailleurs, parmi les habitants avec des maisons extrêmement endommagées, 20% sont affectées par des maladies chroniques et 50% exploitent les alentours de leurs maisons pour mener des activités agricoles qui étaient leur principale source de revenu avant le séisme. Un double aspect est à considérer dans ce cas : en effet, les familles, qui considèrent la sécurité de la structure de la maison comme prioritaire, quittent leur foyer en s'éloignant de leurs sources de revenus et donc augmente davantage leur instabilité économique. Dans le cas où la famille n'a pas quitté la maison, elle



Photo: OIM Haïti

est en danger constant dû au fait de vivre dans une maison qui peut tomber à tout moment en causant des morts. D'autres analyses approfondies dans les autres communes et sur la situation des abris collectifs dans les zones les plus affectées par le tremblement de terre 2018 sont en cours et/ou disponibles sur la page du site (<https://www.sheltercluster.org/node/16177>).

En ce qui concerne les crises soudaines, d'après l'analyse des données des fichiers 4W, de l'enquête du SIMAST et de l'évaluation menée par le secteur, un total d'environ 325 000 personnes vivent toujours dans des conditions d'extrême vulnérabilité dans les départements de la Grand'Anse, Sud et Nippes depuis l'ouragan Matthew. En particulier dans les communes de Fonds des Nègres, Anse-à-Veau, L'Asile et Baradères (département des Nippes), les Cayes et Saint-Louis du Sud (département du Sud), Pestel, Anse d'Hainault, Dame Marie et Jérémie (département de la Grand'Anse). Ces familles n'ont reçu aucune ou une assistance humanitaire très limitée en matière d'abris en 2017, 2018, 2019. Certaines familles ont profité d'un réseau de voisinage familial et plusieurs familles partagent la même maison en vivant dans des maisons surpeuplées. En outre, les personnes les plus vulnérables dans les sections communales les plus reculées qui ont perdu leurs maisons vivent dans des abris

de fortune et sont, donc, plus exposés aux maladies, à l'abandon scolaire et à des problèmes de malnutrition. Dans les départements du Grand Sud qui ont été affectés par l'ouragan Matthew, selon l'enquête SIMAST 2018 et les données 4W 2019 du secteur, 45% des individus les plus vulnérables et 38% des personnes mi-vulnérables (catégorie définie par Indice national de privation et de vulnérabilité - INPV) n'ont pu, jusqu'à présent, ni reconstruire ni réparer leur maison. Selon les données intersectorielles, les zones de la Grand'Anse et du Sud présentent des niveaux élevés en termes de sévérité dans les domaines de la nutrition et de la santé. Le fait de ne pas disposer d'un lieu sûr pouvant abriter les gens lors des intempéries et les protéger de l'environnement extérieur, n'a fait qu'empirer leur condition de vie. Un foyer sûr améliore les conditions de vie en termes de sécurité, de santé et d'hygiène. De plus, les données ont montré que le financement à disposition pour la réponse des partenaires humanitaires a atteint moins de 10% des individus ciblés dans la Grand'Anse en 2018.

Les individus les plus vulnérables restant sans abris sont dans une situation de précarité. Leurs capacités de résilience ont également diminué. Le nombre de personnes extrêmement vulnérables aux désastres naturels dans les départements de l'Artibonite, du Centre,

de l'Ouest, de la Grand'Anse, du Sud, du Sud Est, des Nippes et du Nord s'élève à environ 560 000. Malgré cela, les capacités communautaires en prévention et réduction des risques de désastres et notamment les bonnes pratiques à adopter en cas de désastre naturel sont limitées. Entre 70% et 90% des abris provisoires existants ne respectent pas les standards humanitaires SPHERE d'accueil des personnes en cas d'urgence et la connaissance des pratiques de construction du BBS reste insuffisante.

Besoins humanitaires de la population affectée

Le secteur Abris/BnA a estimé à environ 560 000 le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire en 2020, considérant le niveau de sévérité critique. Ci-dessous, la description détaillée des besoins :

1. Environ 110 000 personnes affectées par les inondations 2019 dans les communes de Ouanaminthe, Petit Goâve et par le tremblement de terre 2018 dans les communes de Gros Morne, Port-de-Paix, Chansolme, Saint-Louis du Nord, Bassin Bleu ne sont plus protégées des intempéries et se retrouvent exposées à toutes sortes de maladies. Leur sécurité est en danger, n'ayant plus un espace sûr pour s'abriter. Les connaissances très limitées des communautés sur les principes de base de reconstruction plus sûre, ainsi que la faible mitigation et gestion des risques et des désastres dans les zones les plus exposées, accroît la vulnérabilité des communautés aux désastres naturels et expose les personnes dans les catégories protégées.
2. Entre 1 000 et 7 000 haïtiens sont déportés de Bahamas et nécessitent une assistance en abris et BnA immédiate, les 11% sont des femmes.
3. Environ 400 000 personnes dans les zones les plus à risque des désastres naturels n'ont pas d'abris collectifs à disposition fonctionnelles et en cas d'urgence ils ne peuvent pas se rendre dans un endroit sûr.
4. Environ 400 000 personnes vivent dans des zones fortement à risque de désastres naturels et perdront potentiellement l'accès à tous leurs biens non alimentaires. En outre, 26% de ces personnes n'ont pas de document d'identité et ne dispose que d'un accès limité aux services vitaux.

Conséquences humanitaires sectorielles

- Les individus dans les zones affectées par le tremblement de terre 2018, départements de Nord-ouest et Artibonite, continuent à vivre dans des bâtiments fortement endommagés et sont exposés à un risque de mort élevé. Parmi la composition du ménage, 13% sont des personnes âgées ou chef de famille monoparental. 10% sont des femmes et 3% des hommes. 14% de la population dans les zones du tremblement de terre de 2018 sont des femmes enceintes ou allaitantes. 9% des ménages vivent avec une personne avec handicap et 10% des personnes ont une maladie chronique. Les individus qui n'ont pas reçu d'assistance en matière d'abri sont forcés de se déplacer vers

les villes ou à l'extérieur du pays pour trouver un abri ou des opportunités économiques. Le besoin de déménager dû à la précarité de leur maison augmente le risque de ne pas être en mesure de faire face à la production de nourriture ou de revenus nécessaires pour subvenir aux besoins de la famille.

- Les membres des familles sont confinés dans des abris de fortune avec un manque d'intimité, des structures d'hygiène et assainissement presque inexistantes et par conséquent exposés aux pathologies de tout genre. La promiscuité augmente les risques des violences basées sur le genre et des violences sexuelles, même celles commises sur les filles et garçons plus jeunes. Elle augmente également la probabilité d'abandon scolaire précoce et, en général, crée une instabilité ayant un impact important sur les chances de développement des enfants. Le manque d'abri adéquat est un facteur de vulnérabilité constant qui affecte tous les autres secteurs. En effet, en réunissant tous les secteurs de l'action humanitaire, nous pouvons constater que les régions les plus vulnérables du pays sont celles où un événement naturel récent a provoqué des dommages substantiels aux abris.

Suivi

La matrice 4W est l'outil principal du suivi de l'évolution des besoins du secteur. Le secteur s'assurera de la collecte mensuelle des données répertoriées par sexe et par âge auprès des partenaires. Ces données, après analyse, seront partagées avec les partenaires. En outre, les visites de terrain constituent également un moyen efficace que la coordination utilise dans le suivi d'évaluation des besoins du secteur Abris/BnA. Des enquêtes ménages seront effectués à travers les partenaires du secteur dans les zones les plus à risque. Ces enquêtes prendront en compte le niveau de vulnérabilité des familles.

Les indicateurs suivants sont suivis par le secteur

- Nombre de personnes ventilé par sexe et par âge qui ont besoin de BnA et qui vivent dans les zones les plus à risque;
- Nombre des personnes ventilé par sexe et par âge qui ont des habitations endommagées/détruites ;
- Nombre de personnes ventilé par sexe et par âge qui ont accès à un abri collectif fonctionnel et opérationnel dans les zones les plus à risque de désastres naturels.

Indicateurs

#	INDICATEURS	CONSÉQUENCE HUMANITAIRE	SOURCE
01	Pourcentage de ménages n'ayant pas un minimum d'avoirs en propriété (NFI)	Conditions de vie	Evaluations des bâtiments post séisme 2018 (juillet 2019)
02	Pourcentage de ménages/déclarant des habitations endommagées/détruites, par type de dommage	Conditions de vie	Données 4W
03	Nombre de personnes a risque d'être affectées par un désastre dans le besoin d'accès à un abri collectif fonctionnel et opérationnel	Résilience	Projection du secteur Abris et NFI

3.2 Choléra



DANS LE BESOIN

145k

FEMMES

50%

ENFANTS

22%

SÉVÈRE

100%

Aperçu de la situation

Depuis son éclosion en octobre 2010, le choléra a représenté une cause importante de morbidité et de mortalité en Haïti, avec 783 458 cas suspects (dont 9 792 décès). Cependant, au cours de cette période (octobre 2010 – novembre 2019), des progrès importants ont été enregistrés de manière continue, notamment pour l'année 2019. Le nombre de cas suspects est, en fait, passé de 14 900 par semaine en 2011 à une moyenne de 14 cas par semaine en 2019.

Pour les 40 premières semaines de 2019, un total de 680 cas suspects a été déclaré par le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), soit une baisse de plus de 81% par rapport à la même période en 2018 (**Figure 1**). Au total, cette année, 3 décès ont été notifiés (2 par les institutions et 1 par les communautés) à la 2e et la 6e semaine épidémiologique. Aucun cas confirmé de choléra n'a été signalé depuis février 2019.

Ces évolutions témoignent l'efficacité des mesures adoptées par les autorités sanitaires avec l'appui de l'OPS/OMS, l'UNICEF et les ONG nationales et internationales sur le terrain. Ils suggèrent également que l'élimination de la maladie avant 2022 est tout à fait envisageable. Néanmoins, dans la crise sociopolitique actuelle et avec des conditions d'eau potable, assainissement et hygiène encore très précaires dans la majorité des communes à risque, la vulnérabilité pour une possible recrudescence de l'épidémie, y inclus d'autres maladies diarrhéiques, reste élevée. Pour cette raison il ne faut pas

baisser la garde, mais renforcer davantage le système de surveillance, d'alerte – réponse et la coordination à tous les niveaux, ainsi que les activités WASH de prévention, afin d'assurer une capacité de réponse auprès du Gouvernement pour des possibles futures flambées de choléra, ainsi que d'autres maladies diarrhéiques.

Besoins humanitaires de la population

En considérant la situation actuelle, dont les progrès sont encourageants mais encore très fragile, on estime que le nombre de personnes qui auront besoin d'une assistance humanitaire en 2020 par le secteur Choléra s'élève à 144 800. Cela représente une baisse de 57% comparativement à 2019. D'une part, cette diminution reflète le changement de méthode pour l'estimation de personnes dans le besoin, lequel prend en compte toutes les personnes qui devraient recevoir une assistance suite à la détection de cas suspects du choléra et de diarrhée aqueuse aiguë sévère. D'autre part, cela confirme l'amélioration effective de la situation relative au choléra.

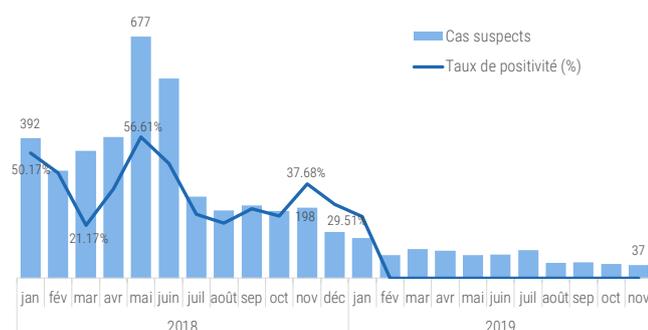
La grande majorité (89%) de personnes dans le besoin seront concentrés dans les départements de l'Artibonite, du Centre et de l'Ouest, les zones à plus haute persistance depuis le début de l'épidémie. En termes d'âge, toutes les catégories pourront être touchées. Cependant, en cas de flambée, le pourcentage de cas âgés de 5 ans ou plus pourrait augmenter par rapport au cas de moins de 5 ans. En général, le choléra n'est pas une maladie qui se différencie entre les genres, ainsi les femmes et les hommes en Haïti auront essentiellement le même risque de contracter la maladie.

Dans ce contexte d'urgence humanitaire lié à la crise sociopolitique, les populations les plus pauvres et marginalisées (comme les déplacés internes) seront encore plus exposées au risque du choléra en raison de leur difficulté à accéder aux services sanitaires, à l'eau propre et à l'assainissement. Les détenus représenteront une autre catégorie de la population particulièrement vulnérable à cause de leur exposition dans les établissements pénitentiaires à plusieurs facteurs qui favorisent une transmission accrue et soutenue de la maladie (par exemple, le manque d'eau propre et d'assainissement, l'absence de soins de santé et la surpopulation).

Conséquences humanitaires sectorielles

Le choléra pourrait avoir un impact négatif sur le bien-être physique et mental, les conditions de vie et la capacité de résilience de

Figure 1. Nombre de cas suspect de choléra et taux de positivité (%) en Haïti, 2018 – 2019



Source : MSPP

milliers d'haïtiens. Cela est dû au fait que les personnes affectées seront incapables de s'engager dans des activités économiques de subsistance et contribuer au bien-être de leur famille. En fait, une réduction du revenu net disponible combiné avec des dépenses sanitaires élevées dues à la maladie pourrait avoir pour conséquence que les ménages disposent de moins de ressources pour satisfaire les besoins essentiels tels que la nourriture et le logement.

Face à cette sombre perspective, certaines personnes et ménages pourraient faire recours à l'utilisation de mécanismes d'adaptation négatifs, notamment le travail forcé et l'exploitation sexuelle. Les populations les plus vulnérables à ce type d'exploitation sont les femmes, les adolescents et les enfants.

Suivi

Le suivi de la situation épidémiologique et des interventions pour le secteur choléra continuera d'être assuré par les agences impliquées (OPS/OMS et UNICEF) et leurs partenaires sur le terrain sous le

leadership du MSPP et ses entités centrales et départementales (Direction d'Épidémiologie, de Laboratoire et de la Recherche ; Unité d'Appui à la Décentralisation Sanitaire ; et les Directions Sanitaires concernées) en ligne avec le Plan National pour l'Élimination du Choléra en Haïti.

Le suivi sera réalisé à travers la collecte et l'analyse des données du système de surveillance national. Ces quatre indicateurs seront monitorés régulièrement :

- Nombre hebdomadaire de cas suspects par commune ;
- Taux d'incidence de cas suspects pour 10 000 habitants par commune ;
- Taux d'incidence de diarrhées aqueuses aiguës pour 10 000 habitants par commune ;
- Nombre de tests positifs au *Vibrio cholerae* au laboratoire.

Indicateurs

#	INDICATEURS	CONSÉQUENCE HUMANITAIRE	SOURCE
01	Nombre de cas suspects de choléra	Résilience	MSPP - Ministère de la Santé Publique et de la Population: Profil statistique du choléra Projection du secteur Santé

3.3

Eau potable, assainissement et hygiène



DANS LE BESOIN	FEMMES	ENFANTS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
770k	50%	39%	45%	29%	26%

Aperçu de la situation

Haïti a été confrontée à la plus grande épidémie de choléra depuis le 20^{ème} siècle, cumulant plus 820 000 cas suspects depuis 2010. Les réponses rapides et cordons sanitaires mis en place par le secteur Choléra et WASH ont largement contribué à une réduction sans précédent de la progression de l'épidémie, avec seulement 626 cas reportés en 2019 (jusqu'à la semaine 39), contre 3 777 en 2018³⁹. Mais en parallèle, Haïti enregistre plus de 68 000 cas de diarrhées aiguës sur les 12 derniers mois, avec des poches d'incidences très marquées dans certaines communes, notamment dans le département de l'Artibonite, des Nippes, du Centre et du Nord pour les diarrhées aiguës aqueuses (DAA) et sanglantes (DAS).

La sécheresse qui a fragilisé une partie du pays ne s'est pas traduite par un tarissement des sources d'approvisionnement en eau de longue durée, mais sur la base des estimations du Secteur Nutrition, 65 530 enfants de moins de cinq ans souffriront de malnutrition en 2020. Dans les zones où l'accès à l'eau potable n'est pas garanti, le cercle vicieux diarrhée-malnutrition aggravera les risques de morbidité et mortalité des enfants atteints.

Haïti est exposé à plusieurs risques de désastres naturels qui ont par le passé durement frappé les populations les plus vulnérables. Les inondations, séismes et ouragans continuent de menacer Haïti chaque année, fragilisant les infrastructures d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement ainsi que l'accès aux produits d'hygiène de base.

Suite à la situation de "pays lock" que connaît le pays de manière récurrente, les personnes vivant dans des institutions publiques (maisons d'enfants, centre de santé, hôpitaux, centres pénitentiaires) sont dans le besoin d'une assistance d'approvisionnement en eau potable, produits d'hygiène de base et parfois vidange de fosses septiques d'urgence pour rétablir l'accès aux toilettes. En 2019, une vingtaine d'établissements ont fait part de leurs besoins urgents à 2 reprises lors des "lock" de février et septembre/octobre.

Ces épidémies et désastres naturels impactent Haïti d'autant plus que l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène est très faible, 60% des ménages n'ont ni eau, ni savon à domicile pour se laver les mains, 66% ne traitent pas l'eau avant de la boire et 26% n'ont pas

accès à une source d'eau améliorée (40% en zone rurale).⁴⁰

Besoins humanitaires de la population affectée

Les personnes affectées par les diarrhées aiguës et la malnutrition dans les communes d'incidences anormalement élevées sont dans le besoin d'accès à une eau potable sûre et/ou de produits de traitement d'eau à domicile accompagné de promotion de l'hygiène (personnel, domestique et alimentaire) afin d'enrayer la transmission faeco-orale.

L'institution étatique WASH (DINEPA) a besoin d'être appuyée par la communauté humanitaire pour se préparer à répondre aux désastres naturels, notamment par des formations du personnel institutionnel et issu de la société civile, au plus près des populations à risque, par le renforcement des stock de contingence, la décentralisation de la coordination sectorielle vers les départements les plus à risques, à travers la mise aux normes des abris provisoires et la protection des infrastructures WASH des communes les plus exposées. De surcroît, le secteur WASH prévoit le besoin d'assistance d'environ 30 000 personnes affectées par des désastres naturels en 2020, étant donné la récurrence des inondations éclair à chaque saison cyclonique.

En temps de « pays lock », les institutions abritant des personnes dépendantes du services privés ou publics extérieurs tels que les centres pénitentiaires, les maisons d'enfants et les hôpitaux, ont besoin d'un appui ponctuel d'approvisionnement en eau potable ou carburant, produits d'hygiène de base et vidange d'urgence pour rétablir l'accès aux toilettes.

Le nombre total de personnes dans le besoin du secteur WASH est de 690 000 personnes en difficulté d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux produits d'hygiène de base :

- 215 000 personnes membres de ménages (105 000 hommes et 110 000 femmes dont 100 000 enfants) dont un des membres est touché par une diarrhée aiguë aqueuse ou sanglante dans les communes les plus incidentes ;
- 47 000 personnes membres de ménages (23 000 hommes et 25 000 femmes dont 21 000 enfants) dont un des membres est touché par la malnutrition dans les communes les plus incidentes ;
- 7 000 personnes, (3 400 hommes et 3 570 femmes dont 3 200

enfants), touchées par la crise socio-politique en difficulté d'accès à l'eau potable et aux produits d'hygiène de base ;

- 45 000 touchées par un désastre naturel en difficulté d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux produits d'hygiène de base ;
- 20 000 personnes en situation de déportation forcées ont besoin de produits d'hygiène de première nécessité ;
- 400 000 personnes vivant dans les communes à risques de désastres naturels pouvant compromettre l'accès aux services de base EPAH.

Conséquences humanitaires sectorielles

Les conséquences humanitaires du secteur WASH relèvent de l'amélioration des conditions de vie.

Suivi

Les besoins d'intervention WASH dans les zones de fortes incidences épidémiques et/ou de malnutrition aiguë seront suivis de manière mensuelle par le secteur WASH avec la DINEPA en chef de file, en coordination avec la Direction d'Épidémiologie, de Laboratoires et de Recherche (DELR) du Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP).

Les alertes climatiques seront également suivies par le secteur WASH de manière hebdomadaire à travers les alertes du NOAA et de l'Unité Hydrométéorologique d'Haiti.

Indicateurs

#	INDICATEURS	CONSÉQUENCE HUMANITAIRE	SOURCE
01	Nombre de personnes dont un membre du ménage est atteint de malnutrition étant dans le besoin d'accès à des services WASH	Conditions de vie	MSPP Système d'Information Sanitaire National Unique (SISNU)
02	Nombre de personnes affectées par un désastre dans le besoin d'accès d'urgence aux services WASH	Résilience	EMMUS VI 2016 (Tableau 11.1.1 pg 202)
03	Nombre de personnes affectées par la crise socio-économique en difficulté d'accès à l'eau	Résilience	Les enquêtes SMART partielles de 2017 dans la Grand-Anse et le Sud
04	Nombre de personnes dont un membre du ménage est atteint de diarrhées aiguës au cours des 30 derniers jours et ayant un besoin d'accès à des services WASH	Conditions de vie	Projection du secteur WASH
05	Nombre de personnes dont un membre du ménage est atteint de typhoïde étant dans le besoin d'accès à des services WASH	Conditions de vie	

3.4 Éducation



Aperçu de la situation

Les désastres naturels récurrents et les troubles socio-politiques ont affecté grandement le secteur de l'Éducation au cours des dernières années. Conjugués au manque d'accès aux services de base et à des infrastructures déficientes ou inexistantes, les inégalités et la pauvreté chronique ont aussi contribué à affaiblir davantage les familles les plus vulnérables et réduire leurs capacités d'investissement éducatifs. Suivant les informations publiées par le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) et d'autres acteurs de la société civile, environ 3 millions de filles et de garçons ont vu leur éducation s'arrêter durant la crise socio-politique qui a secoué le pays. De leurs côtés, les partenaires du secteur éducatif estiment à presque 136 000, le nombre de personnes en besoin d'assistance humanitaire en éducation dont environ 74 000 filles et garçons suivant le niveau de sévérité majeur, sévère et critique.

Le contexte humanitaire en Haïti rentre dans une nouvelle phase avec les tensions sociales et politiques et la crise économique qui secouent le pays dans son ensemble depuis juillet 2018 et qui se sont aggravées au cours des premiers mois de l'année académique 2019-2020. Les élèves fréquentant les 70% des écoles situées dans les grands centres urbains ont dû perdre plus de 50 jours de classe de septembre à 15 novembre. Ces troubles sociopolitiques, ajoutés à la crise économique qui en résulte et aux impacts des récents désastres naturels, sont venus exacerber les inégalités et le niveau de pauvreté chronique des familles les plus vulnérables en particulier les familles monoparentales dirigées par des femmes, les familles ayant des enfants vivant avec des handicaps et les familles victimes des actes de violence physique. Tous ces facteurs risquent de compromettre le droit à l'éducation des enfants surtout ceux issus des familles vivant dans les zones urbaines et rurales du pays les plus touchées par la crise et les désastres.

Bien que l'éducation est reconnue comme un droit fondamental sur le plan national et international, pourtant près de 320 000 filles et garçons en âge d'être scolarisés sont en dehors du système scolaire. Ils sont donc privés de leur droit à l'éducation. De plus, environ 100 000 enfants continuent à fréquenter des écoles endommagées et non réhabilitées dans les départements de l'Artibonite, du Nord-Ouest, du Nord, du Sud, des Nippes, de la Grand'Anse suite au séisme du 6 octobre 2018 et au passage de l'ouragan Matthew. Ces enfants

qui étudient dans des structures fragilisées perdent de nombreux jours de classe en période pluvieuse et la plupart sont à risque d'être victimes aux moindres secousses sismiques dans un pays exposé aux catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre, les cyclones et les inondations. Sur plus de 1 200 établissements scolaires du pays affectés par les désastres naturels depuis 2010, environ 30% n'ont pas encore été réhabilités ou reconstruits, soit 396 établissements scolaires.⁴¹

Il convient de rappeler que des 50 000 élèves affectés par le séisme d'octobre 2018, seulement 5 000 ont reçu une assistance grâce aux financements CERF : 45 000 nécessitent toujours une assistance en termes d'amélioration de l'espace d'apprentissage, matériel, appui psychosocial, etc. Enfin, plus de 3 600 enseignants et personnels éducatifs qui exercent dans des écoles servant d'abris provisoires et dans les zones les plus à risque de désastres naturels, ont des compétences limitées ou inexistantes sur la prévention des désastres et la gestion des abris provisoires et devront être formés.

La crise socio-politique qui affecte le pays depuis plusieurs mois, a des effets néfastes sur la scolarisation des enfants et sur le système éducatif dans son ensemble. Les établissements scolaires n'ont pratiquement jamais pu fonctionner normalement depuis la réouverture des classes le 9 septembre 2019. Des écoles ont été victimes d'attaques au cours des manifestations de rue et d'actes d'intimidation de la part des opposants et ont été contraintes de fermer leurs portes. De plus, la diminution des ressources des familles à la suite de l'arrêt quasi-totale des activités économiques depuis septembre 2019 en Haïti ou plus de 82% des personnes sont des travailleurs autonomes (IHSI, 2009, cité dans OIM, 2015)⁴², la fermeture définitive de plusieurs entreprises mettant au chômage des centaines de milliers de travailleurs y compris des enseignants, la dépréciation de la Gourde et l'inflation, l'augmentation de manière exponentielle des coûts du transport pour les usagers due au problème d'approvisionnement en carburant augmentent les coûts d'opportunité et augmentent les obstacles liés à la scolarisation des enfants dans un système ou plus de 85% des établissements scolaires sont privés et donc payants. Tous ces facteurs rendent difficile l'accès à l'éducation pour de nombreux enfants. Les filles des familles les plus vulnérables deviennent de plus en plus à risques d'être victimes d'abus et d'exploitation sexuelle. Les quartiers vulnérables de la capitale sont les plus à risque. D'après les évaluations de plusieurs partenaires ONG⁴³ actifs dans les zones

vulnérables de la capitale, il est estimé que presque 70 000 enfants ont des besoins d'assistance humanitaire dans le domaine éducatif à Martissant et à Cité Soleil. Ce constat est aussi réalisé dans beaucoup de quartiers des départements du Sud, de la Grand'Anse, de l'Artibonite, du Nord-Est et éventuellement, si la crise perdure, dans d'autre département comme le Nord. On estime que plus de 8 000 enfants vivant dans des familles très précaires des quartiers défavorisés de la ville des Cayes auront des difficultés pour reprendre les activités scolaires une fois que la situation se sera normalisée.⁴⁴

Besoins humanitaires de la population affectée

Selon les estimations du secteur Éducation, environ 136 000 enfants et plus de 3 000 enseignants/ membres de la communauté éducative auront besoin d'une assistance humanitaire en 2019. Ces besoins humanitaires se traduisent par des besoins spécifiques pour les enfants et la communauté éducative.

- les enfants en dehors du système scolaire ont besoin d'appui afin de faciliter leur intégration dans un système éducatif inclusif et de qualité, notamment à travers des programmes alternatifs et accélérés ;
- les filles et les garçons des familles les plus vulnérables qui ont eu leur éducation interrompue à la suite des désastres naturels, dont le séisme d'octobre 2018 et ceux dans les quartiers urbains les plus vulnérables, à la suite de la crise socio-politique, ayant besoin d'appui pour réduire les coûts directs et indirects liés à l'éducation ;
- le MENFP et la communauté éducative dans les zones affectées par les désastres naturels ont besoin d'appui afin de (i) mettre en place l'établissement d'espaces temporaires d'apprentissage là où les établissements ne sont toujours pas disponibles et (ii) remettre en état- aménager-équiper les espaces éducatifs endommagés, pour faciliter le retour à l'école des enfants ;
- les enfants et les enseignants des quartiers vulnérables en zone métropolitaine qui ont subi de plein fouet les crises sociopolitiques et qui ont des besoins accrus en appui psychosocial et en compétences minimales afin de pouvoir contrecarrer le stress négatif engendré par ces situations de tension et faciliter l'apprentissage des filles et des garçons ;
- les enseignants, directeurs et inspecteurs du public et du non public notamment dans les quartiers métropolitains vulnérables ont besoin de renforcer leurs capacités dans des domaines ayant trait à l'éducation à la paix, la discipline positive et le support psychosocial afin d'assurer que les écoles deviennent des véritables zones de paix où l'enfant se sente protégé, en sécurité et puisse apprendre ;
- les enseignants, directeurs et inspecteurs du public et du non public notamment dans les zones les plus à risque de désastres naturels ont besoin d'appui pour renforcer leurs capacités dans le domaine de la réduction des risques liés aux désastres naturels afin de renforcer la résilience des établissements

scolaires et assurer la protection des enfants en cas de catastrophes ;

- le personnel du MENFP au niveau déconcentré a un besoin toujours pressant de renforcer ses compétences sur la prévention et la gestion des risques de catastrophes afin de réduire la vulnérabilité du secteur éducatif sur le long terme.

Conséquences humanitaires sectorielles

- Les filles et les garçons des familles les plus vulnérables risquent d'être victimes de déperdition scolaire et de redoublement. Même en cas de reprise éventuelle des activités académiques, ces enfants risquent d'être privés de leur droit à l'éducation puisque leurs parents rencontreront des difficultés à payer les frais scolaires. Leur accès à des opportunités d'apprentissage sera donc limité. Des filles pourraient être victimes des cas d'abus et d'exploitation sexuelle pour se faire payer leurs études, et des garçons pourraient continuer à être utilisés dans des mouvements de protestation comme les barrages des routes ;
- Plus de 60% des écoles non-publiques risquent de fermer définitivement leurs portes face à l'impossibilité des parents de payer.⁴⁵ Ceci contribuerait à accroître la perte massive d'emplois dans le secteur de l'Éducation et contribuer à la migration massive externe. La crise globale, ajoutée aux problèmes d'insécurité physique, alimentaire et d'emploi, risque de provoquer un exode massif des haïtiens vers les pays de la région.

Suivi

Le secteur éducation en urgences, à travers la présence des partenaires sur le terrain, et notamment dans les zones vulnérables des aires métropolitaines, sera en mesure de faire le suivi de l'évolution des besoins des populations affectées et de la situation dans les écoles. De plus, le système de contrôle et suivi du MENFP, à travers son réseau d'inspecteurs (etc.) permettra de suivre et analyser l'évolution des effectifs des élèves dans les salles de classes.

Les principaux indicateurs qui seront monitorés seront ceux relatifs à la fréquentation et l'abandon des élèves qui permettront d'analyser la situation quant aux besoins en termes d'accès et rétention.

Indicateurs

#	INDICATEURS	CONSÉQUENCE HUMANITAIRE	SOURCE
01	Pourcentage de filles et de garçons de 5 à 17 ans ayant besoin d'une assistance en éducation	Conditions de vie	<p>Étude sur les enfants en dehors du système scolaire UNICEF/MENFP 2017</p> <p>Projection du secteur Éducation</p> <p>Les enquêtes SMART partielles de 2017 dans la Grand'Anse et le SUD</p>

3.5 Nutrition



DANS LE BESOIN

66k

FILLES

52%

GARÇONS

48%

SÉVÈRE

26%

EXTRÊME

44%

CATASTROPHIQUE

30%

Aperçu de la situation

La situation nutritionnelle reste préoccupante dans l'ensemble du pays avec plus de 20 420 enfants malnutris aigus admis de janvier à septembre 2019 (Source, SISNU MSPP) dans les structures sanitaires (le HRP 2019 prévoyait 19 000 enfants en situation de malnutrition aiguë). De même, les structures sanitaires indiquent des taux de malnutrition aiguë globale pouvant atteindre jusqu'à 10% dans les départements les plus affectés.

Les données du dépistage nutritionnel réalisé dans la communauté et les structures sanitaires indiquent des taux de malnutrition aiguë globale supérieurs à 5% ; dans sept départements sur 10 que compte le pays (une enquête SMART nationale est en cours de réalisation au moment où ce document est rédigé). L'augmentation de cas de malnutrition aiguë est due, entre autres, à l'insécurité alimentaire exacerbée par la crise sociopolitique, la dépréciation de la monnaie locale ayant fortement affecté le revenu des ménages. A cela, s'ajoutent les pratiques inadéquates d'allaitement et d'alimentation des jeunes enfants et nourrissons, les maladies infantiles, notamment la diarrhée et les maladies respiratoires aiguës qui fragilisent l'état nutritionnel des enfants déjà sous-alimentés, la faible couverture vaccinale et de supplémentation en vitamines et micronutriments et, enfin, le faible accès à l'eau potable et au service de santé.

De plus, depuis trois ans, il n'y a pas de plan budgétisé pour la nutrition au niveau national. En 2018, une allocation d'environ 30 000 000 HGT a été allouée à l'Unité de coordination du programme national de nutrition (UCPNANU) pour l'achat d'AK mille, un aliment de complément pour les enfants malnutris modérés. L'absence d'allocations nationales pour la nutrition limite la capacité du Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) à conduire les activités préventives et curatives et assurer la qualité de service à travers les missions de suivi et de supervision formative au niveau communautaire et institutionnel.

Besoins humanitaires de la population affectée

Les enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë nécessitant une prise en charge via des aliments thérapeutiques, des médicaments et requièrent, également, un accès au service de santé et à l'eau potable pour prévenir les maladies diarrhéiques. Les activités promotionnelles sur les pratiques essentielles familiales sont aussi nécessaires pour prévenir la malnutrition. Il est donc

essentiel d'étendre une approche communautaire de prévention de la malnutrition afin de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes.

Pour l'année 2020, le secteur de la Nutrition a estimé que 65 530 enfants de moins de cinq ans dont 34 076 filles et 31 454 garçons souffriraient de malnutrition aiguë dans l'ensemble du pays et nécessiteraient des interventions curatives permettant de sauver des vies.

Conséquences humanitaires sectorielles

- La malnutrition chez les enfants augmente, leur vulnérabilité immunitaire et risque de décès, provoque de grandes souffrances physiques et psychologiques, et diminue leur espérance de vie, une fois adultes.
- La malnutrition baisse la productivité et entrave la croissance économique.

Suivi

Le suivi de l'évolution des besoins sera fait à travers la surveillance nutritionnelle, le suivi des données du Système d'information sanitaire national et unique (SISNU) et la sécurité alimentaire. Le cadre de collaboration nutrition et sécurité alimentaire sera davantage renforcé à travers les rencontres trimestrielles pour faciliter la transmission et l'analyse des données afin d'identifier les besoins. Les indicateurs de suivi seront le nombre de Malnutris aigus sévère (MAS), nombre de malnutris aigus modéré (MAM).

Indicateurs

#	INDICATEURS	CONSÉQUENCE HUMANITAIRE	SOURCE
01	Prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6 à 59 mois	Survie	EMMUS VI 2016 (Tableau 11.1.1 pg 202)
02	Niveau d'insécurité alimentaire	Survie	Les enquêtes SMART partielles de 2017 dans la Grand'Anse et le Sud

3.6

Protection



PERS. DANS LE BESOIN

912k

SÉVÈRE

42%

EXTRÊME

47%

CATASTROPHIQUE

11%

La protection reste une préoccupation majeure en Haïti, tant à cause de l'impact direct de la crise sur la vie des citoyens que par les conséquences de la crise prolongée sur les ressources socioéconomiques. Les risques se matérialisent à travers les violations des droits humains, des retours volontaires et forcés des haïtiens des pays voisins, les risques encourus par les enfants à cause des violences et de la paralysie des établissements scolaires, et les violences basées sur le genre. Ceci s'ajoute à l'expansion des hostilités quotidiennes, la destruction de biens privés et d'infrastructures, et la défaillance des systèmes nationaux de réponse incluant la santé, l'appui psychosocial et légal, les supports sociaux et communautaires.

Sous-secteur

Protection binationale

DANS LE BESOIN

108k

FEMMES

20%

ENFANTS

2%

SÉVÈRE

100%

Aperçu de la situation

Retournés de la République Dominicaine

Depuis l'expiration initiale du délai d'un Plan national pour la régularisation des étrangers (PNRE) en juin 2015, on compte en moyenne 9 000 (98% d'adultes dont 20% de femmes et 80% d'hommes et 2% d'enfants dont 36% de filles et 74% de garçons) retours volontaires et involontaires par mois⁴⁶. En 2019, la tendance reste la même mais le discours nationaliste, la veille des élections dominicaines, est d'autant plus prononcés et pourrait entraîner une recrudescence des retours en 2020.

Retournés au Cap Haïtien / voie maritime

Au retour des haïtiens provenant de la République Dominicaine, s'ajoute les flux de retour des haïtiens interceptés en mer, en

provenance des Etats-Unis, des Bahamas et des Turks and Caicos. Un total de 3 027 migrants haïtiens a tenté d'entrer irrégulièrement aux Etats-Unis en 2019. Ces chiffres représentent le nombre total d'interceptions, de débarquements et de perturbations en mer dans le détroit de Floride, les Caraïbes et l'Atlantique.⁴⁷

Retournés des Bahamas

L'ouragan Dorian a fortement touché les Bahamas en septembre 2019. Selon le dernier recensement national, il y aurait plus de 39 000 haïtiens dont plus de 20 000 sans documents et possiblement irréguliers, et 5 000 réguliers. L'île d'Abaco a été dévastée et une grande partie de l'île était habitée par des travailleurs haïtiens. On calcule au nombre de 7 000 personnes évacuées d'Abaco et autres îles vers Nassau. A l'heure actuelle, 1 000 personnes se trouvaient dans des abris (école) pendant que d'autres se sont réfugiées auprès de famille d'accueil par peur d'être discriminées et/ou être déportées.

En octobre 2019, le gouvernement du Bahamas a émis le souhait de procéder à des déportations de migrants haïtiens irréguliers. Du 10 octobre jusqu'à date, 228 personnes (169 hommes et 59 femmes dont une fille et un garçon accompagnés) ont été rapatriées à Port-au-Prince. Selon les informations recueillies, certains d'entre eux ont subi des violations de leur droits (appréhendés durant la nuit sans possibilité de récupérer leurs documents, pochette de sang extraite sans explication, violences physiques, abus sexuels rapportés, etc.). La plupart sont originaires du Nord du pays. L'accueil digne et sûr pour ces personnes a été mis à mal par le peu de moyens de l'Etat haïtien pour garantir une prise en charge minimum (nourriture, transport, hébergement temporaire) à leur arrivée. A cette date, il n'y a pas d'information sur la quantité exacte de personnes qui seront déportées dans les prochaines semaines mais, parmi les 7 000 évacués, les 1 000 personnes dans les abris seraient les premières visées.

Pour IDPs du tremblement de terre 2010

Suite au séisme de 2010, plus de 1 million de personnes ont été déplacées. En 2019, il reste encore 33 928 personnes (soit 8 419 ménages) dans 22 camps dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et la région des Palmes. A celles-ci s'ajoute les 120 personnes de Petit Goâve, victimes des inondations, en abris provisoires.

Besoins humanitaires de la population affectée

La plupart des migrants déportés/retournés de la République

Dominicaine arrivent sans rien et après avoir passés de longs jours de voyages sans aucun vivre ou suite à plusieurs jours en centre de détention. Certains sont même blessés ou malades. Beaucoup d'entre eux n'ont pas d'attaches familiales et ne sont pas originaires des zones frontalières où ils sont retournés. Les infrastructures des services de base sur la zone frontalière sont limitées et ne peuvent pas toujours couvrir les besoins nécessaires de migrants : nourriture, logement, assistance médicale, assistance juridique, assistance et support psychologique, assistance à la documentation, appui au transport vers leur communautés d'origine etc. Actuellement, les organisations de la société ont peu de financement pour donner une assistance. Dans certains cas, ils doivent choisir entre donner un repas chaud ou donner des frais de transport. Il n'y a pas de programme de documentation pour les migrants adultes ni pour la réinsertion socio-économique. Il est également important de savoir que la présence d'acteurs de protection ainsi que d'institution et leur capacité n'est pas égales sur les différents points frontaliers. Ainsi, si la croix rouge est en mesure de donner un support psychosocial aux migrants arrivés au Centre de ressources frontalière (CRFs) de Ouanaminthe, ils n'ont pas la même capacité sur les autres points frontaliers. Pour 2020, plusieurs enjeux socio-politiques auront des conséquences sur les retours forcés et spontanés, d'une part les élections à venir de la République Dominicaine où persiste un discours nationaliste et d'autre part la situation sécuritaire volatile d'Haïti qui joue comme facteur d'expulsion. Depuis le début de l'année 2019, nous comptons en moyenne 7 000 retours forcés auquel il faut ajouter les retours volontaires qui s'élèvent en moyenne à 2 000.

Les déportés qui arrivent à Cap Haïtien, ont quant à eux passer de longues journées en mer. Les autorités et la société civile du Nord sont démunies face aux besoins des migrants. Le manque de logement d'urgence et l'accès aux services de base est limité dans la région.

Enfin, les déportés de Bahamas rapportent qu'ils ont séjourné entre 19 et 30 jours en centre de détention. Certains n'ont pas reçu à manger, d'autres se sont vu refuser de l'eau ou eu accès à de l'eau salée. Plusieurs rapportent avoir été battus et des femmes avoir été victimes d'abus sexuels. A leur arrivée en Haïti, certains présentent des signes visibles de violence au point de ne pas pouvoir se tenir debout. Tous arrivent sans documents et sans moyens pour se rendre dans leur communauté d'origine.

Pour les PDIs du tremblement de terre 2010

À compter de 2019, l'OIM est le seul partenaire international actif dans les sites de personnes déplacées. En 2019, l'OIM a relocalisé 112 ménages dans la région des Palmes.

33 928 personnes (ou 8 419 ménages) restent déplacées dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et dans la région des Palmes (communes de Léogâne et de Gressier). Le manque de financement a entraîné une réduction drastique du nombre de partenaires travaillant pour apporter une solution durable à la population déplacée. A ce jour certains sites comme celui de Tabarre Isa sont toujours victimes d'exaction d'individus qui continuent de réclamer le terrain dans lequel

ils se trouvent.

Il est probable que cette situation deviendra récurrente si les ressources nécessaires ne sont pas allouées pour faire face à cette crise prolongée, alors que les solutions mises en œuvre jusqu'à présent ont prouvé leur efficacité.

Conséquences humanitaires sectorielles

- Les personnes retournées qui ne sont pas pris en charge sont livrés à elles-mêmes et dès lors plus vulnérables aux abus et à l'exploitation. Elles deviennent aussi des proies faciles pour les trafiquants qui leur offrent leurs services pour les faire repasser de manière irrégulière, les exposant à des risques pour leur santé physique et mentale mais aussi la mort (nauffrage etc.).
- 65% des personnes retournés n'ont pas de documentation ce qui les empêchent d'accéder à certains services de base comme l'éducation ou accès à la santé.
- Les personnes retournées qui n'ont plus d'attaches en Haïti et ne sont pas pris en charge à l'arrivée sont plus vulnérables à l'enrôlement dans des groupes criminels. Ceci est exacerbé par le contexte actuel de crise socio-politique.
- Les personnes qui sont encore dans les camps sont toujours à risques d'exaction par des individus qui réclament leur terrain.

Défis:

- Augmentation des besoins de logement/hébergement
- Réinsertion socio-économique
- Conditions sanitaires des centres d'accueil
- Documentation

Suivi

Le suivi des frontières, le suivi des flux migratoire va permettre de suivre la situation et de bénéficier du profil des retournés ainsi que de leurs besoins. Les enregistrements des migrants retournés des îles, des Etats-Unis et des Bahamas permettront d'avoir une meilleure compréhension des flux ainsi que du profil des migrants et de leurs besoins. Enfin, un suivi des sites de déplacés restant permettra de collecter les informations sur les risques et les besoins encore présents de ces populations.

Sous-secteur

Protection de l'enfance

DANS LE BESOIN

426k

FILLES

50%

SÉVÈRE

55%

EXTRÊME

26%

CATASTROPHIQUE

19%**Aperçu de la situation**

Les problèmes existants en matière de protection des enfants peuvent être exacerbés en période d'insécurité et en cas de catastrophe naturelle. Une fille sur quatre et un garçon sur cinq sont affectés par les violences sexuelles.⁴⁸ 85% des enfants subissent une discipline violente (dont 14% subissent une discipline violente extrême).⁴⁹ Les enfants, plus particulièrement les adolescents, sont vulnérables au recrutement par les gangs. Les enfants associés aux gangs risquent de subir des violences mais aussi de commettre ces violences.

Le contexte humanitaire peut influencer des facteurs multiples et convergents de violence interpersonnelle, notamment l'accumulation de facteurs de stress quotidiens, la perte de pouvoir et de contrôle, les comportements acquis (cycle intergénérationnel d'abus) et les normes de genre inéquitables. Au-delà de ces préoccupations immédiates, la crise actuelle est susceptible d'exacerber l'exploitation sexuelle (échange de services sexuels contre de l'argent, des biens ou des services) des filles et des garçons.

Un enfant sur cinq en Haïti ne vit pas avec un parent biologique.⁵⁰ 25 813 enfants sont dans les institutions dont 80% a au moins un parent vivant⁵¹ et environs 400 000 enfants sont en situation de domesticité [5]. Les risques de séparation de l'enfant augmentent pendant et après les urgences. La fuite (pendant une panique ou pour se sauver suivant un désastre naturel ou des violence communautaire) peut engendrer la séparation familiale. En outre, lorsque les familles sont vulnérables et ne se sentent plus en mesure de prendre en charge tous les besoins de leurs enfants (nutritionnelles, éducation et hébergement) à la suite de la détérioration continue de la situation économique et en lien avec l'insécurité politique, les parents, en espérant garantir le bien-être des enfants, les confient aux institutions ou même à une autre famille pour le travail domestique. Ces enfants ne bénéficiant plus de la protection de leurs familles et de leurs communautés, encourrent un risque élevé de subir des violences y compris des violences sexuelles, de traite et de négligence.

La précarité économique du pays, conjuguée au resserrement des contrôles aux frontières par la République Dominicaine, augmente le risque de séparation des enfants de leur famille lorsqu'ils traversent la frontière pour chercher du travail ou aller à l'école. Les enfants

migrants peuvent être exposés à de la discrimination à l'égard des haïtiens qui pourrait avoir comme conséquence une augmentation potentielle des cas de harcèlement et d'abus contre eux.

Un enfant sur six n'est pas enregistré à la naissance.⁵² Les actes de naissance sont souvent la seule preuve d'identité d'un enfant. Sans un acte de naissance, un enfant risque de devenir apatride. L'acte de naissance facilite également l'accès aux services de base tels que les services sanitaires et l'éducation.

Besoins humanitaires de la population affectée

L'ensemble des 10 départements sont affectés par l'insécurité politique, la précarité économique, la dégradation de la sécurité alimentaire et la malnutrition. Selon les estimations du sous-secteur, 19% des enfants (838 716) dont 50% de filles en Haïti auraient besoin d'une protection. Environ 15% sont en situation de handicap. Il est estimé qu'environ 15 à 20% des enfants affectés par les crises humanitaires auront besoin d'une prise en charge psychosocial individuelle et 75 à 80% des enfants ont besoin d'un soutien psychosocial au niveau communautaire. En plus de l'assistance psychosociale, il est nécessaire d'assurer la gestion des cas, la prise en charge médicale, la prévention de la séparation, la recherche familiale et la réunification familiale toute en assurant la redevabilité auprès de la population cible afin de respecter les principes de précaution et prévenir l'exploitation et les abus sexuels. La zone frontalière dans les départements du Sud-Est, l'Ouest, le Centre et le Nord-Est restent prioritaires afin de minimiser les risques pour les enfants migrants et assurer une prise en charge en cas de situation de séparation familiale (hébergement transitoire, prise en charge psychosociale et médicale, recherche et réunification familiale) lors de séparation familiale.

Les restrictions de circulation découlant de l'insécurité politique et des manifestations populaires bloquent l'approvisionnement quotidien de produits de première nécessité notamment en matière d'eau potable, l'eau pour les besoins de l'hygiène, la nourriture, le propane pour la cuisine, le mazout pour l'éclairage et les pompes à eau pour assurer l'accès des ménages et des services de base à l'eau. Les établissements accueillant un grand nombre d'enfants, notamment les prisons et les institutions, sont particulièrement exposés aux pénuries alors qu'il est nécessaire d'assurer une coordination continue avec d'autres secteurs afin de garantir une prise en charge des enfants en situation de vulnérabilité extrême. Le maintien des enfants à l'école ou même la réinsertion à l'école est un facteur important pour améliorer la protection des enfants (prévention au recrutement des gangs et prévention de la séparation). Le sous-secteur Protection de l'enfant travaille en étroite collaboration avec le secteur Éducation à cet égard. En résumé, il est nécessaire d'améliorer la coordination intersectorielle et cross-sectorielle parmi les humanitaires. Il est également essentiel de renforcer le secteur public en synergie avec les initiatives de développement pour mieux répondre aux besoins en matière de protection de l'enfant afin d'assurer le respect de leurs droits fondamentaux, dans les zones les plus à risque dans le pays.

Conséquences humanitaires sectorielles

- Augmentation des violences sexuelles y compris exploitation sexuelle des enfants ;
- Augmentation des violences physiques contre les enfants ;
- Séparation familiale accroissant le nombre des enfants non accompagnés et sans protection familiale comme conséquence.

Suivi

Le sous-secteur Protection de l'enfant se coordonnera avec les institutions publiques et la société civile ainsi que les groupes du travail protection de l'enfant au niveau national et départemental pour le suivi et le partage de l'information et des alertes. Le sous-secteur collectera les données suivantes :

- # d'enfants non-accompagnés ou séparés qui sont pris en charge temporairement et reçoivent un soutien pour la réunification familiale ;
- # Nombre d'enfants à risque ou survivants d'exploitation et/ou violence ayant bénéficié des services de prise en charge ;
- #de personnes ayant reçu des messages clés sur la protection des enfants.

Sous-secteur

Violence basée sur le genre

DANS LE BESOIN

817k

FEMMES

98%

ENFANTS

15%

SÉVÈRE

21%

EXTRÊME

68%

CATASTROPHIQUE

12%

Aperçu de la situation

La VBG est fréquente dans les contextes de crise humanitaire. En Haïti, les taux de prévalence sont inquiétants. En effet, le pourcentage de femmes qui déclarent avoir subi des violences conjugales a été estimé à 12% en 2012 et demeure inchangé jusqu'à ce jour. A titre de comparaison, on note une dynamique baissière chez les hommes dont le pourcentage est passé de 20% à 11% au cours de la même période. Les violences physiques concernent 29% de femmes en âge de procréer. Dans 45% de cas, l'acte de violence est le fait du partenaire intime. En 2016, 12% de femmes haïtiennes ont subi des violences sexuelles. 31% de femmes subissent ou sont exposées à plusieurs types de violences qui sont autant d'éléments de pression psychologique (jalousie excessive, infidélité assumée, limitation de contact avec l'extérieur ou la famille, et contrôle strict des déplacements) dont le but ultime est d'exercer un contrôle sur elles. 34% de femmes évoluant en couple sont victimes de violences conjugales. Dans 37% de cas, ces violences génèrent des blessures graves. Près de 29% des femmes âgées de 15-49 ans ont subi des actes de violence physique depuis l'âge de 15 ans dont 10,5% dans les 12 mois précédant l'enquête EMMUS en 2015. Cette situation tend à s'intensifier en cas de catastrophe naturelle ou durant les nombreuses crises socio-politiques que connaissent le pays. Les victimes en sont souvent les femmes et les adolescentes dont la vulnérabilité est exacerbée dans le chaos provoqué par la crise sans oublier les personnes LGBTIQ ainsi que les personnes en situation de handicap qui sont parmi les plus affectés.

Besoins humanitaires de la population affectée

Haïti fait actuellement face à une crise humanitaire aiguë. L'effondrement du maintien de l'ordre avec la crise socio-politique actuelle permet aux agresseurs de commettre leurs violences en toute impunité. Cette crise, caractérisée par une aggravation des tensions politiques et une forte insécurité alimentaire expose une grande proportion de la population, en majorité les femmes et les filles à plusieurs formes de VBG notamment la violence sexuelle. Celle-ci peut avoir des effets dévastateurs, dont physiques : blessures, grossesses non désirées, fistules et VIH. On manque pourtant cruellement de données fiables sur la violence sexuelle dans ce type de situation car sous-reporté. Cependant plusieurs survivantes

de VBG ont reporté n'avoir pas eu accès à des services à cause de la fermeture des services spécialisés durant plusieurs jours de mobilisation sociale appelé communément « pays lock ».

Les acteurs VBG avec des activités en cours notamment dans les départements les plus à risque comme l'Ouest, la Grand'Anse et le Nord-Ouest demeurent peu nombreux et les activités d'action humanitaire de lutte contre les VBG en cours dans les zones affectées sont limitées en raison du manque de financement et des risques de sécurité limitant les déplacements lors des jours de grande mobilisation.

Malgré les efforts déployés par le Gouvernement et la communauté humanitaire, selon les estimations du sous-secteur, environ 816,751 personnes auront besoin d'une assistance en protection en 2020 :

- Besoin de protection et de prise en charge médicale, psychosociale et juridique des survivants (tes) les plus sévèrement affectées par des cas d'abus, de violence, d'exploitation et d'exclusion ;
- Appui aux acteurs de prévention et réponse aux VBG dans la mise en œuvre de leurs actions.

Conséquences humanitaires sectorielles

- Les activités liées aux VBG notamment la gestion des cas de viol, l'appui psychosocial mais aussi les services de protection et d'autonomisation des survivantes sont largement sous-financés;

- L'accès aux rares services disponibles est compromis en raison des blocages routiers empêchant les prestataires de services et les victimes de se rendre dans les institutions spécialisées dans la prise en charge ;
- Les survivants (tes) de VBG demeurent dans une situation précaire en raison de l'inaccessibilité ou l'arrêt des services mettant leurs vies en péril.

Suivi

La redynamisation du sous-groupe de travail VBG en situation humanitaire sous le leadership de l'UNFPA est clé pour faire le suivi de l'évolution des besoins et de la réponse. Le sous-groupe incluant des agences onusiennes, des ONG nationales et internationales et institutions publiques se mobilisera pour que :

- Un paquet minimum d'activités de prévention et de réponse aux VBG en situation d'urgence soit mis en place au profit des personnes ciblées ;
- L'assistance apportée aux survivants soit documentée et analysée pour montrer une inversion de tendance par rapport à la situation des VBG commises durant la crise. Un système de gestion de l'information sur les incidents VBG sera mis en place comme outil de suivi et d'analyse ;
- Le renforcement de la prise en compte des VBG dans les différents secteurs de la réponse humanitaire soit effectif et documenté.

Indicateurs

#	INDICATEURS	CONSÉQUENCE HUMANITAIRE	SOURCE
01	Pourcentage des enfants ayant subi une des formes de discipline violente, englobant la violence psychologique ou physique	Protection	EMMUS VI 2016 (tableau 19.3 pg 452; tableau 19.4 pg 354)
02	Pourcentage des enfants ne vivant avec aucun des deux parents biologiques	Protection	Projection du sous secteur protection de l'enfant
03	Nombre de retournés de la République Dominicaine	Protection	OIM (Données sur les deportés de RD) Projection du sous secteur protection binationale
04	Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui ont subi des violences physiques et/ou violences sexuelles au cours des 12 derniers mois	Protection	EMMUS VI 2016 (tableau 21.6 pg 401) Projection du sous secteur VBG

3.7 Santé



Aperçu de la situation

En 2020, 2 335 000 de personnes en Haïti seront dans le besoin d'assistance humanitaire dans le secteur de la Santé, dont 1 050 700 enfants de moins de 18 ans et 315 000 de femmes enceintes. Tous les 10 départements du pays seront concernés. Cependant, la plupart des besoins seront concentrés dans trois départements : Ouest (551 640 personnes), Grand'Anse (504 720 personnes) et Sud (323 660 personnes).

En 2019, le nombre de personnes dans le besoin d'assistance sanitaire était de 532 967. L'augmentation de 2020 est partiellement due à un changement de méthodologie d'estimation de l'indicateur. Cependant, cela reflète également une détérioration effective de la situation humanitaire et sanitaire en Haïti à la suite de la crise socio-politique qui sévissait dans le pays depuis juillet 2018.

La crise a eu un impact direct et grave sur la situation sanitaire dans le pays, augmentant les besoins de la population et réduisant la capacité de réponse du système sanitaire. L'insécurité a rendu plus difficile l'accès aux services de santé et en particulier aux services de santé reproductive, amplifiant ainsi le risque des décès maternels, des nouveau-nés et des enfants. Certains hôpitaux ont été contraints de réduire leurs activités en raison de la pénurie en intrants médicaux, oxygène et carburant. Pendant les manifestations, des ambulances auraient été attaquées ou rançonnées. Les barrages routiers ont entraîné une diminution des activités de surveillance et de vaccination, en particulier dans les zones difficiles d'accès, intensifiant ainsi le risque de recrudescence des maladies à prévention vaccinale et autres maladies transmissibles. Le transport des échantillons de laboratoire et la livraison des médicaments essentiels est également devenue plus difficile, ce qui entrave la détection rapide et la prise en charge efficace des cas.

Besoins humanitaires de la population

En 2020, près de 2,4 millions de personnes seront dans le besoin en Haïti, dont 24% sont dans une situation de vulnérabilité sévère et pour qui des interventions humanitaires d'urgence seront indispensables. En général, les principaux problèmes de santé sont liés à la santé reproductive, aux pathologies infectieuses et à la pénurie des médicaments essentiels.

Environ 315 000 femmes seront susceptibles de tomber enceinte en 2020. La majorité de ces femmes (63%) vivent dans les trois

plus grands départements du pays en termes démographiques : Artibonite, Nord et Ouest. Chacune de ces femmes court un risque élevé de mourir pendant la grossesse et l'accouchement. Le taux de mortalité maternelle, en fait, demeure le plus haut de la région des Amériques, avec 529 décès sur 100 000 naissances vivantes. Le taux de mortalité néonatale est aussi élevé, avec 32 décès pour 1 000 naissances vivantes. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ces taux de mortalité inquiétants. En premier lieu, il y a une carence en termes des ressources humaines, avec 0,64 professionnels de la santé (médecins, infirmiers et sages-femmes) / 1 000 habitants, bien en dessous des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (2,5 professionnels de santé / 1 000 habitants). Cette carence, couplée au manque des établissements de santé offrant des services obstétricaux et de néonatalogie d'urgence (SONU), se traduit par un faible taux d'accouchement institutionnel (49%). En outre, près de 40% des besoins en planification familiale demeurent non satisfaits.

Parmi les pathologies infectieuses, on retrouve la malaria. Sa propagation constitue une menace sanitaire et humanitaire majeure en raison de la sévérité des infections qu'elle provoque. L'île d'Hispaniola, partagée par Haïti et la République Dominicaine, est la seule île des Caraïbes où la transmission de la maladie reste endémique. En Haïti, 838 000 personnes seront à risque dans des zones affectées par la malaria. De janvier à septembre 2019, 4 603 cas de malaria confirmés (dont 5 décès) ont été rapportés dans le pays. Les cas confirmés ont été signalés dans les 10 départements, cependant trois départements représentent 78% des cas : Grand'Anse (2 211 cas), Sud (934 cas), et Ouest (454 cas). Environ 92% des cas ont été identifiés au niveau institutionnel, le reste étant détecté dans les communautés. Alors que les personnes de tous âges seront exposées à la malaria, le risque d'infection sera plus élevé chez les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans.

En Haïti, la diphtérie représente une autre pathologie très importante. À cause de son caractère potentiellement épidémique, elle fait partie des maladies à déclaration obligatoire. En 2020, environ 37 000 personnes nécessiteront une assistance liée à cette maladie. Les enfants de moins de 15 ans seront particulièrement vulnérables à la diphtérie, car ils représentent la majorité (74%) des cas signalés dans le pays. En ce qui concerne la répartition par sexe, la plupart des cas (60%) étaient des femmes (âgées entre <1 an et 65 ans). La diphtérie est réapparue dans le pays vers décembre 2014, lorsque les premiers cas confirmés ont été identifiés dans le département

de l'Ouest. Depuis 2014 jusqu'à septembre 2019, 882 cas probables avaient été déclarés, dont 109 cas enregistrés en 2019. Des cas ont été rapportés dans tout le pays, cependant 70% ont été signalés dans les départements de l'Artibonite, du Centre et de l'Ouest. Le taux de létalité parmi les 280 cas confirmés pour toute la période susmentionnée était de 19%, ce qui est nettement supérieur au taux attendu de 10%. La recrudescence de la diphtérie dans le pays est essentiellement due à la couverture vaccinale qui reste très faibles depuis plusieurs années. Par exemple, en 2018, la couverture en Penta3 était de 79%, ce qui est très loin des objectifs nationaux.

La rougeole est une autre maladie à déclaration obligatoire qui pose un risque grave pour Haïti. Même si des cas de rougeole n'ont pas été encore détectés en Haïti en 2019, la faible utilisation des services de vaccination surtout en cette période de blocage, le mauvais état de la chaîne de froid, la méconnaissance ou le non-respect du calendrier vaccinal entre autres, exposent le pays au risque de réapparition de la maladie. Comme pour la diphtérie, en 2018, la couverture en Rougeole/Rubéole 1 était faible. Selon les données de routine du semestre 1 de 2019 des départements du Sud et Grand'Anse, seulement 16 568 ont été vaccinés contre la rougeole sur une cible attendue de 35 000 enfants de moins d'un an. Pour les femmes enceintes, seules 5 580 ont été vues en deuxième consultation prénatale sur une cible attendue de 37 000 dans les mêmes départements. A l'échelle des 10 départements, dans le contexte de la crise qui touche l'ensemble du pays, ce sont au total 615 000 enfants de moins de 5 ans et 143 000 femmes enceintes qui devraient être vaccinées contre la rougeole.

Les problèmes humanitaires et sanitaires décrites ci-dessus seront aggravés par la pénurie de médicaments essentiels. En effet, en raison de la crise, les institutions de santé en rupture de stock de médicaments et de fournitures médicales sont déjà dans l'incapacité de se réapprovisionner et de répondre aux besoins de la population. Loin d'être un phénomène temporaire, ces conditions persisteront probablement à moyen terme. Par conséquent, on estime qu'en 2020 plus de 387 000 personnes nécessiteront de médicaments essentiels.

Conséquences humanitaires sectorielles

Les informations disponibles indiquent que la situation humanitaire et sanitaire restera critique en Haïti. La crise actuelle affecte directement la capacité des femmes, des adolescents, ainsi que des enfants de moins de 5 ans, à accéder aux services de santé : le coût des médicaments de base a augmenté de 29%, tandis que celui des soins hospitaliers a augmenté de 15%, affectant ainsi la capacité des femmes et des enfants les plus vulnérables à accéder efficacement aux soins de santé de qualité, y compris pour les besoins urgents. Dans ce contexte, le manque du personnel sanitaire qualifié et les difficultés d'accès aux services de santé reproductive risquent d'augmenter le nombre d'accouchements à domicile et, par conséquent, le nombre de décès maternels et néonataux, surtout dans les régions éloignées telles que le département du Nord-Ouest, le Sud et la région frontalière.

Le risque d'une forte augmentation des cas de la malaria est très présent. Cela s'explique par plusieurs raisons : le caractère épidémique de cette maladie, la présence diffuse des moustiques dans le pays, la carence de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action, et la crise sociopolitique en cours qui entrave encore plus le système de santé dans le pays. La crise risque aussi de contribuer à la résurgence des maladies évitables par la vaccination, comme la diphtérie et la rougeole, compte tenu en particulier de la faible couverture vaccinale dans le pays et la pénurie des médicaments essentiels comme l'antitoxine diphtérique.

Suivi

Le suivi de l'évolution des besoins sanitaires sera réalisé à travers plusieurs méthodes :

- La collecte et l'analyse des données hebdomadaires fournies par la Direction d'Épidémiologie, de Laboratoire et de la recherche (DELR) et le Laboratoire national de santé publique (LNSP). Ces données permettront de détecter tout foyer de maladie transmissible. Ils permettront aussi de suivre l'évolution de la mortalité et la morbidité maternelle, infantile et néonatale.
- Des rencontres périodiques avec les différents acteurs du secteur Santé pour discuter l'évolution des besoins sanitaires et l'impact des activités de réponse.
- La coordination avec le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) tant au niveau central que départemental. Lorsque la conjoncture le permettra, des missions conjointes pourront être menées dans certaines zones du pays pour mieux évaluer la situation sur le terrain.

Les indicateurs suivants seront suivis régulièrement par le secteur :

- Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 accouchements) au niveau institutionnel ;
- Nombre de femmes enceintes ayant eu au moins 4 consultations prénatales ;
- Pourcentage d'accouchements institutionnels ;
- Pourcentage des SONU fonctionnels ;
- Couverture nationale en sage-femme ;
- Incidence de cas confirmés de malaria (pour 1 000 habitants) ;
- Nombre de cas probables de diphtérie ;
- Nombre d'enfants de <5 ans vaccinés contre la rougeole.

Indicateurs

#	INDICATEURS	CONSÉQUENCE HUMANITAIRE	SOURCE
01	Incidence de cas confirmés de malaria pour 1 000 habitants (par commune)	Survie	MSPP - Rapport des maladies et des phénomènes sous surveillances épidémiologiques
02	Nombre de décès parmi les cas positifs de diphtérie 2018	Résilience	Projection secteur Santé

3.8

Sécurité alimentaire



DANS LE BESOIN

4,1M

FEMMES

50%

ENFANTS

42%

SÉVÈRE

71%

EXTRÊME

29%

CATASTROPHIQUE

0%

Aperçu de la situation

Le phénomène El Niño a continué de causer d'importantes poches de sécheresse dans le pays durant le premier semestre 2019, notamment dans les départements du Nord-Ouest, du Nord-Est, de la Grand'Anse et du Sud ainsi que dans la partie nord du département du Centre et la partie est du département du Sud Est. Ce phénomène a affecté la production des principales cultures, notamment les céréales et les haricots, entraînant une baisse considérable de la production agricole. La campagne agricole de printemps, qui s'étale de mars à juillet selon les zones géographiques et représente habituellement plus de 50% de la production agricole nationale, a enregistré de faibles performances, elle-même impactée par les mauvaises récoltes de la campagne agricole d'hiver (2018-2019). Ces mauvaises performances risquent de se répercuter sur les prochaines campagnes (été 2019 et hiver 2019-2020). Les agriculteurs ayant un pouvoir d'achat en baisse continue depuis plus d'une année, ont, pour beaucoup, sacrifié le peu de semences qu'ils leur restaient pour répondre aux besoins alimentaires urgents de leur famille. Les épisodes répétés de déficits hydriques ont aussi fortement affecté les cheptels des éleveurs des départements du Nord et du Nord-Est par le tarissement plus important des points d'eau et l'épuisement précoce des pâturages disponibles.

A cette détérioration de la disponibilité alimentaire des productions locales se conjugue une baisse graduelle et continue de l'accès alimentaire pour les ménages les plus pauvres. Le contexte macroéconomique global a continué de se détériorer en 2019. Les différents épisodes de blocage du pays (février, juin, septembre et octobre 2019) ont accentué cette détérioration économique structurelle : dégradation des moyens d'existence des ménages, baisse des opportunités de travail notamment dans le secteur agricole, inflation, suspension voire perte des activités économiques, surendettement, exode rural, perte des productions agricoles non-évacuées vers les centres urbains... touchant aussi et surtout les populations déjà vulnérabilisées par l'insécurité alimentaire. La hausse des prix des denrées alimentaires a été de plus de 22% en glissement annuel, dans un contexte d'inflation des prix à la consommation de 19,5% sur la même période (IHSI – bulletin août 2019). Cette baisse du pouvoir d'achat des haïtiens s'explique principalement par la forte dépréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain. Haïti étant largement dépendante des importations pour sa sécurité alimentaire, l'impact, en termes

de hausse de prix, s'est répercuté directement sur des produits alimentaires comme l'huile (exclusivement importée) et le riz (importé à plus de 80%), entre autres.

Comme l'ont montré les dernières analyses IPC, la situation actuelle ne s'est pas améliorée après la période de soudure 2019 (mars à juin), avec un taux de 38% de la population en moyenne dans les zones rurales en phases 3 et 4 de l'IPC (période actuelle), soit 2,8 millions de personnes vulnérables en milieu rural. Les récoltes agricoles n'ayant pas été suffisantes, leur impact positif sur la sécurité alimentaire n'a pu se faire sentir. Pour la période de soudure 2020, la situation devrait continuer de se dégrader, avec un taux moyen de personnes en phases 3 et 4 autour de 42% du total de la population des zones rurales.

Le contexte de la dégradation de la sécurité alimentaire dans le pays étant surtout lié à la détérioration de la conjoncture macroéconomique nationale, les populations des zones urbaines sont également touchées par l'insécurité alimentaire. Les quartiers les plus pauvres de la métropole haïtienne concentrent près de 10% des personnes en situation d'urgence alimentaire (phase 4 de l'IPC) et représentent au total 213 000 habitants de l'aire métropolitaine.

Les groupes qui présentent le plus de risques liés à l'insécurité alimentaire sont les ménages ayant des enfants de moins de cinq ans, particulièrement si ces derniers souffrent déjà de malnutrition, les femmes et jeunes filles enceintes ou allaitantes ainsi que les personnes vivant avec le VIH dans les ménages vulnérables. D'autre part, les ménages agricoles (inclus les éleveurs, les pêcheurs...) fortement impactés par la sécheresse et les chefs de ménages âgés et isolés nécessitent aussi d'être priorisés en raison de leurs vulnérabilités structurelles et conjoncturelles.

Enfin, le secteur Sécurité Alimentaire portera une attention particulière aux cas de protection identifiés dans le cadre de l'assistance alimentaires afin de les référencer aux acteurs de la protection et qu'ils puissent bénéficier d'une prise en charge spécifique.

Les capacités des institutions étatiques impliquées dans la prévention et la gestion des risques et des désastres ainsi que dans les systèmes d'alerte précoce et de suivi de la sécurité alimentaire et les mécanismes de réponse et de coordination du secteur Sécurité Alimentaire devront continuer d'être renforcées en 2020.



Photo: OCHA/Christian Cricboom

Besoins humanitaires de la population affectée

En référence à la dernière analyse IPC, le secteur Sécurité Alimentaire estime que 4,1 millions personnes auront besoin d'une assistance humanitaire en 2020 :

- Assistance alimentaire d'urgence pour 1,2 millions de personnes en phase 4 d'IPC ;
- Restauration et renforcement des moyens d'existence pour 4,1 millions de personnes en situation d'urgence et de crise (phases 3 et 4 de l'IPC) ;
- Renforcement des institutions étatiques (notamment DPC et CNSA) impliquées dans la prévention et la gestion des risques et désastres à travers le pré-positionnement de stocks de contingence dans les zones les plus à risque de désastres naturels et le renforcement du système d'alerte précoce de la sécurité alimentaire ;
- Renforcement des mécanismes de réponse et de coordination du secteur Sécurité Alimentaire ;
- Référencement des cas de protection identifiés.

Parmi ces besoins, une attention particulière doit être accordée à trois zones rurales du pays classées en phase 4 « urgence » de l'IPC, ayant

plus de 20% de leur population dans cette phase : la zone côtière de la Grand'Anse (HT08), le bas Nord-Ouest (HT01) et l'essentielle des zones rurales de l'Ouest (HT03+07).

Conséquences humanitaires sectorielles

BIEN-ÊTRE :

Pour estimer les conséquences de l'insécurité alimentaire sur le bien-être physique et mental des populations, il est nécessaire de mieux appréhender les effets directs sur l'intégrité physique et mentale et / ou sur la dignité des personnes à court terme.

L'analyse IPC fournit un indicateur composite de l'insécurité alimentaire des ménages et les classe en cinq phases : 1/ Minimal, 2/ Stress, 3/ Crise, 4/ Urgence et 5/ Famine. A partir de la phase 3, les ménages ont des déficits de consommation alimentaire qui se reflètent notamment par des niveaux de malnutrition aiguë élevé à très élevé ; en outre, à partir de cette phase 3, ils ne parviennent pas à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels sans adopter des stratégies d'adaptation négatives (décapitalisation, réduction des rations alimentaires...).

Ces populations en phases 3, 4 et 5 sont impactés directement dans leur intégrité physique et mentale et sont à inclure prioritairement

comme « personnes dans le besoin d'assistance ».

RESILIENCE/ RELEVEMENT PRECOCE :

De la même manière que la conséquence sur le bien-être des populations en phases 3 et plus, l'analyse IPC détermine les conséquences humanitaires sur la résilience des populations en phase 2/ Stress-sous pression. Ce sont des ménages ayant une consommation alimentaire minimale adéquate mais qui ne peuvent pas assumer certaines dépenses non-alimentaires essentielles (santé, éducation, assainissement) sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress. Pour ces populations, il est nécessaire de réduire leurs risques face aux aléas agro-climatiques et de protéger leurs moyens d'existence.

Suivi

L'analyse des besoins du secteur sécurité alimentaire repose en grande partie sur les analyses IPC, elles-mêmes dépendantes des enquêtes organisées et financées par les partenaires, notamment les enquêtes sur la sécurité alimentaire, les analyses HEA, les enquêtes sur la nutrition, l'évaluation des campagnes agricoles (etc.) Dans le contexte actuel de détérioration de la sécurité alimentaire en Haïti et des enjeux importants de la mise-à-jour des analyses pour ajuster au mieux les interventions des partenaires, il est prévu vers la mi-2020 une nouvelle enquête nationale sur la sécurité alimentaire organisée

à l'initiative de la CNSA. Une telle enquête permettra d'organiser un nouvel atelier d'analyse IPC et de mettre à jour les chiffres clés des personnes dans le besoin. En complément, et plus localement, des systèmes d'alerte précoce pourront être mis-en-place pour suivre de plus près et avec une plus grande fréquence (tous les 3-4 mois) l'évolution de l'insécurité alimentaire des ménages les plus pauvres. Enfin, de nouvelles données nutritionnelles pourront aider à affiner l'évaluation des besoins et le ciblage des populations les plus vulnérables.

Indicateurs

#	INDICATEURS	CONSÉQUENCE HUMANITAIRE	SOURCE
01	Niveau d'insécurité alimentaire	Survie	Rapport IPC 2019

3.9

Coordination

La situation politique instable en 2019 a affecté directement les structures de coordination sectorielles, faisant ressortir notamment le besoin de renforcer ces dernières pour leur permettre de jouer activement leur rôle en cas de situation de crise aiguë. Les nombreuses semaines de blocage ont rendu très difficile les rencontres et visites sur le terrain. En février, septembre et octobre, l'évaluation de la situation et de l'impact de la crise sur la population a été quasiment impossible du fait des nombreux blocages de route, des incidents de sécurité à l'encontre des acteurs humanitaires et des nombreuses contraintes logistiques (pénurie de carburant par exemple). La sécurité des partenaires, des convois, des biens et équipements ainsi que la collecte d'information sécuritaire régulière (principalement au niveau des départements) a été de plus en plus difficile à coordonner suite notamment au retrait des forces de police de la MINIJUSTH.

Les mécanismes de coordination actifs au niveau national concernent neuf secteurs : Abris/BnA, Choléra, Éducation, EPAH, Logistique, Nutrition, Protection (avec les sous-secteurs Protection binationale, Protection de l'enfance et VBG), Santé et Sécurité alimentaire et cinq groupes de travail : Transferts monétaires, Gestion de l'information, PSEA, Communication avec les communautés, VBG. Le secteur Relèvement est qu'en a lui désactivé depuis 2018, mais la thématique « résilience », sous le leadership du PNUD, est prise en compte dans la coordination intersectorielle. La coordination des neuf secteurs est assurée par des homologues gouvernementaux, avec un co-chef de file d'une agence des Nations Unies.

Le groupe de coordination intersectorielle, qui se réunit régulièrement, assure le suivi de la réponse humanitaire, le partage des données et veille à ce que les engagements pris par l'Equipe humanitaire de pays (HCT) soient concrétisés. Le HCT, composé des chefs des agences des Nations Unies et des chefs de mission des organisations non-gouvernementales et des principaux donateurs, se réunit tous les mois.

La réduction de la présence d'OCHA Haïti qui a débuté en 2017 rend particulièrement difficile la coordination au niveau des départements. La direction de la protection civile fait de son mieux pour prendre le relais, mais manque souvent de moyens et de personnel pour mener à bien cette fonction. OCHA a donc initié la mise en place d'un réseau de points focaux humanitaires à travers les partenaires internationaux et nationaux présents sur le terrain. Cependant, ces derniers sont également confrontés à un manque de ressources et malgré leur engagement et leurs efforts, il leur est difficile d'assumer les tâches supplémentaires qu'exige la fonction de point focal humanitaire.

Au niveau des collectivités, l'absence de stabilité et la faiblesse dans

l'administration publique, notamment en matière de personnels d'encadrement et de logistique, fragilisent le fonctionnement des mécanismes locaux de coordination.

En ce qui concerne la présence opérationnelle des partenaires, on dénombre 75 organisations qui opèrent sur le terrain dans le cadre de l'intervention humanitaire. La majorité d'entre elles sont actives dans les départements de l'Ouest (39) et de la Grand'Anse (38), dans le Sud (33) et le Sud-Est (22). Si l'analyse de la sévérité des besoins indique que le département du Nord-Ouest est particulièrement vulnérable, peu de partenaires y sont présents.

Partie 4

Annexes

Photo: OMS





Méthodologie

Validée par le groupe de coordination intersectorielle et conforme aux consignes globales, la méthodologie utilisée a permis de tirer profit de l'ensemble des données disponibles pour estimer le nombre de personnes dans le besoin humanitaire, au niveau de chaque commune et pour chacun des quatre groupes de populations affectées (voir ci-dessous). La sévérité des besoins a quant à elle pu être estimée à l'échelle de la commune, également pour les conséquences humanitaires (bien-être physique et mental, niveau de vie, protection et résilience).

Méthodologie d'estimation du nombre de personnes dans le besoin (PiN)

Hypothèses de base

L'estimation du PiN du pays est basée sur deux des quatre types des conséquences humanitaires retenues qui sont :

1. Bien-être physique et mental (Survie)

2. Conditions de vie

La méthodologie part de l'hypothèse selon laquelle les personnes qui ont des problèmes affectant leur bien-être physique et mental sont également confrontées à des problèmes affectant leurs conditions de vie (voir schéma ci-après).



Groupes de population

Pour le calcul du PIN intersectoriel, quatre groupes de population ont été considérés :

1. Personnes en phases 3 et 4 de l'IPC : nombre de personnes en

situation d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 et plus de l'IPC);

2. Personnes affectées par des catastrophes naturelles : Nombre de personnes vulnérables vivant dans des zones fortement touchées par le tremblement de terre de 2018 et l'ouragan Matthew ;
3. Retournées : Nombre de personnes retournées des Bahamas, République Dominicaine Etats-Unis et des Turks and Caicos ;
4. Choléra : Nombre de personnes à risque de choléra.

Source des données utilisées

Les chiffres de population utilisés pour le HNO 2020 sont basés sur les dernières données démographiques officielles disponibles, qui sont des estimations faites en 2015 par l'Institut haïtien de statistique et informatique (IHSI). Les indicateurs utilisés pour estimer les PiN sectoriels et intersectoriels ont été fournis par chaque responsable sectoriel à la suite d'évaluations sectorielles menées tout au long de 2018 et 2019 :

- Les évaluations des bâtiments après le tremblement de terre de 2018 effectuées en juillet 2019 par l'OIM et le Ministère des travaux publics, transports et communications (MTPTC).
- Le dernier rapport de l'IPC publié en octobre 2019 par la CNSA sur les niveaux d'insécurité alimentaire.
- L'enquête la plus récente sur la Mortalité morbidité et utilisation des services (EMMUS VI) 2016-2017 du Ministère de la santé publique et de la population (MSPP)
- Profil statistique du choléra du MSPP.
- Base de données de l'OIM sur les déportés de la République Dominicaine.

Sélection des indicateurs

Pour estimer les PIN, le groupe de coordination intersectorielle en collaboration avec les contreparties nationales a sélectionné un ensemble d'indicateurs pour chacune des conséquences humanitaires. Le choix des indicateurs a tenu compte des critères suivants :

- Pertinence : relation claire entre l'indicateur et le type de conséquence humaine concernée.
- Précision : l'indicateur mesure ce qu'il a l'intention de mesurer (et est proche de la valeur estimée ou prévue).
- Couverture : l'indicateur est mesurable à l'échelle des communes.
- Exclusivité : les indicateurs ne sont pas redondants ; chaque indicateur mesure quelque chose qui n'est pas pris en compte par les autres indicateurs.

Pour chaque indicateur, une échelle de sévérité allant de 1 à 5 a été définie.

1	2	3	4	5
Mineur	Moyen	Sévère	Extrême	Catastrophique
POPULATION TOTALE				
	POPULATION AFFECTÉE			
		POPULATION DANS LE BESOIN (PiN)		
Seuils à considérer pour la réponse humanitaire				

Par conséquent, deux indicateurs ont été sélectionnés pour les conséquences sur le bien-être physique et mental et huit pour les conséquences sur les conditions de vie (vous pouvez consulter le tableau complet des indicateurs en annexe). Le PIN est constitué de personnes dont leurs besoins ont une sévérité comprise entre 3 et 5.

Estimation du PiN intersectoriel par type de conséquence humanitaire

Le calcul du PIN par type de conséquence humanitaire a été effectué par commune et par groupe de population (personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë, personnes affectées par des catastrophes naturelles, retournées, et autres). Pour chaque type de conséquence humanitaire et groupe de population, les étapes pour le calcul du PiN ont été suivies :

1. Estimation pour chaque indicateur des pourcentages et nombres de personnes par échelle de sévérité et par commune.

Incidence de cas confirmés de malaria pour 1 000 habitants (par commune)

Commune	1	2	3	4	5	Population totale
	Mineur	Moyen	Sévère	Extrême	Catastrophique	
	<1%	1-3%	3-5%	5-10%	>10%	
Cabaret	0	55 661	11 574	1 010	0	86 755
	0%	81,6%	17,0%	1,5%	0%	
POPULATION TOTALE						
	68 245	POPULATION AFFECTÉE				
			12 584 (18.5%)	POPULATION DANS LE BESOIN (PiN)		

2. Estimation du PiN et du pourcentage par indicateur en faisant la somme des personnes pour les échelles 3, 4 et 5.

Commune	Incidence de cas confirmés de malaria pour 1 000 habitants	Score de l'insécurité alimentaire des phases IPC	Prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6 à 59 mois	Pourcentage maximal	Nombre de personnes dans le besoin (PiN)
Cabaret 68 245 habitants	18,5%	40%	0,6%	40%	27 299
Chardonnières 25 240 habitants	100%	36,2%	0,6%	100%	25 240

Méthodologie d'estimation de la sévérité

La sévérité des besoins est calculée pour chaque secteur par commune et par conséquence humanitaire. Les cinq échelles de sévérité sont calculées en mesurant cinq quartiles du pourcentage de la population totale de la commune. Notez que le quartile 0 correspond au % PiN des communes qui sont inférieures au quartile 1.

Le quartile mesure la dispersion des valeurs (% PiN) au-dessus et au-dessous de la moyenne en divisant la distribution en quatre groupes. Ces quatre groupes plus le quartile 0 représenteront les échelles de sévérité (de 1 à 5) - le premier groupe, qui correspond à des valeurs de % PiN inférieures au premier quartile, sera classé au niveau de sévérité 1 et ainsi de suite.

Le tableau ci-dessous présente les cinq valeurs des quartiles pour le PiN (exprimé en % de la population de la commune).

	Quartile 0 (sévérité 1)	Quartile 1 (sévérité 2)	Quartile 2 (sévérité 3)	Quartile 3 (sévérité 4)	Quartile 4 (sévérité 5)
% PiN	6,59%	39%	40%	50%	100%

Ces cinq échelles seront utilisées pour évaluer le niveau de sévérité des communes.

Ainsi, le score de sévérité d'une commune correspond au niveau de sévérité du Quartile auquel appartient le pourcentage de son PiN (%PiN).

Commune	Total Population	PiN	% PiN	Échelle de sévérité					Score de sévérité
				Quartile 0 moins de 6,6%	Quartile 1 entre 6,6% et 39%	Quartile 2 entre 39% et 40%	Quartile 3 entre 40% et 50%	Quartile 4 plus de 50%	
Fonds des Nègres	33 413	18 377	54,99%					x	5
La Tortue	38 868	117 491	45,00%				x		4
Chantal	34 121	11 852	34,73%		x				2
Cap-Haïtien	274 404	18 076	6,58%	x					1

Ce processus est répété pour chaque secteur afin de déterminer la sévérité des besoins (1 à 5) dans le secteur.

Acronymes

ATH	Association Touristique d'Haïti
BINUH	Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti
CAN	Centre Ambulancier National
CNSA	Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire
COUD	Centre d'Opération d'Urgence Départemental
CRF	Centre de Ressources Frontalier
CTD	Cadres Techniques Départementaux
DAA	Diarrhées aiguës aqueuses
DAS	Diarrhées aiguës sanglantes
DELR	Direction d'Épidémiologie de Laboratoires de Recherche
DINEPA	Direction Nationale Eau Potable et Assainissement
DPC	Direction de la Protection Civile
EMMUS	Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services
EPAH	Eau Potable, Assainissement et Hygiène
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds Monétaire International
GRD	Gestion des Risques et des Désastres
HEA	Household Economy Approach
HNO	Humanitarian Needs Overview/Aperçu des besoins humanitaires
HRP	Humanitarian Response Plan/Plan de réponse humanitaire
HTG	Gourde haïtienne
HUEH	Hôpital Universitaire de l'Etat d'Haïti
IDH	Indice Humain de Développement
IHSI	Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
INFORM	L'indice pour la gestion des risques
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
LGBTIQ	Lesbienne, Gay, Bisexuelle, Transgenre, Inter sexes, Queer
LNSP	Laboratoire National de Santé Publique
MAM	Malnutrition Aiguë Modérée
MAS	Malnutrition Aiguë Sévère
MENFP	Ministère de l'Éducation Nationale, et de la Formation Professionnelle
MICT	Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales
MINUJUSTH	Mission des Nations Unies pour l'Appui à la Justice en Haïti
MSPP	Ministère de la Santé Publique et de la Population
MTPTC	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications
NOAA	National Oceanic and Atmospheric Administration
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs / Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OIM	Organisation Internationale de la Migration
OMS	Organisation Mondiale de la Santé

ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNH	Police Nationale d'Haïti
PNRE	Plan National pour la Régularisation des Étrangers
SIMAST	Système d'Information du Ministère des Affaires Sociales et du Travail
SISNU	Système d'Information Sanitaire National Unique
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief / Surveillance et Évaluation Normalisées des Secours
SNGRD	Système National de Gestion des Risques et des Désastres
SONU	Services obstétricaux et de néonatalogie d'urgence
UCPNANU	Unité de Coordination du Programme national de Nutrition
UNDAF	Cadre de Développement Durable des Nations Unies
UNDSS	United Nations Department of Safety and Security/ Département de sureté et sécurités des Nations Unies
VBG	Violence Basée sur le Genre

Notes finales

- ⁷ United States Department of State, Haiti 2018 Human Rights Report, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/03/HAITI-2018.pdf>
- ⁸ Banque Mondiale, novembre 2019, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti>
- ⁹ CNSA/MARNDR, Bulletin panier alimentaire, juillet et novembre 2019, <http://www.cnsahaiti.org/panier-alimentaire>
- ¹⁰ Banque Mondiale, 14 novembre 2019, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview>
- ¹¹ UNDSS, Joint Security Assessment Mission Report Haiti, août 2019
- ¹² MINUJUSTH / OHCHR, Rapport sur les allégations de violation et abus des droits de l'homme du 13 et 14 novembre 2018 dans le quartier La Saline, Port-au-Prince, juillet 2019, https://minujsth.unmissions.org/sites/default/files/minujsth_hcdh_rapport_la_saline_1.pdf
- ¹³ UNDSS, Joint Security Assessment Mission Report Haiti, août 2019
- ¹⁴ L'indice pour la gestion des risques (INFORM) est un outil qui permet de comprendre et de mesurer les risques de catastrophes et de crises humanitaires, novembre 2019, <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index>
- ¹⁵ FAO, 25 novembre 2019, <http://www.fao.org/haiti/fao-en-haiti/le-pays-en-un-coup-doeil/en/>
- ¹⁶ Banque Mondiale, Profil pays Haïti, 2017
- ¹⁷ Banque Mondiale, 25 novembre 2019, Base de données Sustainable Energy for All, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.ACCS.ZS?locations=HT>
- ¹⁸ Banque Mondiale, 14 novembre 2019, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview>
- ¹⁹ UNESCO, 25 novembre 2019, <http://uis.unesco.org/en/country/ht>
- ²⁰ Banque Mondiale Base de données, 25 novembre 2019, https://data.worldbank.org/indicator/SH.MED.PHYS.ZS?locations=HT&most_recent_value_desc=false
- ²¹ BIT, Programme Pays pour le Travail Décent en Haïti 2015-2020, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_mas/---program/documents/genericdocument/wcms_561940.pdf
- ²² <https://lenouvelliste.com/article/208300/haiti-les-emplois-dans-le-secteur-touristique-vont-etre-reduits-de-50-a-60> (19 novembre 2019)
- ²³ <http://hdr.undp.org/en/composite/GII> (14 novembre 2019)
- ²⁴ MCDF
- ²⁵ IHSI, IRD, DIAL, NOPOOR, ANR, L'évolution des conditions de vie en Haïti entre 2007 et 2012, 2014, http://www.ihsi.ht/pdf/ecvm/analyse/IHSI_DIAL_Rapport%20complet_11072014.pdf
- ²⁶ EMMUS VI 2016-2017
- ²⁷ OPS, Rapport quinquennal, 2013-2017
- ²⁸ MSPP, Rapport statistique, 2016
- ²⁹ MSPP, Rapport du Réseau National de Surveillance Choléra, 46ème semaine épidémiologique 2019, du 10 au 16 novembre 2019, <http://mspp.gouv.ht/site/downloads/Profil%20statistique%20Cholera%2046SE%202019%20derniere%20version.pdf>
- ³⁰ Banque de la République d'Haïti, 6 décembre 2019, <https://www.brh.ht/brh/statistiques/taux-dinflation/>
- ³¹ Banque Mondiale, 14 novembre 2019, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview>
- ³² Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), Bulletin, août 2019
- ³³ OIM, Dashboard détaillé des évaluations des bâtiments post earthquake 2018, 26 novembre 2019, <https://www.sheltercluster.org/node/16177>
- ³⁴ UNDSS, Joint Security Assessment Mission Report Haiti, août 2019
- ³⁵ Un aspect de la nouvelle approche pour le HPC 2020 est l'identification des conséquences humanitaires, qui illustrent l'impact de la crise sur les personnes. Les conséquences humanitaires sont les effets des tensions et des chocs de la vie et des moyens d'existence des personnes affectées et leur résilience à des événements néfastes futurs. Elles se manifestent par des dommages sur la santé et les conditions physiques et mentales des personnes, leur capacité à assurer leurs besoins et leurs dépenses essentiels de survie et d'entretien et leur capacité à résister à des tensions et des chocs à l'avenir.
- ³⁶ Les conséquences pour le bien-être physique et mental sont les conséquences humanitaires ayant un effet direct sur l'intégrité et/ou la dignité mentale et physique des personnes à court terme (dans un délai de six mois) tout en reconnaissant qu'elles ont également des effets à plus long terme. Si les conséquences vitales, physiques et mentales sont, par définition, graves, l'urgence de la réponse peut être différente en fonction du calendrier de leur effet (survie à court terme par opposition à survie à plus long terme) et de leur degré d'irréversibilité en l'absence de réponse.
- ³⁷ Les conséquences pour le niveau de vie sont les conséquences humanitaires qui ont un effet direct sur la capacité des personnes

à poursuivre leurs activités productives et sociales habituelles et à satisfaire leurs besoins fondamentaux de manière autonome. Elles se manifestent selon différents types de déficit et l'utilisation de différents mécanismes d'adaptation pour couvrir leurs besoins fondamentaux d'autonomie.

⁵² EMMUS V

- ³³ Les conséquences liées à la détérioration de l'environnement protecteur sont celles qui font référence à la capacité des communautés à identifier les menaces et risques de protection et à s'auto-protéger. Les violations des droits humains et du droit international humanitaire sont intégrées dans les deux précédentes conséquences, car elles ont un effet direct sur l'intégrité physique et mentale et les conditions de vie des personnes affectées.
- ³⁴ Les conséquences pour la résilience sont les conséquences humanitaires qui reflètent la capacité des personnes à résister aux tensions et chocs futurs à court et à plus long terme.
- ³⁵ DLR, Programme National de lutte contre la Malaria (PNCM)
- ³⁶ <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/06/2019-Trafficking-in-Persons-Report.pdf>, page 230
- ³⁷ Lesbienne, Gay, Bisexuelle, Transgenre, Inter sexes, Queer
- ³⁸ EMMUS VI 2016-2017
- ³⁹ Rapport du réseau national de surveillance Choléra - SE39 2019 - DELR
- ⁴⁰ EMMUS 2016-2017
- ⁴¹ Etude sur les enfants en dehors de l'école, MENFP-UNICEF, 2018 et état des lieux de la réponse Matthew, MENFP, 2018
- ⁴² OIM, Migration en Haïti, Profile migratoire national, 2015
- ⁴³ Notamment Concern et Associazione Volontari per il Servizio Internazionale (AVSI)
- ⁴⁴ Estimations Direction Départementale du Sud, MENFP, 2019
- ⁴⁵ Basé sur une estimation faite sur la base des données de l'Analyse Sectorielle Education, MENFP, 2019. En Haïti la majorité des écoles privées sont des écoles à bas effectifs et ont donc un modèle économique questionnable et peu viable
- ⁴⁶ Selon les chiffres de la République Dominicaine, une moyenne de 7000 personnes sont rapatriés par mois. A ceux-ci s'ajoute les personnes qui retournent volontairement. Selon les derniers chiffres du Border Monitoring de l'OIM entre 2015 - 2017, 27% du total de retournés / déportés sont des retours volontaires.
- ⁴⁷ Source : Sea Power Magazine
- ⁴⁸ <https://www.cdc.gov/violenceprevention/pdf/violence-haiti.pdf>
- ⁴⁹ EMMUS V
- ⁵⁰ EMMUS V
- ⁵¹ Evaluation et documentation sociale des enfants (EDOS), IBESR, 2018

